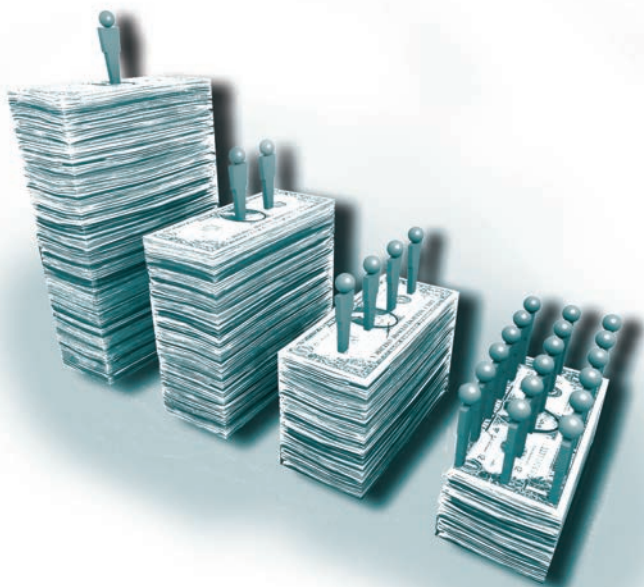


LES ESSENTIELS DE L'OCDE

BRIAN KEELEY

# INÉGALITÉS DE REVENU

L'écart entre les riches et les pauvres





Les essentiels de l'OCDE

# Inégalités de revenu : l'écart entre les riches et les pauvres

Brian Keeley

Cet ouvrage est publié sous la responsabilité du Secrétaire général de l'OCDE. Les opinions et les interprétations exprimées ne reflètent pas nécessairement les vues officielles des pays membres de l'OCDE.

Ce document, ainsi que les données et cartes qu'il peut comprendre, sont sans préjudice du statut de tout territoire, de la souveraineté s'exerçant sur ce dernier, du tracé des frontières et limites internationales, et du nom de tout territoire, ville ou région.

**Merci de citer cet ouvrage comme suit :**

Keeley, B. (2018), *Inégalités de revenu: l'écart entre les riches et les pauvres*, Les essentiels de l'OCDE, Éditions OCDE, Paris.

<http://dx.doi.org/10.1787/9789264300408-fr>

ISBN 978-92-64-30040-8 (PDF)  
ISBN 978-92-64-30039-2 (imprimé)  
ISBN 978-92-64-30068-2 (epub)

Séries: Les essentiels de l'OCDE  
ISSN 1993-6761 (imprimé)  
ISSN 1993-677X (PDF)  
ISSN 1993-677X (en ligne)

Les données statistiques concernant Israël sont fournies par et sous la responsabilité des autorités israéliennes compétentes. L'utilisation de ces données par l'OCDE est sans préjudice du statut des hauteurs du Golan, de Jérusalem-Est et des colonies de peuplement israéliennes en Cisjordanie aux termes du droit international.

**Crédits photo :** Couverture © AuntSpray/Shutterstock.com; Introduction © iStockphoto.com/lindscars; Chapitre 1 © tuk69tuk – Fotolia.com; Chapitre 2 © iStockphoto.com/LeeYiuTung; Chapitre 3 © Andrey Burmakin/Shutterstock.com; Chapitre 4 © iStockphoto.com/nullplus; Chapitre 5 © iStockphoto.com/sezer66.

Les corrigenda des publications de l'OCDE sont disponibles sur :  
[www.oecd.org/about/publishing/corrigenda.htm](http://www.oecd.org/about/publishing/corrigenda.htm).

© OCDE 2018

---

La copie, le téléchargement ou l'impression du contenu OCDE pour une utilisation personnelle sont autorisés. Il est possible d'inclure des extraits de publications, de bases de données et de produits multimédia de l'OCDE dans des documents, présentations, blogs, sites Internet et matériel pédagogique, sous réserve de faire mention de la source et du copyright. Toute demande en vue d'un usage public ou commercial ou concernant les droits de traduction devra être adressée à [rights@oecd.org](mailto:rights@oecd.org). Toute demande d'autorisation de photocopier une partie de ce contenu à des fins publiques ou commerciales devra être soumise au Copyright Clearance Center (CCC), [info@copyright.com](mailto:info@copyright.com), ou au Centre français d'exploitation du droit de copie (CFC), [contact@cfcopies.com](mailto:contact@cfcopies.com).

---

# Avant-propos

Les inégalités sont graves et vont en s'aggravant. Dans les années 80, les 10 % les plus riches dans les pays de l'OCDE gagnaient sept fois plus que les 10 % les plus pauvres : ils en gagnent aujourd'hui près de dix fois plus. Si l'on ajoute le patrimoine et les autres formes de richesse, c'est pire encore : en 2012, les 10 % les plus riches possédaient la moitié de la richesse totale des ménages, et les 1 % les plus riches en détenaient 18 %, contre seulement 3 % pour les 40 % les plus pauvres.

Les inégalités affectent immédiatement les plus pauvres de la société, mais, à plus long terme, c'est l'économie entière qui en souffre. Comme le montrent les chiffres de l'OCDE, l'augmentation des inégalités observée entre 1985 et 2005 dans 19 pays de l'OCDE a coûté 4.7 points de pourcentage de croissance cumulée entre 1990 et 2010.

Pour réduire les inégalités, nous devons promouvoir une croissance inclusive. C'est-à-dire créer des économies où chaque citoyen, sans distinction de revenu, de richesse, de sexe, de race ou d'origine, se voit donner les moyens de réussir. Notre approche pour y parvenir repose sur quatre grands piliers :

- **Nous devons surmonter les inégalités hommes-femmes.** Depuis 1990, davantage de femmes travaillent à temps plein et touchent des salaires plus élevés, ce qui a limité le creusement des inégalités, mais nous ne pouvons pas nous satisfaire de la lenteur à laquelle les choses évoluent, et nous ne pouvons pas nous permettre de gaspiller le potentiel de ces nombreuses femmes exclues du marché du travail.
- **Les politiques du marché du travail doivent s'attaquer aux conditions de travail ainsi qu'aux salaires et à leur distribution.** En 2013, environ un tiers de tous les emplois dans l'OCDE étaient « atypiques » : emplois temporaires, emplois permanents à temps partiel et travail indépendant. Les jeunes sont le groupe le plus touché : 40 % d'entre eux ont un emploi atypique, et environ la moitié de l'ensemble des travailleurs temporaires ont moins de 30 ans. Les conditions de travail sont souvent précaires et

mauvaises, ce qui peut piéger les travailleurs au bas de l'échelle. Parmi les personnes ayant un contrat de travail temporaire une année donnée, moins d'une sur deux avait un contrat de travail permanent à plein temps trois ans plus tard.

- ▶ **Il est essentiel de mettre l'accent sur l'éducation durant la petite enfance pour donner à tous les enfants le meilleur départ possible dans la vie.** Ces investissements doivent se poursuivre tout au long de la vie afin de prévenir les désavantages, de favoriser de meilleures opportunités et un niveau de scolarité plus élevé. Quand les inégalités sont fortes, il est plus difficile pour les familles de la classe moyenne inférieure et de la classe ouvrière d'investir dans l'éducation et les compétences.
- ▶ **Les gouvernements ne devraient pas hésiter à recourir aux prélèvements et aux prestations pour atténuer les différences de revenu et de richesse.** Il n'y a pas de raison qu'une redistribution bien conçue et prudente nuise à la croissance. Nous n'avons pas besoin de nouveaux instruments, il suffit de mieux utiliser ceux dont nous disposons : réduire les abattements fiscaux, supprimer les exonérations fiscales, rendre les systèmes fiscaux plus progressifs, mieux utiliser les impôts sur le patrimoine et, par-dessus tout, assurer un meilleur respect des obligations fiscales. Sans oublier les prestations publiques : elles jouent un rôle important en garantissant que les ménages à faible revenu ne seront pas laissés au bord du chemin.

Ce nouvel ouvrage de la série des *Essentiels de l'OCDE* montre comment les inégalités augmentent, pourquoi elles augmentent et quels sont les effets de leur augmentation sur la vie des gens. Nous pensons qu'il est possible d'éviter que les inégalités n'augmentent à condition de prendre des mesures résolues pour promouvoir une croissance inclusive.



Angel Gurría  
Secrétaire général de l'OCDE

# Remerciements

L'auteur tient à remercier Michael Förster, du Centre pour les opportunités et l'égalité de l'OCDE, pour son aide, ainsi que Federico Cingano, Boris Cournède, Vincent Finat-Duclos, Damian Garnys, Audrey Garrigoux, Sue Kendall-Bilicki, Maxime Ladaique, Frédéric Lamoitte, Kate Lancaster, Horacio Levy, Patrick Love, Ana Llana Nozal, Julia Stockdale-Otárola et Céline Thévenot.

**Les essentiels de l'OCDE** est une série de livres de la Direction des relations extérieures et de la communication de l'OCDE. Ils s'appuient sur les recherches et les analyses de l'OCDE pour présenter et expliquer aux non-spécialistes les questions économiques et sociales les plus cruciales de notre temps.

## Note sur les monnaies

Sauf indication contraire, il est fait référence au dollar américain. La valeur des dollars constants a été ajustée pour tenir compte de l'inflation. Les dollars courants renvoient aux montants effectivement versés ou reçus.

### Suivez le blog OECD Insights sur :



[http://twitter.com/OECD\\_Pubs](http://twitter.com/OECD_Pubs)



<http://www.facebook.com/OECDPublications>



<http://www.linkedin.com/groups/OECD-Publications-4645871>



<http://www.youtube.com/oecdilibrary>



<http://www.oecd.org/oecdirect/>

### Ce livre contient des...

**StatLinks** 

Accédez aux fichiers Excel® à partir des livres imprimés !

En bas des tableaux ou graphiques de cet ouvrage, vous trouverez des *StatLinks*. Pour télécharger le fichier Excel® correspondant, il vous suffit de retranscrire dans votre navigateur Internet le lien commençant par : <http://dx.doi.org>, ou de cliquer sur le lien depuis la version PDF de l'ouvrage.



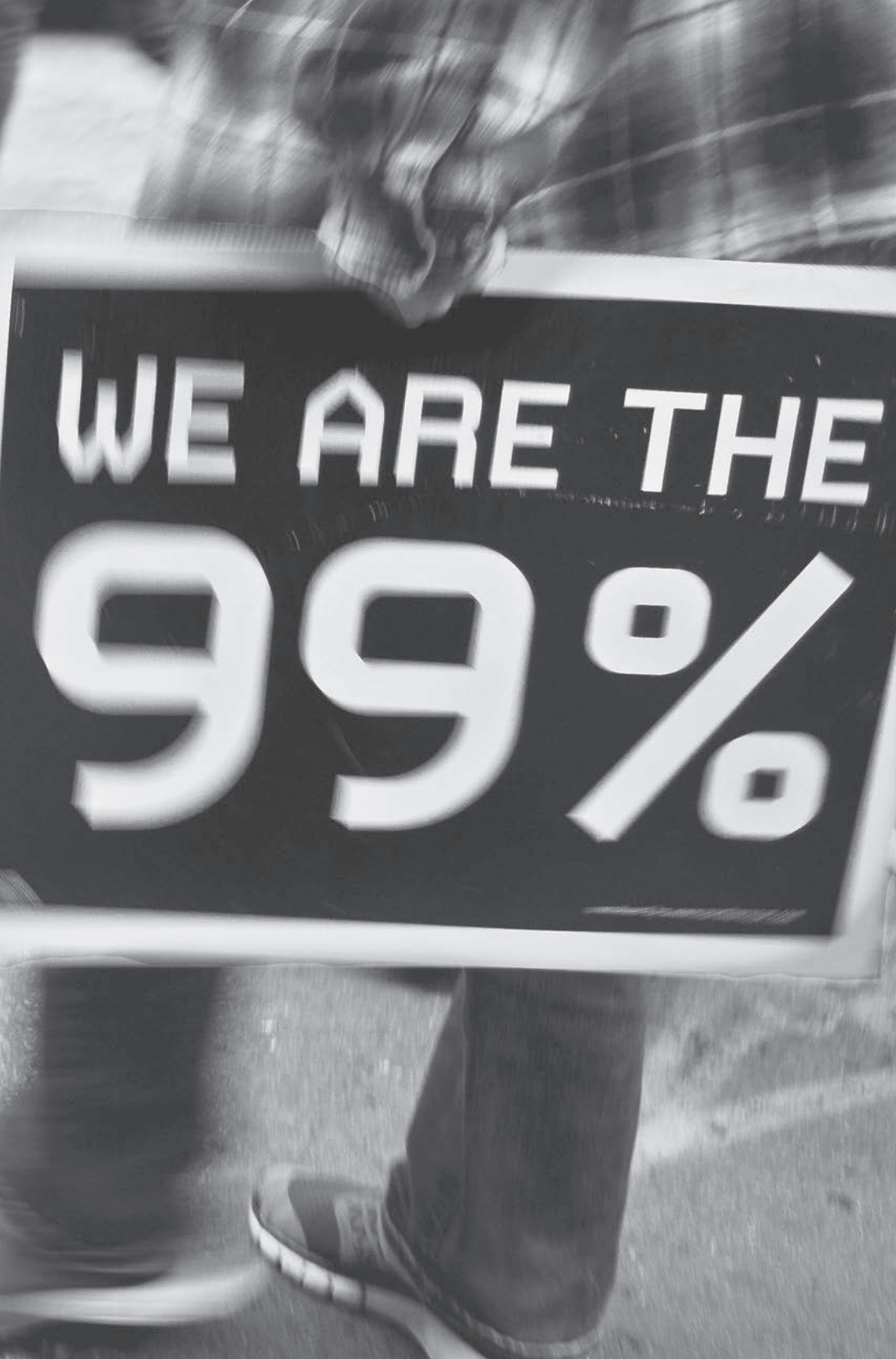


# Table des matières

<b>Introduction</b> .....	11
<b>1. Revenu et richesse : quelles différences ?</b> .....	21
Thèmes clés. ....	22
1.1. Revenu et richesse : similitudes et différences. ....	23
1.2. Mesurer les inégalités : un défi en termes de données ..	26
1.3. Mesurer la pauvreté : pauvreté relative et pauvreté absolue .....	29
<b>2. Inégalités de revenu : état des lieux</b> .....	37
Thèmes clés. ....	38
2.1. Pays riches : les inégalités augmentent depuis les années 80 .....	39
2.2. Pays en développement : les inégalités augmentent, mais une classe moyenne apparaît .....	41
<b>3. Pourquoi les inégalités de revenu augmentent-elles ?</b> ..	49
Thèmes clés. ....	50
3.1. Mondialisation : le rôle clé de la technologie .....	51
3.2. Travail versus capital : vers un nouvel équilibre .....	56
3.3. Lieu de travail : le déclin des emplois traditionnels. ....	59
3.4. Société : amour, vie et inégalités. ....	61
3.5. Rôle de l'État : moins de réglementation, moins de redistribution .....	63
3.6. Très hauts revenus : pourquoi les 1 % sont-ils devenus si riches ? .....	66
<b>4. Comment les inégalités de revenu affectent-elles   nos vies ?</b> .....	75
Thèmes clés. ....	76
4.1. Théories : ce que les économistes pensent des inégalités .....	77
4.2. Économie : les inégalités sont-elles bonnes ou mauvaises pour la croissance ? .....	80
4.3. Éducation : réduction et renforcement des inégalités ...	85
4.4. Société : quand les inégalités entravent les individus ...	89

<b>5. Quelles politiques adopter face aux inégalités de revenu ?</b> .....	95
Thèmes clés. ....	96
5.1. Politiques : viser la croissance, le bien-être ou les deux ? .....	97
5.2. Éducation : du préscolaire à l'université .....	102
5.3. Compétences : préparer les travailleurs au changement .....	107
5.4. Emplois : amener un plus grand nombre à travailler. ...	111
5.5. Prélèvements et prestations : ce que donne et prend l'État.....	117
Conclusions .....	123
<b>Bibliographie</b> .....	125





**WE ARE THE  
99%**

# Introduction

**Avec la progression des inégalités de revenu sur une bonne partie de la planète, cette question est devenue une priorité pour les pouvoirs publics. L'enrichissement des « 1 % les plus riches » retient l'essentiel de l'attention, mais on s'inquiète aussi du grand nombre de personnes à faible revenu qui semblent être de plus en plus décrochées.**

## Introduction

Fin 2011, des manifestants installent leur campement à New York, à deux pas de Wall Street, le cœur du capitalisme mondial. Au-delà de la diversité des intérêts et des préoccupations qui les rassemblaient, les protestataires d'Occupy Wall Street pouvaient tous se retrouver derrière le même slogan : « Nous sommes les 99 % . » Le mouvement s'est rapidement répandu. Selon le quotidien britannique *The Guardian*, au moins 750 manifestations similaires ont suivi à travers le monde, principalement en Amérique du Nord et en Europe.

Si ces manifestations survenaient à ce moment-là, c'était pour de bonnes raisons. Une crise financière d'une ampleur inégalée depuis longtemps venait de laisser dans son sillage des baisses marquées de la croissance économique et des augmentations marquées du chômage. Ces manifestations survenaient également alors que l'opinion publique prenait de plus en plus conscience d'une tendance de plus long terme antérieure à la crise économique. En plaçant la cause des « 99 % » contre les « 1 % », le mouvement Occupy constituait sans doute la prise de position jusqu'alors la plus forte sur une des questions politiques actuelles les plus brûlantes : les inégalités de revenu.

Peu de signes laissent penser que ces inquiétudes s'apaisent. Les inégalités de revenu étaient en tête de l'ordre du jour lors du Forum économique mondial de Davos de 2015 – un événement « dominé par le proverbial 1 % », selon un commentateur. Parmi les best-sellers de ces dernières années, on trouve *Le Capital au xxi<sup>e</sup> siècle*, de Thomas Piketty, un livre de près de 1 000 pages consacré aux inégalités. Les résultats de divers sondages récents indiquent également une inquiétude dans la population quant à l'écart entre les riches et les pauvres, qui est vu comme « un grave problème » par la majorité des gens dans 44 pays couverts par un sondage du Pew Research Center.

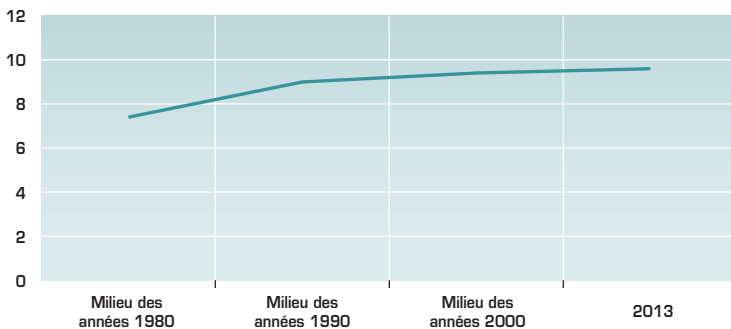
## Les inégalités se creusent

Ces dernières décennies, les inégalités de revenu se sont creusées dans de nombreux pays riches. Dans les années 80, le revenu disponible moyen des 10 % les plus riches dans les pays de l'OCDE était environ sept fois plus élevé que celui des 10 % les plus pauvres ; aujourd'hui, il est environ neuf fois et demie plus élevé.

Les écarts de revenu sont encore plus frappants lorsqu'on s'intéresse aux plus hauts revenus. Dans les années 80, les 1 % des revenus les plus élevés représentaient moins de 10 % de l'ensemble des revenus avant impôts dans tous les pays de l'OCDE, sauf un. Trente ans plus tard, ils en représentaient plus de 10 % dans au moins neuf pays de l'OCDE, et plus de 20 % aux États-Unis.

**Données : L'écart entre les riches et les pauvres est au plus haut depuis 30 ans : les 10 % les plus riches gagnent maintenant 9.6 fois plus que les 10 % les plus pauvres.**

Rapport des revenus entre le décile supérieur et le décile inférieur dans les pays de l'OCDE



Source : OCDE (2015), *Tous concernés : Pourquoi moins d'inégalité profite à tous*, Éditions OCDE, Paris, <http://dx.doi.org/10.1787/9789264235519-fr>.

Le débat sur les inégalités se concentre en bonne partie sur l'augmentation des revenus des « 1 % ». Mais on se préoccupe aussi de plus en plus de la situation économique d'une vaste catégorie de personnes à faible revenu – jusqu'à 40 % des personnes les moins

riches dans certains pays – qui sont en train d’être décrochées. « Lorsqu’un pan aussi important de la population profite aussi peu de la croissance économique, c’est le tissu social qui s’en trouve affecté et la confiance dans les institutions affaiblie », soulignait un rapport de l’OCDE paru en 2015.

Les écarts croissants entre les riches et les pauvres ne touchent pas seulement les pays riches. Ces dernières années, les pays en développement ont fait des progrès impressionnants dans la lutte contre la pauvreté, mais beaucoup d’entre eux ont également vu progresser les inégalités de revenu. En Asie, par exemple, ces inégalités se sont creusées dans certains des pays qui sont les moteurs économiques de la région : République populaire de Chine, Inde et Indonésie, entre autres. En Chine, elles ont augmenté de 1.6 % par an au cours des deux décennies écoulées depuis 1990. Elles ont également progressé en Afrique subsaharienne, mais ont reculé dans de nombreux pays sud-américains, où elles restent cependant élevées par rapport aux niveaux mondiaux.

Et dans les pays développés comme dans les pays en développement, le revenu n’est qu’une dimension parmi d’autres d’inégalités économiques et sociales plus larges. Celles-ci se caractérisent souvent par une inégalité des chances, en particulier en termes d’accès à une éducation de qualité, à des soins de santé adéquats et à un emploi décent, notamment. Des telles inégalités peuvent figer les situations de privilège et d’exclusion, et empêcher les personnes issues de familles plus pauvres de gravir les échelons de la société et de tirer pleinement parti de leur potentiel.

Les causes de ces écarts de revenu croissants sont complexes et reflètent à la fois des changements économiques et sociaux. La mondialisation, et en particulier les effets de la technologie sur la population active, constitue un facteur important. Certains changements sociaux, comme l’évolution des comportements en matière de mariage, ont également joué un rôle. Et, s’agissant de l’augmentation des hauts revenus, un certain nombre de facteurs particuliers entrent en jeu, tels que le recours croissant à la rémunération au rendement, l’évolution des prétentions salariales et les changements en matière de politique fiscale.



## Pourquoi la question des inégalités est importante

Pourquoi devrait-on se préoccuper de l'augmentation des inégalités de revenu ? N'y a-t-il pas depuis toujours un écart entre les riches et les pauvres ? Hormis pour certains groupes de nomades chasseurs-cueilleurs, il est vrai que les inégalités sont depuis longtemps une constante des sociétés humaines. Et l'on considère généralement qu'un certain niveau d'inégalités est essentiel pour inciter les entrepreneurs à prendre des risques.

Mais on se préoccupe de façon grandissante de ce qui arrive lorsque l'écart entre les riches et les pauvres devient trop important et que la croissance économique profite seulement aux mieux nantis. Les données tendent de plus en plus à montrer que des niveaux élevés d'inégalités ralentissent la croissance économique et réduisent la mobilité sociale. Beaucoup craignent également que l'accentuation des divisions au sein de nos sociétés ne menace leur stabilité, voire qu'elle empêche l'émergence d'un consensus sur les défis communs à relever.

Depuis la crise financière, ces préoccupations sont au cœur du débat politique et économique. Le président des États-Unis Barack Obama, évoquant l'augmentation des inégalités et le recul de la mobilité sociale, a parlé du « défi central de notre époque ». Quant à Angel Gurría, le Secrétaire général de l'OCDE, il a averti que « des niveaux importants d'inégalités génèrent des coûts importants pour la société, freinent la mobilité sociale, sapent les perspectives sur le marché du travail des groupes sociaux les plus vulnérables et sont une source d'agitation sociale ».

## Comprendre les inégalités de revenu

Fondé sur des recherches et des analyses tirées de l'OCDE et d'autres sources, cet ouvrage de la série des *Essentiels de l'OCDE* examine des questions aujourd'hui cruciales en matière d'inégalités. Il explique comment ces inégalités de revenu se sont constituées avec le temps, pourquoi l'écart se creuse entre riches et pauvres,

quelles sont les conséquences pour nos sociétés et nos économies, et, enfin, comment les gouvernements peuvent concevoir des politiques assurant une répartition des chances plus équitable au sein de nos sociétés. La problématique s'articule autour de cinq questions :

### **1. Revenu et richesse : quelles différences ?**

S'atteler au débat sur les inégalités de revenu exige de bien comprendre certaines notions clés, comme le revenu et la richesse. Cela exige également de comprendre comment sont mesurées les inégalités – tâche complexe qui pose de sérieux défis en termes de données. Bien sûr, se pencher sur les inégalités de revenu n'est pas la seule façon de mesurer la répartition des ressources économiques au sein des sociétés. Il est également essentiel de compléter cette dimension en s'appuyant sur des mesures de la pauvreté.

### **2. Inégalités de revenu : état des lieux**

Les inégalités de revenu ont augmenté dans beaucoup de pays développés, mais avec des différences frappantes. Cela tient à deux grands facteurs : l'importance de l'écart entre les rémunérations les plus élevées et les plus faibles dans un même pays, et l'ampleur de la redistribution du revenu par l'État à travers les impôts et les prestations. Les inégalités de revenu ont également augmenté dans les économies en développement pendant une période qui a pourtant vu de nets reculs de l'extrême pauvreté et l'émergence d'une nouvelle classe moyenne, qui reste fragile.

### **3. Pourquoi les inégalités de revenu augmentent-elles ?**

La progression des inégalités a des causes complexes parmi lesquelles figurent le rôle croissant de la technologie dans nos économies et les effets de la mondialisation. Ces facteurs contribuent également à expliquer que les groupes les plus privilégiés par l'économie aient changé, le rééquilibrage se faisant au détriment du travail et au profit du capital. Les inégalités sont également alimentées par des facteurs sociaux tels que l'évolution des comportements en matière de mariage et des changements touchant le lieu de travail : plus de travailleurs à temps partiel et de travailleurs temporaires, mais moins de travailleurs syndiqués. Le

rôle joué par l'État a également évolué, avec une tendance générale à moins de redistribution. L'ensemble de ces facteurs permet d'expliquer une grande partie de l'augmentation globale des inégalités de revenu, mais pas nécessairement pourquoi les revenus des 1 % les plus riches ont progressé si nettement. Pour le comprendre, certains facteurs particuliers doivent être pris en compte.

#### **4. Comment les inégalités de revenu affectent-elles nos vies ?**

Depuis longtemps, les économistes conçoivent des théories sur la relation entre croissance et inégalités, et vice et versa. Aujourd'hui, un nombre croissant de données indiquent que des inégalités excessives nuisent à la croissance économique. Des inégalités importantes ont aussi d'autres effets négatifs, notamment une moindre mobilité sociale et, en matière d'éducation, un recul des possibilités d'apprentissage. De plus, l'existence d'un lien entre les inégalités et d'autres problèmes sociaux – taux de criminalité plus élevés et problèmes de santé, entre autres – fait l'objet d'un vif débat.

#### **5. Quelles politiques adopter face aux inégalités de revenu ?**

Pour vraiment s'attaquer aux effets néfastes des inégalités de revenu, il faudra trouver des moyens de promouvoir une croissance inclusive. Cela suppose de réfléchir aux buts des politiques : les gouvernements devraient-ils viser la croissance ou le bien-être, ou un meilleur équilibre entre croissance et bien-être ? Faire face aux inégalités de revenu en recourant aux politiques signifie privilégier un certain nombre de domaines. L'éducation et les compétences sont essentielles : il faut garantir au plus grand nombre un accès à des possibilités d'apprentissage de qualité, en particulier dans la petite enfance, ainsi que la possibilité de continuer à apprendre tout au long de sa vie. L'emploi est également essentiel, et déterminant, pour s'attaquer à la pauvreté. Enfin, il faut aussi tenir compte du rôle que jouent les prélèvements et les prestations dans la redistribution des revenus et de la richesse.

Tout au long de ce volume des *Essentiels de l'OCDE*, trois types de liens renvoient vers des contenus plus détaillés qui vous permettront d'approfondir la question des inégalités de revenu :

- ▶ **Approfondissement – Essentiels** : contenus destinés au lecteur non-spécialiste et provenant essentiellement du blog OECD Insights (en anglais uniquement) et de la série des Essentiels.
- ▶ **Approfondissement – OCDE** : contenus s'adressant davantage au lecteur ayant des connaissances plus techniques et provenant pour l'essentiel de rapports et de publications de l'OCDE.
- ▶ **Données** : données de l'OCDE, notamment des graphiques et des données interactives (uniquement en ligne) provenant du portail Données de l'OCDE. Des StatLinks donnent accès aux données sous-jacentes aux graphiques et tableaux, ainsi qu'à des notes et des clauses de non-responsabilité importantes.





# 1

## **Revenu et richesse : quelles différences ?**

**Pour étudier les inégalités de revenu, il est essentiel de bien saisir certains concepts clés, notamment la différence entre le revenu et la richesse, ainsi que la définition et les instruments de mesure des inégalités et de la pauvreté.**

## Thèmes clés

Pendant des siècles, les enfants anglais ont chanté la comptine « *Tinker, Tailor* » pour s’amuser à désigner celui ou celle qu’ils pourraient épouser. Tout en dénombrant des noyaux de cerise ou des pétales de marguerite, ils entonnaient cet air toujours familier :

*Tinker, tailor, soldier, sailor,  
Rich man, poor man, beggarman, thief*<sup>1</sup>.

Cette chanson, qui remonte au moins à 1475, nous rappelle que les inégalités économiques ont constitué un thème récurrent pendant une grande partie de l’histoire de l’humanité. Autrement dit, c’était chose courante que certains possèdent plus que d’autres. Mais l’importance de ces inégalités a considérablement varié. En Europe du Nord, par exemple, l’écart entre les riches et les pauvres reste, aujourd’hui encore, relativement faible par rapport aux autres pays développés. Ailleurs, comme aux États-Unis, en Turquie, en Chine et dans les pays d’Amérique centrale et d’Amérique du Sud, cet écart est généralement beaucoup plus marqué.

Pourquoi est-ce important ? Nous examinerons plus loin dans ces pages les effets des écarts de revenu sur nos économies et nos sociétés. Pour l’instant, contentons-nous de dire qu’il est nécessaire de comprendre comment les ressources économiques sont réparties dans la société pour déterminer dans quelle mesure les gens se trouvent au cœur ou en marge du système économique.

Deux concepts sont particulièrement importants pour dresser le tableau des ressources économiques d’une personne : **le revenu et la richesse**. Le revenu correspond aux flux monétaires qui entrent dans le ménage, qu’ils proviennent d’un employeur, de l’entreprise qu’on possède, qu’il s’agisse de prestations sociales, de loyers tirés de propriétés, etc. La richesse est essentiellement constituée de ce que la personne a épargné, et elle est généralement plus importante – et répartie de manière plus inégale – que le revenu. La richesse a une certaine importance, mais, à certains égards, le revenu en a plus encore : c’est habituellement un meilleur indicateur des ressources économiques dont dispose une personne au quotidien.



La tâche consistant à **mesurer les inégalités de revenu (et de richesse)** est un véritable défi. Il est également difficile de représenter de façon parlante les résultats obtenus. L'instrument de mesure le plus souvent utilisé de nos jours est le coefficient de Gini. Mais il ne permet de saisir qu'une partie de la réalité : s'il donne globalement une bonne idée de la distribution des revenus, il ne nous indique pas combien de personnes manquent des ressources les plus essentielles. C'est pourquoi les mesures des inégalités sont généralement complétées par des **mesures de la pauvreté**.

## 1.1. Revenu et richesse : similitudes et différences

Les mots *revenu* et *richesse* sont souvent employés l'un pour l'autre. À tort. Ainsi, on peut considérer qu'une retraitée vivant dans une maison évaluée à 500 000 dollars est riche, mais si elle touche seulement 100 dollars de retraite par semaine, la plupart estimeront qu'elle a un faible revenu. D'où l'importance de bien comprendre la différence entre revenu et richesse.

### **Qu'est-ce que le revenu ?**

Certaines personnes pensent que leur salaire avant impôts constitue leur revenu, alors que cela correspond rarement à ce qu'elles touchent effectivement chaque mois. C'est pourquoi il est utile de penser en termes de *revenu disponible* (ou de revenu après impôts et transferts), ce qui donne une bien meilleure idée de la quantité d'argent qu'une personne peut effectivement dépenser pour se loger, se nourrir, s'habiller et ainsi de suite.

Dit simplement, le revenu disponible correspond aux flux d'argent que reçoit le ménage (habituellement, les salaires et les prestations versées par l'État) moins ce qui part sous la forme d'impôts. On peut résumer les choses ainsi : les « entrées » et les « sorties ».

- ▶ Du côté des entrées, on peut trouver les salaires ou les paies, les gains provenant d'investissements et les loyers tirés de propriétés. Y figurent également les prestations directes, ou

transferts, versées par l'État, comme les allocations familiales. Certaines mesures du revenu disponible incluent également des avantages non pécuniaires, ou en nature, accordés par l'État, par exemple l'éducation ou les soins de santé, ce qui constitue un apport important pour beaucoup de familles.

- Les sorties comprennent généralement les impôts et autres cotisations, comme pour la sécurité sociale, qui sont versées à l'État, ainsi que certaines sommes versées à d'autres ménages, par exemple une pension alimentaire pour ex-conjoint.

La différence entre le revenu *marchand* (c'est-à-dire le revenu avant impôts et transferts) et le revenu *disponible* est substantielle dans la plupart des pays de l'OCDE. Sans les impôts et les transferts, les inégalités seraient encore plus importantes qu'elles ne le sont actuellement (voir [Section 3.5](#)).

On parle également souvent du revenu en termes de « revenu équivalent d'un ménage » ou de « revenu des ménages par tête ». Voici pourquoi : la taille des ménages peut grandement varier, et si, dans un pays développé, un revenu annuel de 10 000 dollars peut suffire aux besoins d'une personne vivant seule, il risque d'être problématique pour une famille de quatre personnes. Cela ne veut pas dire qu'une famille de quatre personnes a besoin de quatre fois plus qu'une personne célibataire : un seul téléviseur et un seul réfrigérateur peuvent lui suffire. Mais de telles économies d'échelle ne sont pas vraiment applicables dans d'autres domaines tels que l'habillement et la nourriture. La notion de « revenu équivalent » en tient compte. On le calcule en divisant le revenu du ménage par la racine carrée de la taille du ménage. Ainsi, selon un calcul économique classique, pour atteindre le même niveau de bien-être qu'un célibataire dont le revenu est de 10 000 dollars, une famille de quatre personnes devrait avoir un revenu de 20 000 dollars.

**Approfondissement – OCDE** : Où se situe votre revenu par rapport à l'ensemble des revenus ? Avez-vous une bonne idée de la distribution des revenus dans la société ? L'outil de l'OCDE Comparez votre revenu vous donne les réponses : [www.oecd.org/fr/statistiques/comparez-votre-revenu.htm](http://www.oecd.org/fr/statistiques/comparez-votre-revenu.htm).

## **Qu'est-ce que la richesse ?**

La plupart des gens sentent intuitivement ce qu'est la richesse : de l'argent à la banque, des immeubles et des terres, des actions, des bijoux et des œuvres d'art, des droits à une pension ou, éventuellement, une assurance vie, etc. Mais la richesse a à la fois un aspect positif et un aspect négatif. Nous pouvons avoir des actifs, comme nos économies, mais nous pouvons aussi avoir des passifs, comme des emprunts et des prêts hypothécaires. En combinant ces actifs et ces passifs, on obtient la richesse nette de quelqu'un.

La richesse est une donnée importante pour plusieurs raisons : elle peut constituer un coussin quand quelqu'un perd son emploi ou traverse une mauvaise passe ; elle peut aussi être une source de revenu, par exemple les intérêts versés sur des dépôts bancaires ou les dividendes payés sur des actions ; enfin, elle peut permettre des investissements ponctuels ou de grande envergure, que la personne investisse dans sa propre éducation ou dans l'immobilier.

Mesurer la richesse est une tâche complexe, et tous les pays ne procèdent pas de la même façon : certains y incluent la valeur d'une pension, tandis que d'autres ne le font pas. C'est pourquoi il est important de passer au peigne fin toute mesure de la richesse de façon à déterminer ce dont elle tient compte et ce qu'elle laisse de côté.

## **Comparer richesse et revenu**

La richesse s'accumulant avec le temps, il n'est pas surprenant qu'elle soit généralement plus élevée en moyenne que le revenu. Ainsi, dans les pays de l'OCDE, le revenu moyen disponible par tête des ménages est de 25 908 dollars, alors que la richesse financière nette moyenne par tête des ménages est de 67 139 dollars.

Deuxième caractéristique de la richesse, elle est en général répartie de façon plus inégale encore que le revenu ; autrement dit, les inégalités de richesse ont tendance à être plus prononcées que les inégalités de revenu. Pourquoi est-ce important ? C'est important parce que la richesse peut en soi générer des revenus : donc, plus les inégalités de richesse se creusent, plus elles alimentent les inégalités de revenu. Et comme la richesse est une source

d'investissement, les inégalités de richesse entraînent en se creusant un écart croissant entre les pauvres et les riches en termes de capacités à tirer parti des possibilités d'investissement.

**Approfondissement – OCDE :** Pour plus de données sur le revenu et la richesse, voir l'Indicateur du vivre mieux de l'OCDE ([www.oecdbetterlifeindex.org](http://www.oecdbetterlifeindex.org)) et le portail Données de l'OCDE (<https://data.oecd.org/fr>).

## 1.2. Mesurer les inégalités : un défi en termes de données

Il y a plusieurs façons d'analyser les inégalités, et chacune d'elles donne une idée différente de la répartition des ressources économiques dans la société, voire à travers la planète. Si on les examine à l'échelle mondiale, on constate que les inégalités de richesse sont extrêmes. Selon le *Global Wealth Report 2014* du Crédit suisse, « la moitié la plus pauvre de l'humanité détient collectivement moins de 1 % de la richesse mondiale », tandis que, selon les calculs de cette banque, les 10 % les plus riches possèdent 87 % des actifs mondiaux, les 1 % les plus riches détenant à eux seuls « près de la moitié de tous les actifs mondiaux ».

De telles études sur la richesse ont quelque chose d'accrocheur, mais elles posent des problèmes. Tout d'abord, et ce n'est pas le moindre, il est très difficile de se procurer des données sur la richesse, d'où la difficulté d'en arriver à des chiffres fiables. C'est l'une des raisons pour lesquelles les inégalités de revenu sont traditionnellement étudiées de plus près.

**Approfondissement – OCDE :** De façon générale, les inégalités de richesse ont chuté au milieu du xx<sup>e</sup> siècle, avant de se creuser ces dernières années. Voir le document de travail de l'OCDE « The Distribution of Wealth » (Bonesmo Fredriksen, 2012), <http://dx.doi.org/10.1787/5k9h28t0bznr-en>.

### **Comment représenter les inégalités ?**

Représenter les inégalités au moyen d'un seul chiffre est une tâche difficile à laquelle on s'est attaqué de différentes façons au fil des années. Le coefficient de Gini, conçu au début du xx<sup>e</sup> siècle par l'économiste et statisticien italien Corrado Gini, est probablement l'approche la plus connue aujourd'hui.

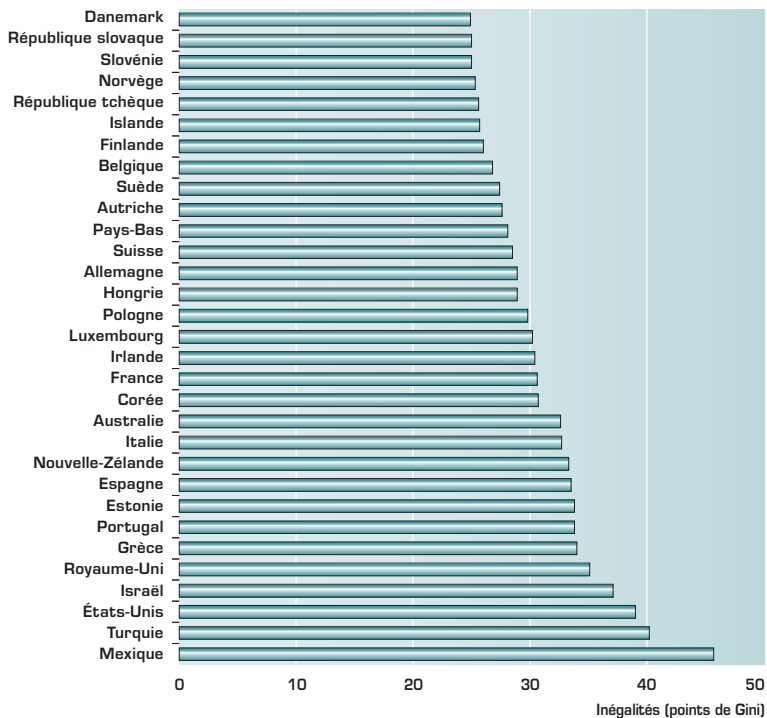
Le coefficient de Gini repose sur une idée des plus simples. La valeur 0 correspond à une société où tous les individus ont un revenu identique : les inégalités y sont donc inexistantes ; à l'autre bout de l'échelle, la valeur 1 correspond à une société où l'intégralité du revenu est entre les mains d'un seul individu : les inégalités y sont donc maximales. Pour être plus faciles à comprendre, les valeurs du coefficient de Gini peuvent être traduites en points de Gini. Il suffit de les multiplier par 100 : pour un coefficient de Gini de 0,28, on obtient ainsi 28 points de Gini. Dans les débats publics on considère parfois qu'un indice de Gini égal ou supérieur à 40 points constitue un seuil critique.

Quelles sont les valeurs « habituelles » de l'indice de Gini ? Dans les pays de l'OCDE, il est en moyenne est de 31.5 points, mais avec des variations importantes selon les pays. Dans les sociétés où les niveaux des inégalités sont les plus faibles, comme la Slovénie et certains pays nordiques, l'indice est compris entre 24 et 28 points de Gini environ, alors qu'il atteint environ 45 points dans les sociétés les plus inégalitaires, comme le Mexique et le Chili.

Les discussions sur les valeurs de l'indice de Gini peuvent tourner autour de différences très faibles, de l'ordre de 1 ou 2 points environ. Cela importe-t-il vraiment ? Parfois. De faibles variations d'une année sur l'autre peuvent traduire des problèmes touchant les données et les calculs, sans que cela reflète nécessairement les réalités économiques sous-jacentes. Mais de faibles changements qui se répètent au fil du temps peuvent très bien être significatifs. « Parce que l'indice de Gini est une mesure qui n'évolue que lentement, des augmentations annuelles de seulement 1 ou 2 points ont vraiment de l'importance », écrit Branko Milanović, un expert de la Banque mondiale en matière d'inégalités.

**Données : Dans les pays de l'OCDE, les inégalités de revenu vont de 25 points de Gini dans certains pays nordiques à plus de 40 points de Gini en Turquie et au Mexique.**

### Inégalités de revenu dans les pays de l'OCDE, 2012



Source : OCDE (2015a), *Portail Données de l'OCDE*, <https://data.oecd.org/chart/4lzS>.

### Collecter les données

Mesurer les inégalités est une tâche difficile pour de nombreuses raisons. L'une des difficultés les plus importantes tient à la collecte de données de base sur les revenus. Les deux sources principales des statisticiens – les données fiscales et les enquêtes sur les ménages – ont chacune leurs inconvénients, en particulier lorsqu'il s'agit d'estimer les revenus des personnes à très faible et à très haut revenu.

**Enquêtes sur les ménages :** Il est fréquent que les personnes les plus aisées ne répondent pas aux enquêtes, et, lorsqu'elles le font, elles ne sont pas toujours disposées à dévoiler intégralement leur situation financière. À l'autre bout de l'échelle, les personnes les plus pauvres sont parfois à ce point en marge de la société qu'elles échappent aux enquêtes.

**Données fiscales :** Les informations tirées du recouvrement de l'impôt permettent de contourner certains problèmes rencontrés dans les enquêtes, comme en atteste le fait que les revenus des personnes aisées sont plus élevés dans les données fiscales que dans les enquêtes sur les ménages. (De fait, les données fiscales en révèlent généralement bien plus sur la situation des personnes à haut revenu que sur celle des personnes à faible revenu.) Tout n'est cependant pas parfait. Par exemple, le revenu déclaré au fisc est souvent sous-évalué, ce qui peut entraîner une sous-estimation du revenu des personnes à haut revenu. Par ailleurs, dans certains pays, les personnes qui gagnent trop peu pour être imposables ne sont pas toujours tenues de déclarer leurs revenus. Et, dans la plupart des pays, il existe une économie parallèle où les transactions se font en argent comptant et ne sont pas déclarées à l'administration fiscale.

### 1.3. Mesurer la pauvreté : pauvreté relative et pauvreté absolue

La pauvreté est souvent définie, de façon étroite, en termes de ressources économiques : un manque d'argent pour s'acheter les choses essentielles à la vie. De fait, de nombreuses mesures de la pauvreté sont fondées sur les niveaux de revenu. Mais la pauvreté n'est pas réductible au fait de ne rien avoir dans ses poches. Elle peut également être conçue en termes de jouissance de conditions de vie élémentaires, par exemple avoir un toit et une alimentation nutritive ; d'accès à des services qui facilitent la vie, comme des routes, un système éducatif et des soins de santé ; de protection contre les menaces de violence ; et de capacité de participer aux décisions qui façonneront son avenir ou celui de sa communauté. La pauvreté est multidimensionnelle et l'impact qu'ont ces différentes dimensions est de plus en plus reconnu.

**Approfondissement – Essentiels** : Pour comprendre ce que signifie vraiment la pauvreté, il faut aller au-delà des chiffres qui font les manchettes, comme y invite le blog OECD Insights, <http://wp.me/p2v6oD-1MH>.

### **La pauvreté absolue**

Selon la conception la plus élémentaire, la pauvreté est souvent envisagée sous la forme d'un seuil de pauvreté : un revenu quotidien déterminé, par exemple 1 dollar par jour, ou un revenu en-deçà duquel une personne n'a pas les moyens de s'acheter un panier de biens et de services de base. On utilise l'expression pauvreté absolue pour désigner ces formes de pauvreté. L'une des mesures les plus connues de cette pauvreté absolue, ou extrême pauvreté, est le seuil de 1 dollar par jour. En 1990, lorsque des économistes de la Banque mondiale l'ont fixé, ce niveau était très proche du seuil de pauvreté dans de nombreux pays pauvres : il correspondait au revenu de base nécessaire pour survivre. Mais, si l'on a choisi « 1 dollar par jour », c'est aussi parce c'était simple et percutant. « Nous voulions que ça ait un impact, a déclaré à la BBC Martin Ravallion, un économiste qui travaillait alors à la Banque mondiale, que les personnes nanties réalisent à quel point beaucoup de gens sont pauvres dans le monde. »

Même si elle semble simple, la notion de 1 dollar par jour est plus complexe qu'il n'y paraît. Pour commencer, il ne s'agit pas d'un véritable dollar américain, mais d'un dollar en parité de pouvoir d'achat (« dollar PPA »). L'utilisation de ce dollar PPA permet de tenir compte des différences de niveau de vie entre les pays : dans un pays riche comme les États-Unis, on ne peut acheter que très peu de choses avec 1 dollar ; dans un pays très pauvre, 1 dollar offre un peu plus de possibilités. Les calculs sont complexes, mais, en termes très simples, 1 dollar PPA correspond au montant qui, dans une devise locale, permettrait d'acheter un bien coûtant 1 dollar aux États-Unis.

Autre difficulté : désormais, ce « 1 dollar par jour » n'est plus « 1 dollar ». Il y a plusieurs années, il a été revu à la hausse, pour atteindre 1.25 dollar, et il était prévu de l'ajuster de nouveau en 2015, pour le porter à environ 1.90 dollar. Dans quelle mesure les données sur la pauvreté mondiale seront-elles affectées par ce changement ?



Difficile à dire. Mais, selon des calculs effectués par des économistes de la Banque mondiale, avec un seuil de pauvreté de 1.92 dollar par jour, il y aurait dans le monde 148 millions de personnes de plus « vivant dans une pauvreté extrême ».

La mesure de 1 dollar par jour ne fait pas l'unanimité. Selon certains de ses détracteurs, le concept est trompeur en ce qu'il peut donner l'impression que les personnes touchées par la pauvreté peuvent compter sur un revenu, même s'il est très faible. En réalité, disent-ils, ces revenus peuvent être imprévisibles et irréguliers : les agriculteurs, par exemple, n'ont parfois qu'une ou deux rentrées d'argent dans l'année, à la fin de la saison des récoltes. Par ailleurs, l'idée d'un revenu de subsistance risque de donner une image exagérément simpliste de la vie de ces personnes pauvres. Comme l'ont montré les travaux des économistes Abhijit Banerjee et Esther Duflo, les pauvres (tous comme les riches) dépensent leurs revenus en prenant des décisions « actives » : par exemple, ils peuvent faire des sacrifices en termes de nutrition afin d'économiser de l'argent qui sera consacré à des fêtes. Comprendre comment ces personnes prennent ces décisions peut jouer un rôle important dans la conception des programmes d'aide nationaux et internationaux.

Cependant, l'idée de mesurer la pauvreté absolue dans les pays en développement en se fondant sur un revenu quotidien déterminé – que ce soit 1 dollar, 1.25 dollar ou environ 1.90 dollar – a eu une grande influence, en particulier parce qu'elle a constitué un point d'ancrage pour le principal Objectif du Millénaire pour le développement sur la réduction de la pauvreté.

**Approfondissement – Essentiels** : Les perceptions de la pauvreté ont beaucoup changé au fil des siècles, comme l'explique le blog OECD Insights, <http://wp.me/p2v6oD-1zo>.

### **La pauvreté relative**

Le concept de seuil de pauvreté de 1 dollar par jour est généralement utilisé à propos des pays en développement, et non des pays développés. Mais de nombreux pays riches ont également conçu des mesures de la pauvreté absolue, habituellement fondées sur un panier déterminé de biens et de services qui, selon les

estimations des économistes, constituent le minimum de base dont les familles ont besoin pour pouvoir s'en sortir. Faute de consensus international sur ce que devraient contenir ces paniers, les comparaisons internationales de la pauvreté absolue sont cependant très difficiles. C'est pourquoi le concept de pauvreté relative peut s'avérer plus utile dans les pays plus riches. La notion de pauvreté relative ne consiste pas à mesurer la situation économique d'une personne par rapport à un niveau déterminé, mais plutôt à évaluer où cette personne se situe par rapport à tout le reste de la société.

Pour calculer ce qu'est la pauvreté relative, les statisticiens définissent un seuil de pauvreté. Il y a de nombreuses façons de le faire, mais voici comment procède l'OCDE. Tout d'abord, les statisticiens examinent tout l'éventail des revenus dans un pays, des plus faibles aux plus élevés, et déterminent le point séparant la moitié la plus riche de la moitié la plus pauvre : c'est le revenu médian. Puis, ce revenu médian est divisé par deux, ce qui donne le seuil de pauvreté.

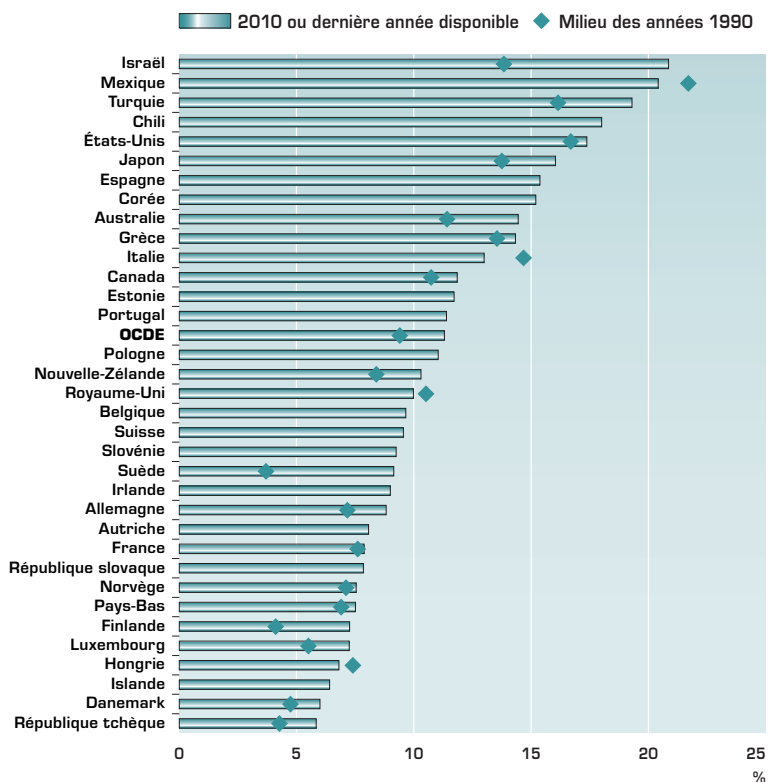
**Approfondissement – OCDE :** Ces dernières années, la pauvreté a eu tendance à augmenter dans les pays de l'OCDE. Voir les derniers chiffres en date sur le portail Données de l'OCDE, <https://data.oecd.org>.

On obtient le taux de pauvreté en comptant le nombre de personnes vivant sous le seuil de la pauvreté. Ce chiffre peut encore être affiné grâce à l'« écart de pauvreté », mesure qui correspond au revenu moyen des personnes vivant sous ce seuil. Par exemple, au début des années 2010, en Belgique comme en République tchèque, environ 9 % de la population vivait sous le seuil de la pauvreté. Mais le revenu moyen de ces personnes n'était inférieur que de 19 % environ au seuil de la pauvreté en Belgique, contre 28 % environ en République tchèque. Autrement dit, les personnes pauvres en République tchèque étaient en règle générale plus pauvres que les personnes pauvres en Belgique.

Outre ces mesures globales de la pauvreté, des mesures spécifiques ont également été mises au point afin de cerner la

**Données : La pauvreté a progressé dans certains pays de l'OCDE depuis les années 90 ; environ 11 % de la population des pays de l'OCDE vit sous le seuil de la pauvreté.**

Tendance des taux de pauvreté dans les pays de l'OCDE depuis le milieu des années 90



Source : OCDE (2014), *Panorama des statistiques de l'OCDE 2014*, Éditions OCDE, Paris, <http://dx.doi.org/10.1787/888933036120>.

situation de certains groupes sociaux, en particulier des groupes vulnérables tels que les enfants.

**Approfondissement – OCDE** : Dans les pays de l'OCDE, les enfants constituent le groupe social le plus susceptible d'être touché par la pauvreté. Pour consulter La base de données de l'OCDE sur la famille : [www.oecd.org/fr/els/famille/basededonnees.htm](http://www.oecd.org/fr/els/famille/basededonnees.htm).

### **La pauvreté multidimensionnelle**

Cependant, il est de plus en plus admis que le revenu ne constitue pas à lui seul un indicateur suffisant de la pauvreté et des inégalités économiques, en particulier dans les pays en développement. L'absence d'accès à l'éducation ou aux soins de santé, par exemple, peut tenir en partie à des caractéristiques individuelles comme le sexe, l'ethnie ou le lieu de naissance. De tels manques – tout autant que de faibles revenus – peuvent grandement réduire les opportunités, et ils sont bien plus répandus que ne peuvent l'indiquer les mesures traditionnelles de la pauvreté. Le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) a calculé que la pauvreté multidimensionnelle, synonyme de privations affectant santé, éducation et niveau de vie, frappe au moins 1.57 milliard de personnes dans les 104 pays couverts par son Indice de la pauvreté multidimensionnelle (<http://hdr.undp.org>). C'est beaucoup plus que les quelque 800 millions de personnes qui, selon les estimations, vivent dans l'extrême pauvreté dans le monde (avec 1.25 dollar par jour).

### **Note**

1. Rétameur, tailleur, soldat, marin / Riche, pauvre, mendiant, voleur.





# 2

## **Inégalités de revenu : état des lieux**

**Les inégalités de revenu se sont creusées dans de nombreuses régions du monde, dans des pays riches, émergents ou en développement. Parallèlement, même si elle reste fragile, la classe moyenne apparue dans beaucoup de pays émergents pourrait jouer un rôle majeur dans le développement à venir des économies et des sociétés.**

## Thèmes clés

On considère généralement que l'écart de revenu entre personnes aisées et personnes démunies a diminué dans beaucoup de régions du monde pendant une grande partie du xx<sup>e</sup> siècle. De fait, les riches ne se sont pas tant enrichis, tandis que les pauvres ont rattrapé un peu de leur retard. Selon des recherches fondées sur la *World Top Incomes Database*, ce recul des inégalités s'est amorcé en Amérique du Nord et dans une bonne partie de l'Europe aux alentours des années 1920 et 1930, et un peu plus tard, sans doute dans les années 50, dans certains pays en développement. Mais, dans les années 70 et 80, la tendance a commencé à s'inverser, et les inégalités ont commencé à se creuser à nouveau.

De façon très schématique, l'évolution des inégalités au xx<sup>e</sup> siècle et jusqu'à nos jours peut être représentée par une courbe en forme de U : un long déclin suivi d'une lente augmentation. Cette courbe, soit dit en passant, a la forme inverse de celle qu'avaient prévue certains économistes (voir [Section 4.1](#)).

Ces dernières décennies, les inégalités se sont à l'évidence creusées dans la plupart des **économies riches** – mais pas toutes. Ce phénomène a touché non seulement des économies où, historiquement, le niveau des inégalités est relativement élevé, mais aussi des pays où elles sont traditionnellement moins marquées, comme l'Allemagne, le Danemark et la Suède.

Les inégalités se sont également accentuées dans **les économies émergentes et les économies en développement**, quoique pas toujours pour les mêmes raisons. Ces dernières décennies, l'essor économique de pays tels que la Chine, le Brésil et l'Inde a altéré le visage de l'économie mondiale. Au nombre de ses effets les plus frappants figurent la baisse sensible du nombre de personnes vivant dans la pauvreté absolue (1 dollar par jour) et l'émergence d'une nouvelle classe moyenne. Mais la pauvreté n'a pas disparu. De fait, dans de nombreux pays émergents et pays en développement, la pauvreté *relative* s'avère très persistante, et les inégalités s'y creusent également.



## 2.1. Pays riches : les inégalités augmentent depuis les années 80

Depuis les années 80, les inégalités de revenu se sont creusées dans la plupart des pays de l'OCDE. Il y a un quart de siècle, le revenu disponible des 10 % les mieux payés était en moyenne sept fois plus élevé que celui des 10 % les moins bien payés ; en 2010, c'était environ neuf fois et demie plus. Depuis le milieu des années 1980, les inégalités moyennes dans les pays de l'OCDE ont augmenté de près de 10 %, atteignant presque 32 points de Gini, la mesure type des inégalités.

L'évolution a été encore plus marquée pendant grosso modo la même période chez les 1 % des revenus les plus élevés, en particulier dans les pays anglophones. Ainsi, aux États-Unis, la part du revenu avant impôts qui va aux 1 % les plus riches a plus que doublé, atteignant presque 20 % en 2012.

### ***À qui bénéficie la croissance ?***

L'augmentation des inégalités constatée dans de nombreux pays depuis les années 80 (et parfois avant) traduit une tendance économique significative. Dit simplement, les bénéficiaires de la croissance tendent de plus en plus à aller à un segment plus étroit de la société. Aux États-Unis, entre 1975 et 2012, les 1 % les plus riches ont capté environ 47 % de la progression globale des revenus avant impôts. La part des 1 % les plus riches a également été élevée dans d'autres pays (principalement) anglophones : 37 % au Canada et plus de 20 % en Australie et au Royaume-Uni.

Même dans les pays où les « 1 % » n'ont pas été si bien lotis, les fruits de la croissance économique ont eu tendance à revenir aux 10 % des plus hauts revenus plutôt qu'aux 10 % des plus bas revenus. Cette évolution a suscité des débats grandissants sur la nécessité d'une « croissance inclusive » offrant au plus grand nombre le potentiel de jouir d'une prospérité accrue, d'avoir des opportunités décentes dans des domaines tels que le travail et l'éducation, d'avoir accès à des soins de santé et à un environnement propre, et de pouvoir jouer pleinement son rôle dans la société.

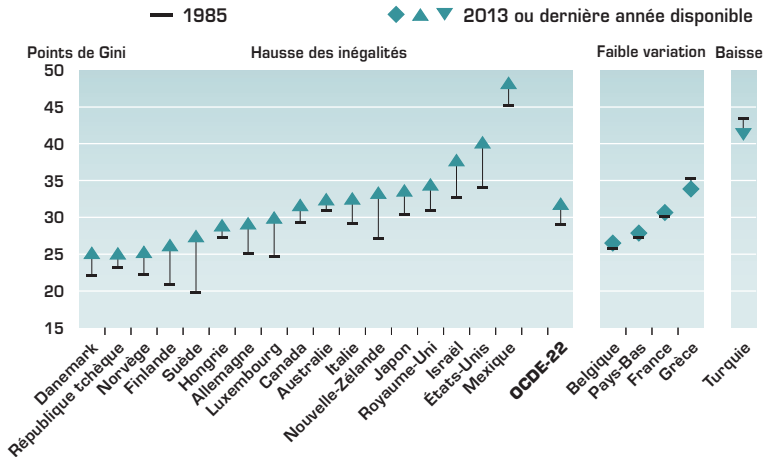
**Approfondissement – Essentiels** : Les inégalités sont-elles plus importantes dans le monde aujourd’hui qu’il y a deux siècles ? s’interroge le blog OECD Insights, <http://wp.me/p2v6oD-1RQ>.

**Pourquoi les inégalités sont-elles plus importantes dans certains pays ?**

Il existe en termes d’inégalités des différences frappantes entre les pays de l’OCDE. Les inégalités sont particulièrement élevées au Chili, aux États-Unis, en Israël, au Mexique et en Turquie, et particulièrement faibles au Danemark, en Norvège, en République slovaque et en Slovénie. De même, si les inégalités ont eu tendance à se creuser dans la plupart des pays de l’OCDE entre le milieu des années 1980 et le milieu des années 2000, il y a là encore des différences frappantes : elles ont incontestablement augmenté dans la plupart des pays, notamment aux États-Unis, en Nouvelle-Zélande et – ce qui peut sembler étonnant – en Finlande et en Suède, mais dans certains autres, comme la France, elles ont à peine varié.

**Données : Les inégalités de revenu ont augmenté dans la plupart des pays de l’OCDE depuis le milieu des années 1980.**

Coefficients de Gini des inégalités de revenu, milieu des années 1980 et 2013



Source : OCDE (2015), *Tous concernés : Pourquoi moins d’inégalité profite à tous*, Éditions OCDE, Paris, <http://dx.doi.org/10.1787/888933207711>.

Comment s'expliquent ces différences ? Divers facteurs y contribuent, mais deux d'entre eux ont une importance particulière. Il s'agit tout d'abord des écarts de salaires (ou « dispersion des salaires »), c'est-à-dire les écarts de rémunération entre les hauts salaires et les bas salaires. Ces écarts sont nettement plus marqués dans certains pays. Le second facteur tient au rôle joué par l'État, qui prélève une partie du revenu sous la forme d'impôts et de taxes et en redistribue sous la forme de prestations. Les prélèvements et les prestations réduisent les inégalités de revenu dans tous les pays de l'OCDE (voir [Section 3.5](#)), mais de façon très contrastée selon les pays.

On peut voir comment opèrent ces facteurs en comparant la situation dans différents pays. À une extrémité, les pays nordiques (Danemark, Islande, Norvège et Suède) et la Suisse se caractérisent par des niveaux d'inégalité et de pauvreté inférieurs à la moyenne. Le chômage y est faible et l'éventail des salaires relativement réduit – les très hauts salaires y sont plutôt rares. La plupart des gens reçoivent des prestations monétaires de l'État, et la progressivité de l'impôt sur le revenu est très marquée (autrement dit, le fisc prélève une part plus importante du revenu sur les hauts salaires).

À l'autre extrémité, on trouve un groupe de pays comprenant le Chili, les États-Unis, Israël, le Mexique, le Portugal et la Turquie, où le niveau des inégalités de revenu est relativement élevé. Plusieurs facteurs sont à l'œuvre : l'éventail des salaires y est relativement vaste, certains touchant des salaires très élevés, et les prestations monétaires de l'État sont souvent moins généreuses.

**Approfondissement – OCDE :** Le document de travail de l'OCDE « Mapping Income Inequality Across the OECD » (Hoeller, P. et al., 2012) analyse les tendances des inégalités dans les pays de l'OCDE, <http://dx.doi.org/10.1787/5k9h297wxbnr-en>.

## 2.2. Pays en développement : les inégalités augmentent, mais une classe moyenne apparaît

Depuis la fin des années 1990, les pays historiquement riches de l'OCDE ont cessé d'être le moteur de l'économie mondiale et ont

été relayés par les pays en développement et les économies émergentes – phénomène parfois qualifié de « basculement de la richesse ». La Chine et l'Inde sont les exemples les plus connus, mais ce ne sont pas les seuls. Dans les années 90, seules 12 économies en développement ont vu leur PIB par habitant croître plus de deux fois plus vite que celui des pays de l'OCDE ; dans les années 2000, c'était le cas de 83 économies en développement.

**Approfondissement – OCDE :** Le Centre de développement de l'OCDE analyse le « basculement de la richesse » dans ses Perspectives du développement mondial, <http://dx.doi.org/10.1787/22224491>.

Ces derniers temps, la croissance a ralenti dans de nombreuses économies émergentes, ce qui a réduit le rythme du basculement de la richesse à l'échelle mondiale : « sa phase la plus frénétique semble être bon an mal an arrivée à son terme », selon *The Economist*. L'effet de ce basculement n'en est pas moins considérable. Dans beaucoup de pays en développement, un très grand nombre de personnes échappent à la pauvreté, et on voit l'émergence d'une nouvelle classe moyenne – même si la situation financière de beaucoup de ses membres reste très fragile. Mais bon nombre de ces pays connaissent également un accroissement des inégalités de revenu, dont les facteurs sous-jacents ne sont cependant pas toujours les mêmes que dans les pays développés.

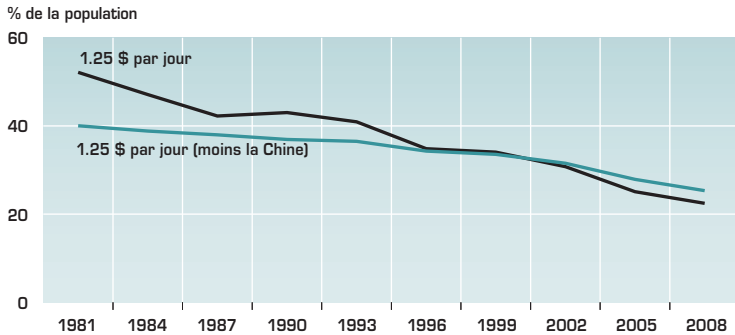
### **Chute de la pauvreté, augmentation des inégalités**

Voici une statistique frappante : à l'échelle mondiale, comparativement à 1981, le nombre de personnes vivant dans l'extrême pauvreté (avec moins de 1.25 dollar par jour) a *diminué* d'environ 650 millions, alors que, durant la même période, la population mondiale augmentait d'environ 2 milliards de personnes. De nombreux facteurs expliquent ce recul de la pauvreté, mais le plus important est l'essor de la Chine : elle représente, à elle seule, un demi-milliard de personnes tirées de l'extrême pauvreté.

Telle que définie par le seuil de 1.25 dollar par jour, la pauvreté a reculé dans une bonne partie du monde en développement, mais ce n'est pas toujours vrai de la pauvreté relative : dans de nombreux cas, elle a au mieux connu une stagnation. De plus, pour beaucoup

**Données : Les taux de pauvreté ont nettement reculé dans les pays en développement depuis le début des années 1980, même si ce recul tient en bonne partie à l'essor économique de la Chine.**

Taux de pauvreté du monde en développement, 1981-2008  
% en dessous du seuil de pauvreté



Source : OCDE (2013), *Perspectives du développement mondial 2013*, Éditions OCDE, Paris, <http://dx.doi.org/10.1787/888932959246>.

d'entre eux, les pays qui ont le plus contribué à la diminution de la pauvreté se caractérisent par des niveaux d'inégalités très élevés. Au Brésil et dans une bonne partie de l'Amérique latine, ce niveau dépasse souvent 50 points de Gini, et il atteint 70 points en Afrique du Sud. Il est également élevé en Inde (34 points environ), en Indonésie (40 points environ) et en Chine (45 points environ).

Quoique élevés, ces chiffres sont dans certains cas inférieurs à ce qu'ils étaient autrefois, en particulier dans certaines régions d'Amérique latine. Cependant, les inégalités ont augmenté en Afrique du Sud, en Indonésie et en Chine, même si elles semblent se stabiliser dans le cas de cette dernière.

En raison de ces tendances, la plupart des personnes les plus pauvres de la planète ne vivent plus dans les pays les plus pauvres de la planète. Selon le chercheur britannique Andy Sumner, environ les trois quarts des 1.3 milliard de personnes les plus pauvres au monde vivent désormais dans des pays à revenu intermédiaire (selon la classification de la Banque mondiale), tout

particulièrement l'Inde. Ce constat amène à s'interroger sur l'« inclusivité » de la croissance : enrichit-elle seulement une élite éduquée ou procure-t-elle des bénéfices plus larges ? La réponse n'est pas toujours claire. Selon Owen Barder, un expert en matière de développement : « Les chiffres suggèrent que les principales causes de la pauvreté ne tiennent pas à l'absence de développement d'un pays considéré dans son ensemble, mais à la marginalisation politique, économique et sociale de certains groupes dans des pays qui autrement s'en tirent plutôt bien. »

**Approfondissement – Essentiels :** « ... si on se focalise sur les pays les plus pauvres, on passe à côté de la plupart des personnes les plus pauvres de la planète », explique le blog OECD Insights, <http://wp.me/p2v6oD-Bu>.

### **Qu'est-ce qui favorise les inégalités dans les pays en développement ?**

Dans beaucoup de pays en développement, quitter l'effervescence d'une ville animée pour gagner un paisible village de campagne donne parfois l'impression de voyager dans le temps. À certains égards, c'est bien le cas. Si les villes sont de plus en plus connectées avec une économie chaque jour plus mondialisée, la vie a bien souvent très peu changé dans de nombreuses régions rurales. Ces différences entre zones urbaines et zones rurales, ou entre différentes provinces et régions, traduisent des « inégalités spatiales », lesquelles peuvent contribuer significativement aux inégalités dans de nombreux pays en développement.

Les revenus expliquent seulement certaines de ces inégalités régionales, même si c'est un facteur significatif dans certaines économies émergentes, notamment la Chine et l'Inde, les revenus augmentant plus rapidement en milieu urbain qu'en milieu rural. Mais il existe également des inégalités d'opportunités – d'accès aux soins de santé, à l'éducation et à l'emploi, notamment –, qui sont peut-être plus importantes. Par exemple, dans certaines économies émergentes, le taux de scolarisation au secondaire est nettement plus faible dans les zones rurales que dans les zones urbaines, en particulier pour les filles. L'accès aux soins de santé de base peut également varier considérablement selon le lieu où vivent les gens.

Ainsi, en Asie, la mortalité infantile est bien plus élevée à la campagne que dans les villes. Et, dans beaucoup de régions du monde, les femmes restent confrontées à de nombreux obstacles qui privent leurs familles et leur communauté de contributions économiques précieuses.

D'autres facteurs jouent également. Il s'agit notamment, dans beaucoup de pays parmi les plus pauvres, de l'étendue du travail informel, c'est-à-dire sans contrat écrit et offrant très peu en termes de conditions de travail. Le secteur informel représente environ 50 % des emplois au Mexique et au Brésil, et cette proportion atteint environ 80 % en Inde et en Indonésie. De tels emplois contribuent aux inégalités de plusieurs façons : tout d'abord, ils sont moins bien payés que les emplois formels ; ensuite, ils offrent rarement des possibilités de formation et de promotion ; enfin, comme ces emplois sont imprévisibles, les travailleurs peuvent se retrouver très rapidement sans revenu.

**Approfondissement – OCDE :** Le rôle du travail informel dans les pays en développement est analysé dans *L'emploi informel dans les pays en développement* (Jütting et de Laiglesia, 2009), <http://dx.doi.org/10.1787/9789264059269-fr>.

Enfin, si les systèmes de prélèvements et de prestations contribuent beaucoup à réduire les inégalités dans les pays développés, il est rare que de tels systèmes soient bien développés dans les pays en développement. Il y a des exceptions, comme au Brésil, où le programme d'allocations familiales Bolsa Família a versé des prestations à plus de 13.3 millions de familles, représentant près du quart de la population, prestations dont le versement est conditionné à la scolarisation des enfants et à la participation à des programmes de santé. Ces mesures ont contribué à réduire à la fois le taux de pauvreté des enfants et le taux d'inégalités.

### **Émergence d'une nouvelle classe moyenne ?**

L'émergence d'une nouvelle classe moyenne constitue l'un des aspects les plus attentivement observés du phénomène de « basculement de la richesse », même si, dans bien des cas, ses membres ne jouissent ni de la prospérité ni de la sécurité

économique traditionnellement associées à la classe moyenne dans de nombreux pays riches. Néanmoins, cette nouvelle classe moyenne a le potentiel de jouer un rôle dans la transformation de l'économie comme de la société.

**Approfondissement – Essentiels** : De qui parle-t-on lorsqu'on parle des classes moyennes ? se demande le blog OECD Insights, <http://wp.me/p2v6oD-1zP>.

Par définition, la « classe moyenne » est une notion relative : elle se trouve coincée quelque part au-dessus des pauvres et au-dessous des riches. Quant à savoir où, les réponses varient grandement. Certains économistes optent pour une approche descriptive. Par exemple, le Brésilien Eduardo Giannetti da Fonseca la définit ainsi : « des personnes qui ne sont pas résignées à vivre dans la pauvreté, qui sont prêtes à faire des sacrifices pour améliorer leur sort, mais dont les problèmes matériels n'étaient pas réglés dès le départ ». D'autres en donnent une définition chiffrée, ce qui, là encore, peut correspondre à différentes façons de voir les choses. On peut adopter des valeurs relatives fondées sur les niveaux de revenu de chaque pays : toutes les personnes dont le revenu est compris entre 50 % et 150 % du revenu médian, par exemple. D'autres approches, plus globales, définissent simplement la classe moyenne comme l'ensemble des ménages ayant un certain niveau de revenu. En 2008, selon Goldman Sachs, il s'agissait des ménages gagnant entre 6 000 et 30 000 dollars par an ; les experts en matière de développement ont tendance à retenir des chiffres bien inférieurs, par exemple un revenu compris entre 10 et 100 dollars par jour.

De quelque façon qu'on la mesure, le point essentiel est que cette classe moyenne a beau rester économiquement vulnérable, elle s'est hissée au-dessus du niveau où l'on vit pour assurer sa subsistance quotidienne et peut planifier son avenir et investir dans son avenir. Historiquement, c'est là une des caractéristiques les plus significatives des classes moyennes. Pour citer Homi Kharas, un expert du développement, « la classe moyenne est envisagée comme une source d'entrepreneuriat et d'innovation – les petites entreprises grâce auxquelles l'économie moderne prospère. Les valeurs de la classe moyenne mettent aussi l'accent sur l'éducation,



l'effort et l'épargne. Par conséquent, la classe moyenne est la source de tous les intrants nécessaires à la croissance dans une économie néoclassique – nouvelles idées, accumulation de capital physique et accumulation de capital humain. » Traditionnellement, elle est également vue comme un acteur politique important, à la fois comme une source de stabilité et comme un atout pour les politiques d'investissement et d'éducation, entre autres.

**Approfondissement – OCDE :** Le document de travail du Centre de développement intitulé *The Emerging Middle Class in Developing Countries* (Kharas, 2010) analyse l'évolution des tendances sociales dans les pays en développement, <http://dx.doi.org/10.1787/5kmmp8lncrns-en>.

Le rôle de ces classes moyennes devrait gagner en importance : selon les projections de Homi Kharas, la classe moyenne pourrait passer de 1.8 milliard de personnes aujourd'hui à 3.2 milliards en 2020 et 4.9 milliards en 2030, l'essentiel de cette croissance – environ 85 % – étant le fait de l'Asie.



# 3

## **Pourquoi les inégalités de revenu augmentent-elles ?**

**De nombreux facteurs expliquent l'augmentation des inégalités de revenu : des facteurs économiques, comme le rôle de la technologie dans une économie de plus en plus mondialisée ; des facteurs sociaux, comme les évolutions touchant le choix du conjoint ; et certains facteurs essentiellement liés à l'augmentation des plus hauts revenus.**

## Thèmes clés

La progression des revenus des 1 % les plus riches est l'aspect le plus visible des inégalités de revenu, mais d'autres fissures sont apparues, notamment entre un groupe important constitué des bas salaires – jusqu'à 40 % d'entre eux dans certains pays – et tous les autres. Il est important de comprendre que les facteurs qui favorisent les inégalités dans une partie de la population, par exemple entre « les 1 % » et « les 99 % », n'expliquent pas toujours pourquoi les inégalités augmentent ailleurs dans la société. Il est également important de comprendre que toute une série de facteurs – facteurs économiques, facteurs sociaux et rôle de l'État – contribuent à l'accroissement des inégalités

Parmi ces facteurs, l'un des plus importants est l'impact de la **mondialisation**, c'est-à-dire le processus menant à une intégration croissante de l'économie mondiale à travers un ensemble complexe de « flux » comprenant la technologie et l'information, les échanges et l'investissement. Tout comme elle l'a fait dans le passé, la technologie détruit les anciens emplois et en crée de nouveaux. Cela accroît encore la valeur qu'ont déjà les travailleurs hautement qualifiés, tout en éliminant les emplois de certains travailleurs moyennement ou peu qualifiés. Cela contribue également au basculement de l'équilibre entre **travail et capital** : une part accrue du revenu revient aux détenteurs du capital, comme les entrepreneurs, et une part moindre à ceux qui travaillent pour eux.

Influent également sur les inégalités des changements touchant nos **sociétés**, comme la tendance grandissante à choisir pour conjoint(e) une personne d'un milieu social et d'un niveau éducation très similaires au sien, ainsi que des changements concernant le **lieu de travail**, tels que l'essor du travail à temps partiel et le déclin du taux de syndicalisation.

À travers les impôts et taxes qu'il perçoit et les prestations qu'il verse, l'État joue un rôle majeur dans la réduction des inégalités. Mais le **rôle de l'État** a évolué et tend à favoriser des politiques moins redistributives. D'autres politiques économiques, comme les

mesures visant à alléger la réglementation, ont probablement aussi contribué à accroître les inégalités.

Si certains de ces facteurs ont favorisé l'essor des « 1 % », l'augmentation des **hauts revenus** tient également à une série de facteurs particuliers, notamment l'émergence d'un marché du travail de « superstars », le recours croissant aux stock-options et à la rémunération au rendement, ainsi que la « financiarisation » de l'économie.

### 3.1. Mondialisation : le rôle clé de la technologie

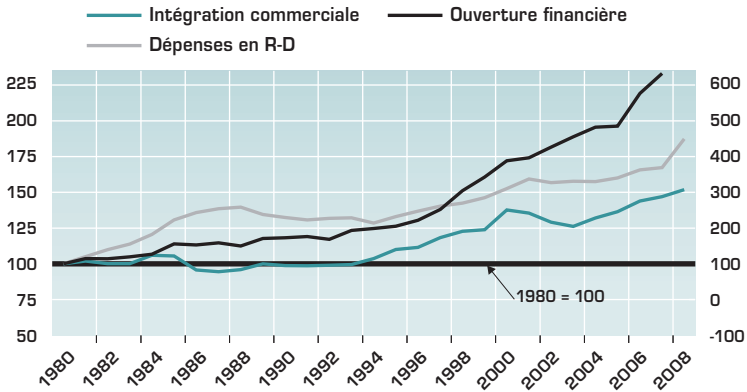
La « mondialisation » n'a pas le même sens pour tous. Pour certains, son aspect le plus visible est la diffusion d'un style de vie et d'une culture de type occidental, allant de la chaîne de cafés américaine Starbucks à la « K-pop », le genre musical originaire de Corée. Mais ce qui importe, dans le contexte des inégalités de revenu, c'est la mondialisation économique, c'est-à-dire le processus qui a mené l'économie mondiale à une intégration et une interconnexion croissantes à travers cinq « flux » mondiaux :

- la technologie et l'information
- le commerce
- la finance et l'investissement (ou la capacité du capital à traverser les frontières)
- la production (ou la capacité des entreprises à déménager leurs activités à travers le monde)
- les migrations internationales

La mondialisation peut prêter à controverse : dans de nombreuses parties du monde, comme l'indiquent des sondages, on a la perception que ses bénéfices ne sont pas répartis également entre les sociétés. Dans beaucoup de pays développés, on a aussi le sentiment que certains de ses aspects, comme l'externalisation à

**Données : Le rythme de la mondialisation – représenté ici par l’essor du commerce, l’ouverture des marchés financiers et le progrès technologique – s’est accéléré au milieu des années 1990.**

Évolutions de l’intégration commerciale, de l’ouverture financière et du progrès technologique, moyenne de l’OCDE, 1980-2008



Source : OCDE (2011), *Toujours plus d'inégalité : Pourquoi les écarts de revenus se creusent*, Éditions OCDE, Paris, <http://dx.doi.org/10.1787/888932580671>.

laquelle procèdent les entreprises, coûtent des emplois et tirent les revenus vers le bas.

**Approfondissement – Essentiels :** « La mondialisation économique », dans la série des *Essentiels de l'OCDE*, analyse les origines et les conséquences de la mondialisation (OCDE, 2013), <http://dx.doi.org/10.1787/9789264111929-fr>.

### L'impact de la technologie

Si tous les flux composant la mondialisation peuvent influencer sur les inégalités de revenu, l'impact le plus important vient probablement des flux liés à la technologie et à l'information. Rien d'étonnant à cela : il y a longtemps que la technologie influe sur nos moyens d'existence. Souvenons-nous du mouvement des luddites, apparu au XIX<sup>e</sup> siècle en Angleterre : ces travailleurs du textile détruisirent tous les métiers à tisser qui venaient d'être installés. Leur peur de la technologie touchait-elle à l'irrationnel, comme

certains l'ont dit ? Les luddites avaient en fait de bonnes raisons de s'opposer à la technologie : c'étaient des artisans qui avaient consacré du temps à développer leurs compétences, et, à l'heure où la révolution industrielle voyait le jour, ils ne voulaient pas que ces compétences soient sacrifiées sur l'autel du progrès. Comme l'écrit l'économiste Paul Krugman : « La mécanisation a fini – après deux générations – par entraîner une augmentation importante du niveau de vie britannique. Mais il est loin d'être évident que des travailleurs lambda en ont bénéficié de quelque manière que ce soit aux premiers stades de la révolution industrielle ; beaucoup d'ouvriers en ont manifestement souffert. »

**Approfondissement – Essentiels** : Certains experts estiment que le changement technologique détruit les emplois plus vite qu'il n'en crée, relate le blog OECD Insights, <http://wp.me/p2v6oD-1xZ.3>.

Le luddisme illustre le fait que presque toutes les vagues de changement technologique font à la fois des perdants et des gagnants. Notre époque ne fait pas exception à la règle. En quelques décennies seulement, le nombre de postes de téléphonistes et de sténodactylos a fortement diminué. D'autres emplois connaîtront le même sort dans l'avenir, y compris certains « emplois du savoir » qui peuvent aujourd'hui sembler immunisés contre ce risque. Et il y a déjà des signes que le processus est amorcé. Le *New York Times* rapporte qu'à la fin des années 70, dans le cadre d'une procédure antitrust, il avait fallu plusieurs mois de travail à une petite armée d'avocats pour analyser 6 millions de documents, pour un coût de 2.2 millions de dollars ; 33 ans plus tard, un logiciel spécialisé effectuait une analyse similaire sur 1.5 million de documents pour seulement 100 000 dollars.

Le changement technologique affecte donc le monde du travail en dévaluant et en réévaluant les compétences et, bien sûr, en créant des compétences et des emplois entièrement nouveaux – pensons aux développeurs d'applications et aux stratèges en médias sociaux. Pour beaucoup, cette relation entre les compétences et la technologie est un facteur important – peut-être le plus important – du creusement des inégalités de revenu. L'économiste néerlandais Jan Tinbergen a parlé à cet égard d'une « course entre éducation et

technologie ». Claudia Goldin et Lawrence Katz, qui ont donné ce titre à un livre, expliquent ainsi la thèse de Tinbergen : « En général, quand les progrès technologiques prennent de court les changements en matière d'éducation, les inégalités progressent. À l'inverse, quand l'augmentation des niveaux d'études s'accélère, il est fréquent que les inégalités économiques baissent. »

Où en est la course entre éducation et technologie ? Pour beaucoup, la technologie fait maintenant la course en tête et l'éducation ne parvient pas à suivre. Il en résulte que les personnes au niveau d'éducation le plus faible sont de plus en plus exposées à voir la technologie remplacer leur emploi. Inversement, celles qui ont des compétences de haut niveau sont bien placées pour faire un bon usage des nouvelles technologies, et leur éducation leur procure des retours sur investissement croissants.

### ***L'impact des échanges et de l'investissement***

Les échanges et l'investissement sont probablement, après la technologie, les deux flux de la mondialisation qui peuvent le plus affecter les revenus.

Échanges : Selon la théorie classique des échanges, l'augmentation des échanges mondiaux devrait accroître les écarts de salaires dans les pays développés et le réduire dans les pays en développement. En pratique, cependant, il n'est pas clair que ça se soit produit ; et si c'est arrivé, l'impact semble avoir été au mieux très limité. En réalité, certaines études suggèrent que les écarts de salaires ont augmenté à la fois dans les pays développés et les pays en développement.

**Approfondissement – Essentiels** : « Le commerce international : Libre, équitable et ouvert ? », dans la série des *Essentiels de l'OCDE*, analyse l'impact des échanges sur nos sociétés et nos économies (OCDE, 2009), <http://dx.doi.org/10.1787/9789264060289-fr>.

Mais l'augmentation des échanges semble avoir un impact plus grand dans certains pays, tout particulièrement ceux où la législation sur la protection de l'emploi est relativement lâche. En effet, dans les pays où il est plus facile d'embaucher et de licencier



les travailleurs, l'augmentation des importations, en particulier en provenance de pays à faible revenu, semble bien avoir un effet plus marqué sur les écarts de revenu.

Investissement : Pendant une grande partie du xx<sup>e</sup> siècle, l'argent n'a que rarement traversé les frontières. Certaines sommes partaient sans doute à l'étranger, pour régler des importations ou à titre de transferts de fonds, mais, dans la plupart des pays, elles ne représentaient qu'une infime part de l'activité économique. De même, en règle générale, les entreprises investissaient principalement dans leur pays d'origine et ne consacraient que très peu de ressources à l'investissement direct étranger (IDE) – c'est-à-dire à l'achat d'entreprises étrangères ou à la mise sur pied d'activités à l'étranger. Il n'y a pas si longtemps, au début des années 1980, l'IDE ne représentait qu'un vingtième de l'activité économique dans les pays de l'OCDE.

**Approfondissement – OCDE :** Le **Chapitre 2** de *Toujours plus d'inégalité : Pourquoi les écarts de revenus se creusent* (OCDE, 2011) analyse les impacts de la mondialisation sur les inégalités de revenu, <http://dx.doi.org/10.1787/9789264119550-fr>.

Aujourd'hui, en règle générale, il en représente environ la moitié, ce qui fait de l'IDE l'une des manifestations les plus visibles de la mondialisation. Ce ne sont pas les exemples qui manquent : Intel, le fabricant de circuits intégrés américain, conçoit des puces de silicium en Inde, tandis que la division technologie de l'information du conglomérat indien Tata compte 20 000 employés aux États-Unis. C'est aussi l'une des manifestations les plus controversées de la mondialisation. Beaucoup reprochent à l'externalisation d'occasionner des pertes d'emplois dans les pays développés, en particulier au détriment des travailleurs peu qualifiés, et il y a là une part de vérité. Mais jusqu'à quel point est-ce vrai ? C'est difficile à dire. L'IDE, les échanges et le recours grandissant à la technologie sont si inextricablement liés qu'il est ardu, au plan analytique, de déterminer leur importance relative.

## 3.2. Travail versus capital : vers un nouvel équilibre

L'impact de la technologie ne fait également aucun doute s'agissant d'une autre tendance économique qui va de pair avec l'accroissement des inégalités de revenu – et peut-être même y contribue –, à savoir l'évolution de la répartition du revenu national entre le travail et le capital, au détriment du premier et au profit du second. En d'autres mots, la partie des revenus générés par l'économie qui va aux travailleurs diminue, tandis que celle qui va à ceux qui possèdent des entreprises augmente.

### ***Les facteurs de production***

Les entreprises font appel à une vaste gamme de ressources pour produire des biens et des services. Par exemple, pour quelque chose d'aussi simple qu'un T-shirt, quelqu'un doit prendre l'initiative de produire ce type de vêtement et d'acquérir des machines à tisser ; il faut faire pousser le coton, en faire du tissu ; il faut concevoir le T-shirt, et ainsi de suite. En dépit de leur complexité, les économistes répartissent habituellement tous ces éléments distincts en quatre « facteurs de production » : la terre, le travail, le capital et l'entreprise (ou l'entrepreneuriat).

En termes d'inégalités de revenu, la relation existant entre deux de ces facteurs revêt une importance particulière. Le premier est le travail, c'est-à-dire les travailleurs payés pour effectuer certaines tâches, par exemple superviser une chaîne de production de T-shirts. Le second est le capital, c'est-à-dire les ressources financières et les actifs utilisés à des fins économiques ; c'est, par exemple, l'entrepreneur qui acquiert l'équipement qu'exige la chaîne de production. Fondamentalement, le capital appartient toujours à quelqu'un, que ce soit un individu, une famille ou, ce qui est plus courant de nos jours, des actionnaires.

Toutes ces activités économiques génèrent un revenu, dont les économistes ont longtemps estimé qu'il allait au travail et au capital dans des proportions qui ne variaient pas vraiment. Certes, ces proportions pouvaient augmenter ou diminuer un peu, mais, dans la durée, elles apparaissaient stables. La justesse de cette idée était

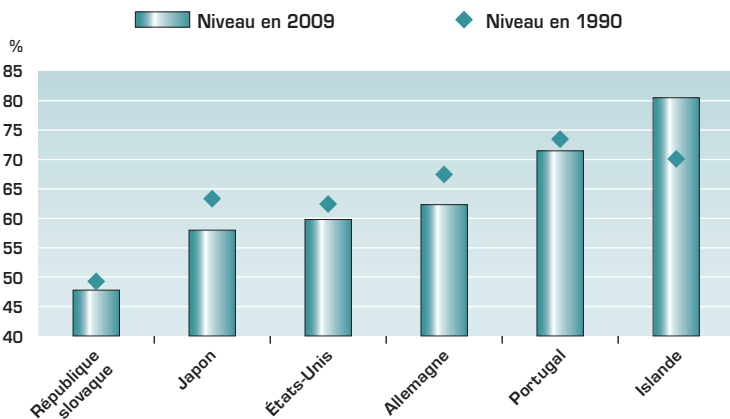
même si reconnue qu'elle a constitué l'un des six « faits stylisés » – généralisations essentiellement vraies – de la croissance économique à long terme définis par l'économiste Nicholas Kaldor dans les années 50.

### **La balance penche en faveur du capital**

La conclusion de Kaldor a été de plus en plus remise en question ces dernières décennies. Un nombre croissant de données montrent que la part du revenu national revenant au capital augmente, tandis que celle allant au travail diminue, et que c'est maintenant un phénomène mondial. Au début des années 90, dans l'ensemble des pays de l'OCDE, la part du travail était des deux tiers environ (66.1 %) ; à la fin des années 2000, elle était tombée à 61.7 %.

#### **Données : La part du revenu national allant au travail a reculé dans la quasi-totalité des pays de l'OCDE ces dernières décennies.**

L'apport du revenu national du travail dans les pays de l'OCDE, 1990 et 2009



Source: OCDE (2012), *Perspectives de l'emploi de l'OCDE 2012*, Éditions OCDE, Paris, <http://dx.doi.org/10.1787/888932660642>.

Divers facteurs ont contribué au recul de la « part du travail », notamment la concurrence des exportations des pays en développement et l'assouplissement des règles concernant le travail et l'emploi. Le facteur le plus décisif, cependant, semble être la technologie, qui serait responsable de 80 % du phénomène, selon les estimations de l'OCDE (même si pour certains le facteur principal est la mondialisation financière). Par « technologie », il faut entendre le recours grandissant aux robots et à l'automatisation, ainsi que la sophistication croissante du traitement des données. Les conclusions sont sans ambiguïté : le revenu qui allait autrefois aux travailleurs va désormais aux détenteurs du capital qui a financé les machines et les logiciels qui, dans une mesure plus ou moins grande, ont remplacé ces travailleurs.

La réorientation du revenu national au détriment du travail et au profit du capital alimente-t-elle les inégalités de revenu ? Difficile de l'affirmer avec certitude. Sans doute les deux processus ont-ils suivi une évolution parallèle ces dernières décennies, mais il est difficile d'établir entre eux un lien de causalité. De nombreuses raisons s'y opposent, notamment le fait que la ligne de partage entre le travail et le capital n'est plus aussi nette qu'elle a pu l'être. Au début de l'ère industrielle, quand les ouvriers travaillaient sur les chaînes de montage et que les usines appartenaient à des individus ou à des familles, il était facile de distinguer qui représentait le travail et le capital. Mais, de nos jours, il n'est pas si rare que les travailleurs aient aussi un pied dans le camp du capital, que ce soit à travers des actions ou des investissements dans un fonds commun de placement. Néanmoins, certaines recherches montrent que le recul de la part du revenu national revenant au travail alimente les inégalités. Par exemple, selon un rapport de l'Organisation internationale du travail portant sur les pays du G20, une diminution de 1 % de la part du travail accroît les inégalités en termes de revenu marchand (c'est-à-dire avant impôts et transferts) dans des proportions comprises entre 0.1 % et 0.2 %.

**Approfondissement – OCDE :** Les *Perspectives de l'emploi de l'OCDE 2012* (OCDE, 2012) analysent la réorientation du revenu du travail vers le capital, [http://dx.doi.org/10.1787/emp\\_outlook-2012-fr](http://dx.doi.org/10.1787/emp_outlook-2012-fr).

### 3.3. Lieu de travail : le déclin des emplois traditionnels

La façon dont nous travaillons a beaucoup changé ces dernières décennies, avec le recul des emplois traditionnels (de 9 heures à 17 heures, du lundi au vendredi) et la chute des taux de syndicalisation, deux tendances qui peuvent influencer sur les inégalités de revenu.

#### ***L'évolution du monde du travail***

Les emplois non traditionnels – ce qui comprend emplois temporaires, emplois à temps partiel et travail indépendant – sont de plus en plus répandus. Depuis le milieu des années 1990, ils représentent plus de la moitié des emplois créés dans les pays de l'OCDE. Quels que soient les mérites éventuels de ce type de travail – certains travailleurs l'adoptent d'eux-mêmes, mais d'autres le subissent –, il apparaît clairement que son essor est lié aux inégalités de revenu à différents égards.

**Approfondissement – OCDE :** *Tous concernés : Pourquoi moins d'inégalité profite à tous* (OCDE, 2015) analyse l'essor du travail atypique et son impact sur les inégalités, <http://dx.doi.org/10.1787/9789264235519-fr>.

Tout d'abord, il est associé à un effet d'« évidemment » sur l'emploi : la proportion des personnes faisant partie du « centre » traditionnel de la population active – des employés permanents tels que des comptables moyennement qualifiés accomplissant des tâches répétitives – a diminué. Entre 1995 et 2010, leur part est passée de 53 % à 41 % dans les pays de l'OCDE. En revanche, la proportion de personnes travaillant aux deux extrémités du spectre des compétences – des travailleurs hautement qualifiés tels que des designers ou moins qualifiés tels que des chauffeurs – a augmenté, et ces personnes sont de plus en plus susceptibles d'avoir un emploi à temps partiel, un emploi temporaire ou un emploi indépendant. Cette tendance, qui se traduit par une distribution des emplois le long d'une courbe en forme de U, favorise en soi le creusement des inégalités de revenu.

Le second lien important entre le travail non traditionnel et les inégalités de revenu a trait à la rémunération et aux conditions de travail de ces travailleurs. En particulier, à l'extrémité inférieure du spectre des compétences, ils ont généralement à la fois un revenu du travail *annuel* plus faible (parce que leur nombre d'heures de travail est moins important ou qu'ils connaissent des périodes de chômage entre les contrats) et un salaire *horaire* plus faible que les travailleurs permanents. De tels emplois s'accompagnent souvent de conditions de travail plus difficiles et de moins de stabilité, une combinaison qui a amené certains observateurs à parler de « précarité » pour décrire cette catégorie de travailleurs.

Comment expliquer l'essor du travail non traditionnel ? De nombreux facteurs y contribuent, tels que la technologie, qui tout à la fois accroît la demande de travailleurs à temps partiel et de travailleurs temporaires, et permet de les employer plus facilement, ou l'évolution de la composition de la population active elle-même, notamment avec le nombre croissant de femmes qui travaillent. Qu'il s'agisse d'un choix personnel ou d'une nécessité, de nombreuses femmes optent pour le travail à temps partiel afin de mieux concilier carrière et exigences familiales. Troisième facteur à l'œuvre, on observe un assouplissement des règles protégeant les travailleurs temporaires, en particulier dans les pays où la protection des travailleurs permanents reste forte. Quand la main-d'œuvre est scindée entre travailleurs permanents fortement protégés (« *insiders* ») et travailleurs temporaires faiblement protégés (« *outsiders* »), les employeurs peuvent avoir tendance à recruter plutôt des travailleurs temporaires, qu'il est plus facile d'embaucher et de licencier en fonction de la conjoncture économique.

**Approfondissement – OCDE :** Comment les politiques peuvent-elles s'adapter à l'essor de l'emploi non traditionnel ? Les options sont analysées dans *OECD Policy Brief: Adapting to the changing face of work*, [www.oecd.org/policy-briefs/Adapting-to-the-changing-face-of-work.pdf](http://www.oecd.org/policy-briefs/Adapting-to-the-changing-face-of-work.pdf).

### **La baisse des taux de syndicalisation**

On a assisté ces dernières décennies à une baisse générale des taux de syndicalisation, alors que les syndicats ont historiquement

œuvré à combattre les inégalités entre les travailleurs (« un salaire équitable pour une journée de travail équitable »). En Nouvelle-Zélande, par exemple, alors que 70 % des travailleurs étaient syndiqués en 1980, ils ne l'étaient plus qu'à hauteur de 17 % à la fin des années 2000. Les baisses constatées dans de nombreux pays de l'OCDE sont le reflet d'un certain nombre d'évolutions économiques et sociales, telles que la disparition d'entreprises où les taux de syndication étaient traditionnellement élevés, comme dans l'industrie lourde. Elles traduisent également dans certains pays des modifications du droit du travail qui ont affaibli le pouvoir de négociation des syndicats.

La baisse des taux de syndicalisation a-t-elle alimenté les inégalités de revenu dans les pays de l'OCDE ? Probablement, même si la situation est plus contrastée qu'il n'y paraît. Premièrement, qui dit baisse du taux de syndicalisation ne dit pas automatiquement recul du pouvoir de négociation des syndicats. Dans de nombreux pays, le salaire et les conditions de travail des travailleurs non syndiqués peuvent être déterminés dans le cadre de négociations impliquant les syndicats. Deuxièmement, s'il y a relation de cause à effet, elle peut jouer dans les deux sens. Selon certains économistes, les travailleurs peuvent voir dans l'augmentation des inégalités un signe que les syndicats sont incapables de défendre leurs intérêts et considérer qu'il est donc inutile de les soutenir. En ce sens, la baisse des taux de syndicalisation pourrait être à la fois une conséquence et une cause du creusement des inégalités.

### 3.4. Société : amour, vie et inégalités

Les évolutions sociales contribuent dans une certaine mesure à l'augmentation des inégalités. Les tendances qui sont peut-être les plus significatives concernent nos modes de relation : être marié ou célibataire, et si l'on est marié, l'est-on avec une personne dont le revenu est similaire au nôtre ?

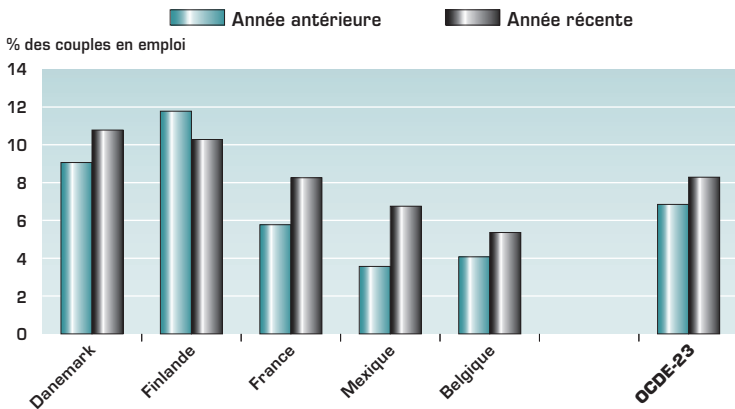
#### ***Qui se ressemble s'assemble***

Nous avons de plus en plus tendance à convoler en justes noces ou à vivre avec un conjoint venant d'un milieu social similaire au

nôtre, phénomène que les économistes, en grands romantiques qu'ils sont, qualifient de « propension homogamique ». Aujourd'hui, dans environ 40 % des couples actifs, les deux conjoints ont des niveaux de revenu très similaires ; au début des années 90, c'était vrai de seulement 33 % d'entre eux.

**Données : La proportion de personnes dont le conjoint a un revenu similaire au leur a augmenté dans la plupart des pays de l'OCDE.**

Pourcentage d'actifs d'un décile de revenu dont le conjoint appartient au même décile, milieu des années 80 et milieu des années 2000



Source : OCDE (2011), *Toujours plus d'inégalité : Pourquoi les écarts de revenus se creusent*, Éditions OCDE, Paris, <http://dx.doi.org/10.1787/888932581963>.

Cette tendance tient en partie à ce que (c'est heureux) les femmes ont désormais beaucoup plus de chances d'avoir des diplômes et une carrière équivalents ou supérieurs à ceux des hommes. Par exemple, alors qu'il n'y a pas si longtemps un médecin aurait plutôt épousé une infirmière, il est aujourd'hui plus susceptible d'épouser une femme médecin. Résultat : un ménage qui aurait naguère touché un revenu de médecin et un revenu d'infirmière touche aujourd'hui deux revenus de médecin, ce qui entraîne une concentration des hauts revenus dans un plus petit nombre de ménages.



## **Familles monoparentales**

Autre changement social qui peut avoir un effet, on observe une augmentation du nombre de familles monoparentales. Celles-ci représentent plus d'un quart des familles dans plusieurs pays nordiques et aux États-Unis, et la moyenne dans les pays de l'OCDE est d'environ 20 %, alors que le chiffre était plus proche de 15 % dans les années 80 et au début des années 90.

Les médias font souvent la part belle aux mères de famille monoparentales à faible revenu ou aux célibataires fortunés, mais il s'agit de généralisations peu éclairantes. Il est cependant évident que, comparativement aux familles comportant deux parents, les familles monoparentales sont plus susceptibles de devoir compter sur un seul chèque de paie. Et, dans certains pays, les données indiquent que la proportion de familles monoparentales a crû plus rapidement parmi les bas salaires que parmi les groupes touchant un revenu plus élevé. Ces familles se retrouvent doublement désavantagées : non seulement elles peuvent seulement compter sur une seule paie, mais cette paie, relativement parlant, n'est pas si élevée.

**Approfondissement – OCDE :** La base de données de l'OCDE sur la famille offre des statistiques sur la taille et la composition des familles, [www.oecd.org/fr/els/famille/basededonnees.htm](http://www.oecd.org/fr/els/famille/basededonnees.htm).

## **3.5. Rôle de l'État : moins de réglementation, moins de redistribution**

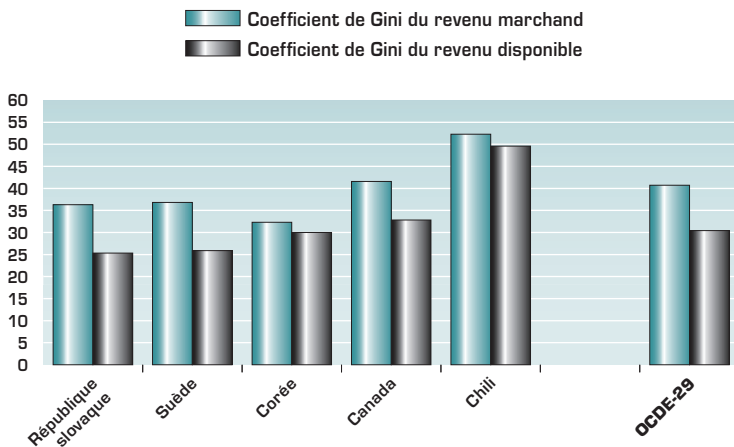
Les politiques des gouvernements jouent un rôle important dans le niveau du pouvoir d'achat des familles. Certaines de ces décisions touchent directement notre revenu disponible, qu'elles concernent les impôts que nous payons ou les prestations que nous recevons (comme les indemnités de chômage). D'autres, comme les règles de fonctionnement des marchés, n'ont qu'un lien indirect avec nos revenus. Par exemple, ces règles peuvent accroître la concurrence sur le marché, mais elles peuvent aussi réduire la sécurité de l'emploi dont jouissent les travailleurs ainsi que leur pouvoir de négociation en matière salariale.

## Prélèvements et prestations

Le salaire que nous recevons de notre employeur n'est qu'un des facteurs, même s'il est important, qui déterminent ce que nous pouvons dépenser pour nous et notre famille. Ce qui importe vraiment, c'est ce qu'il nous reste une fois que nous avons payé nos impôts et reçu les prestations que nous verse l'État, c'est-à-dire notre « revenu disponible », comme l'appellent les économistes. Les prélèvements et les prestations contribuent grandement à réduire les inégalités de revenu, pour deux grandes raisons. Premièrement, les travailleurs à haut salaire ont tendance à payer plus d'impôts que leurs homologues à faible salaire. Deuxièmement, les travailleurs à faible salaire ont tendance à bénéficier d'un soutien de l'État plus important. La combinaison de ces systèmes de prélèvements et de prestations joue un grand rôle dans la réduction des écarts de revenu.

**Données : Les prélèvements et les prestations sont pour beaucoup dans la réduction des écarts de revenu entre les travailleurs dans les pays de l'OCDE.**

Inégalités de revenu marchand (avant impôts et transferts) et de revenu disponible (après impôts et transferts) dans les pays de l'OCDE, fin des années 2000



Source : OCDE (2011), *Toujours plus d'inégalité : Pourquoi les écarts de revenus se creusent*, Éditions OCDE, Paris, <http://dx.doi.org/10.1787/888932582039>.

Les prélèvements et les prestations ont plutôt joué un rôle croissant dans la réduction des inégalités jusqu'au milieu des années 1990, moment où cette tendance a commencé à s'inverser. Qu'est-il arrivé ? Un changement clé semble s'être produit du côté des prestations ; plus précisément, les dépenses consacrées aux indemnités de chômage ont baissé. Le chômage reculant, moins de personnes ont demandé des allocations, tandis que les critères d'octroi de ces allocations se sont durcis.

Quant aux prélèvements, ils ont en général diminué, ce qui aurait normalement dû accroître les inégalités de revenu. Les choses n'ont cependant pas été aussi simples. D'une part, l'impact de cette diminution a été en partie atténué par le fait que les impôts sur le revenu sont également devenus plus progressifs : si les impôts des travailleurs les mieux rémunérés ont baissé, ceux des travailleurs à faible salaire ont connu une baisse plus marquée encore. D'autre part, les très hauts revenus (« les 1 % ») semblent s'être joués de cette tendance à une fiscalité de plus en plus progressive et avoir joui d'une diminution très nette de leur charge fiscale (voir [Section 3.6](#)).

### **La réglementation**

Jusque dans les années 80, les économies des pays de l'OCDE étaient en général plus réglementées qu'elles ne le sont aujourd'hui. Il n'y avait alors rien d'inhabituel à ce qu'une compagnie aérienne nationale ait un monopole sur certaines liaisons. Dans les décennies suivantes, la plupart des pays de l'OCDE ont réformé leurs règles concernant les produits, les services et l'emploi, dans le but d'accroître le dynamisme de leur économie.

Les pouvoirs publics ont également eu tendance à adopter un rôle plus passif sur le marché du travail. Dans le passé, les négociations salariales étaient parfois menées au niveau national, et des réglementations relativement plus strictes encadraient les modalités et les circonstances dans lesquelles les entreprises pouvaient recourir au licenciement. Aujourd'hui, les forces du marché jouissent généralement de marges de manœuvre plus grandes.

Si elles n'ont pas fait l'unanimité, ces réformes ont dans l'ensemble contribué à accroître le nombre de personnes occupant un emploi. Cependant, elles ont également eu tendance à creuser les écarts de salaires en tirant vers le bas ceux des travailleurs peu qualifiés et vers le haut ceux des travailleurs hautement qualifiés. Il y a deux grandes raisons à cela. Premièrement, parmi les nouveaux travailleurs entrés dans la population active, il y avait un certain nombre de personnes à très faible revenu. Beaucoup d'entre elles – travailleurs à temps partiel et travailleurs temporaires, en particulier – bénéficient désormais d'une législation sur la protection de l'emploi plus faible qu'elle ne l'était autrefois. Deuxièmement, dans une économie où la concurrence va croissant, les travailleurs qualifiés sont de plus en plus recherchés et peuvent exiger de meilleurs salaires.

### **Les autres politiques**

Les pouvoirs publics peuvent également agir sur les inégalités de revenu à travers les politiques qu'ils mènent dans beaucoup d'autres domaines (voir [Section 4.4](#)), par exemple en matière migratoire, ainsi que les règles régissant le travail et l'emploi, et, en particulier, l'éducation.

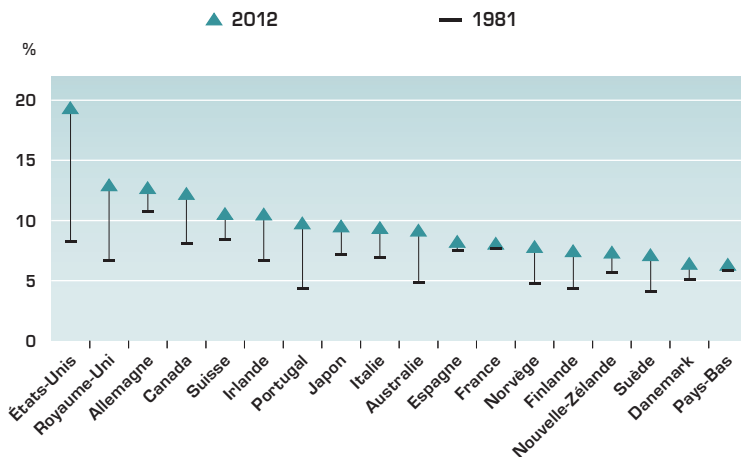
## **3.6. Très hauts revenus : pourquoi les 1 % sont-ils devenus si riches ?**

Ces dernières décennies, la part du revenu national captée par les 1 % des plus hauts revenus s'est accrue, parfois de façon très marquée, dans une grande partie de l'OCDE, mais surtout dans les pays anglophones. L'augmentation a été particulièrement frappante aux États-Unis : en 1980, les 1 % des foyers fiscaux les plus riches représentaient 8 % du total des revenus avant impôts ; en 2012, leur part dépassait 19 %. D'autres pays, notamment le Royaume-Uni et l'Australie, ont également connu des augmentations très importantes.

L'augmentation de la part du revenu des « 1 % » est un sujet brûlant, si brûlant qu'aux yeux de certains observateurs, cela occulte une bonne partie de la question du creusement des inégalités de

**Données : La part des très hauts revenus dans le total des revenus a augmenté dans la plupart des pays de l'OCDE depuis les années 80.**

Parts des revenus des 1 % les plus riches dans le total des revenus avant impôts, de 1981 à 2012 (ou dernière année disponible)



Source : OCDE (2014), « Focus – Très hauts revenus et fiscalité dans les pays de l'OCDE : La crise a-t-elle changé la donne ? », [www.oecd.org/fr/els/soc/OCDE2014-FocusTresHautsRevenus.pdf](http://www.oecd.org/fr/els/soc/OCDE2014-FocusTresHautsRevenus.pdf).

revenu. Selon eux, il faudrait s'intéresser non seulement aux 1 % des plus hauts revenus, mais aussi à un segment encore plus étroit : les « 0.1 % » (1 sur 1 000), voire les « 0.01 % » (1 sur 10 000) des plus hauts revenus. Comme l'a relevé le prix Nobel Paul Krugman, les données du bureau du Budget du Congrès américain (CBO) montrent qu'entre 1979 et 2005, le revenu après impôts des Américains se trouvant au milieu de l'échelle des revenus s'est accru de 21 % ; pour les « 0.1 % », la hausse a atteint 400 %.

Il est important de bien comprendre ces chiffres si l'on veut dresser un tableau plus précis des bénéficiaires de la croissance économique. Au cours de la décennie s'achevant en 2007, le revenu réel des ménages a augmenté en moyenne de 1.2 % par an aux États-Unis. Mais si l'on exclut les 1 % des plus hauts revenus, ce chiffre tombe à 0.6 %. Les « 1 % » ont en effet capté 58 % de la croissance des revenus réels. Ce qui ressemblait à une progression

du bien-être économique dans l'ensemble de la population n'a donc bénéficié qu'à un groupe bien plus restreint que ne le suggéraient les chiffres globaux.

### **Et les gagnants sont...**

Si certains des plus hauts revenus sont des célébrités – des sportifs renommés comme Serena Williams ou des artistes tels que Jackie Chan et Taylor Swift –, ce n'est pas le cas de la plupart d'entre eux. En 2010, aux États-Unis, les plus nombreux (environ 41 %) étaient des cadres dirigeants de sociétés non financières telles qu'Apple et Walmart. Environ 18 % étaient employés (et pas nécessairement dirigeants) dans des banques et des établissements financiers. Au Royaume-Uni, 21 % des plus hauts revenus travaillaient dans la finance, et le chiffre atteignait environ 15 % en France.

Il est frappant que les plus hauts revenus soient si nombreux à travailler pour gagner leur vie. Au début du xx<sup>e</sup> siècle, époque où les inégalités de revenu ont, pour la dernière fois, atteint les niveaux que nous connaissons aujourd'hui, les plus riches tiraient une grande partie de leurs revenus de loyers provenant de terres et d'immeubles ainsi que d'investissements en emprunts d'État. De nos jours, les plus hauts revenus sont plus susceptibles d'être des salariés, comme James Gorman, le PDG de Morgan Stanley, ou des créateurs d'entreprise, comme Mark Zuckerberg, le fondateur de Facebook.

**Approfondissement – Essentiels** : Les « 1 % » méritent-ils vraiment leur sort ? s'interroge le blog OECD Insights, <http://wp.me/p2v6oD-1AR>.

### **Pourquoi les « 1 % » gagnent-ils autant ?**

Il y a plus d'une réponse à cette question. De multiples facteurs ont contribué à l'augmentation des plus hauts revenus, et leur importance varie selon les pays.

Des « superstars » de l'économie mondiale : Le marché du travail des travailleurs hautement qualifiés est devenu mondial, en particulier dans des secteurs comme la finance ; des sociétés basées

dans des centres financiers comme Londres ou Singapour se concurrencent ainsi pour attirer les mêmes talents. Dans ce marché du travail très concurrentiel, les employeurs ne cherchent pas tant à attirer de bons employés que les tout meilleurs d'entre eux. On comprend mieux pourquoi il peut y avoir de tels écarts de salaires entre le « dessus du panier » et ceux qui sont juste derrière eux.

La technologie a joué un rôle dans ce processus, notamment en favorisant la création d'un marché mondial pour les travailleurs qualifiés. Elle tend également à servir d'auxiliaire aux travailleurs hautement qualifiés, ce qui peut accroître plus encore leur valeur – il suffit de penser aux opérateurs de marchés financiers qui, d'un seul clic, réalisent parfois des transactions se chiffrant en milliards de dollars. Mais l'augmentation des revenus des « 1 % » ne s'explique pas entièrement par la technologie : parmi les « 10 % », un grand nombre sont également hautement qualifiés, sans avoir bénéficié pour autant des mêmes hausses.

**L'évolution de la rémunération des très hauts revenus :** Il est significatif que les hauts dirigeants et les professionnels de la finance soient très nombreux parmi les plus hauts revenus. Ces dernières décennies, en particulier dans les pays anglophones, une part croissante de leur rémunération a reposé sur de précieuses *stock-options*, et non sur leur salaire mensuel.

L'idée de rémunérer les dirigeants en *stock-options* est apparue en réponse au « problème principal-agent » : quand vous engagez quelqu'un pour diriger votre entreprise, comment être sûr qu'il agira dans votre intérêt et non dans le sien ? La plupart des actionnaires ont, dans le meilleur des cas, des liens ténus avec les entreprises dont ils possèdent des actions : il leur est souvent presque impossible de superviser la façon dont elles sont dirigées et de s'assurer que c'est fait dans leur intérêt. Intéresser les dirigeants à la hausse du cours de l'action, a-t-on avancé, contribue à aligner leurs intérêts sur ceux des actionnaires. Depuis la crise financière, cette façon de penser a essuyé les critiques. Beaucoup estiment maintenant que les *stock-options* peuvent inciter les dirigeants à raisonner à court terme, c'est-à-dire à essayer de doper le cours de l'action à court terme afin de faire rapidement un gros coup, même au détriment des perspectives à long terme de l'entreprise.

**La « financiarisation » :** Les *stock-options* sont aussi largement utilisées dans le secteur financier, qui joue un rôle croissant dans les économies modernes – pas toujours positif, selon ses détracteurs. Et, ces jours-ci, ce ne sont pas les détracteurs du secteur financier qui manquent. Cela résulte en partie de la crise financière de 2008, qui a suivi plusieurs décennies de croissance rapide des services financiers. Ainsi, depuis les années 60, les prêts accordés par les institutions financières, notamment les banques, ont crû à un rythme trois fois supérieur à celui de l'activité économique. Les marchés boursiers ont également crû à un rythme soutenu au cours de cette même période.

L'expansion rapide du secteur financier a contribué aux inégalités de revenu de plusieurs façons. La plus évidente est que les travailleurs de ce secteur sont en général très bien payés : en Europe, ils représentent un cinquième des « 1 % », alors qu'ils constituent un vingt-cinquième de la population active. De tels salaires pourraient être justifiés si ces travailleurs avaient des niveaux de productivité très élevés. Mais, comme le suggèrent des comparaisons avec des travailleurs d'un niveau de qualifications similaire, ce n'est pas le cas. Les travailleurs du secteur financier, en particulier les mieux rémunérés, semblent donc jouir d'un avantage salarial par rapport à d'autres travailleurs comparables.

**Approfondissement – OCDE :** L'*OECD Economic Policy Paper* intitulé « Finance and Inclusive Growth » analyse l'impact du système financier sur les inégalités, <http://dx.doi.org/10.1787/5js06pbhf28s-en>.

L'« excès de finance » alimente également les inégalités pour d'autres raisons. Le large accès au crédit permet aux hauts revenus d'accroître leurs emprunts et de tirer ainsi un meilleur parti des possibilités d'investissement que ne le font les personnes à revenu plus faible. De plus, parce qu'ils sont plus susceptibles que ces derniers de détenir des actions, les hauts revenus bénéficient aussi de l'expansion des marchés boursiers ; les dividendes en actions et les gains sur les marchés des capitaux leur profitent ainsi davantage.

Le rôle des secteurs financiers est bien sûr essentiel pour permettre au capital et aux ressources de passer des mains de ceux



qui les possèdent aux mains de ceux qui en ont besoin, tout en contribuant à établir un équilibre entre les risques et les bénéfices. Cependant, il est de plus en plus évident que leur utilité diminue une fois atteint un certain point ou lorsqu'ils favorisent certaines activités au détriment d'autres, par exemple en offrant du crédit au lieu de faciliter les financements à travers les marchés boursiers. De tels secteurs financiers sont néfastes non seulement en termes d'inégalités, mais aussi en termes de croissance. En effet, ils procurent une part plus importante des bénéfices de la croissance économique à un petit nombre de hauts revenus, dont beaucoup travaillent dans le secteur financier lui-même.

**Approfondissement – Essentiels :** Pour mieux comprendre l'impact du secteur financier sur la croissance, voir le blog OECD Insights intitulé « Too much money is bad for you », <http://wp.me/p2v6oD-28k>.

Beaucoup s'interrogent désormais sur la taille qu'atteint aujourd'hui le secteur financier, sur son potentiel de déstabilisation de l'« économie réelle » (le secteur manufacturier et les services dans lesquels la plupart des gens travaillent) et sur le fait qu'il attire en trop grand nombre les « meilleurs » diplômés, qui serviraient sans doute mieux l'humanité en devenant médecins ou ingénieurs, par exemple. Résumant les critiques adressées à ceux qui travaillent dans des centres financiers comme la City de Londres et à Wall Street, le chroniqueur économique John Cassidy écrit : « S'ils se retireraient *en masse* dans leurs maisons au bord de la plage, le reste de l'économie ne s'en porterait pas plus mal et serait peut-être même en meilleure santé. »

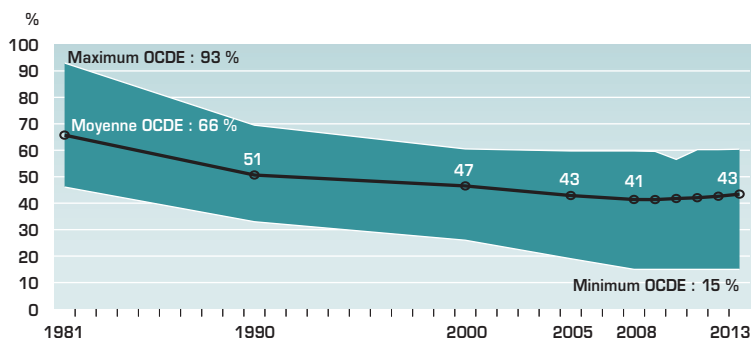
**L'évolution des normes de rémunération :** L'ampleur des différentiels de salaires jugés acceptables diffère selon les sociétés. Ces normes sociales reposent sur un compromis implicite : respectez les attentes de la société, et vous préserverez votre réputation ; mais portez-leur atteinte, et vous gagnerez davantage mais au prix de votre image. Ces normes peuvent cependant changer avec le temps, et leur influence peut grandement varier. Pendant une bonne partie de l'après-guerre, on s'attendait à ce que les disparités de revenus soient relativement limitées (au regard des niveaux actuels). Mais ces normes ont commencé à s'éroder dans les

années 1980, surtout dans les pays anglophones. À l'inverse, elles restent relativement fortes dans une grande partie de l'Europe continentale, ce qui a certainement contribué à y limiter l'essor des plus hauts revenus.

**Impôt et paie :** Ces dernières décennies, les taux maximum d'imposition ont nettement diminué dans beaucoup de pays développés. Dans les pays de l'OCDE, le taux d'imposition légal maximal moyen est ainsi passé de 66 % en 1981 à 41 % en 2008. Les hauts revenus ont également bénéficié d'autres modifications des régimes fiscaux. Les impôts sur le patrimoine et sur les successions ont eu tendance à diminuer, ce qui leur a permis d'accumuler de la richesse.

**Données : Les taux d'imposition des plus hauts revenus ont connu une baisse importante entre les années 80 et la crise financière.**

Taux légal de l'impôt sur les plus hauts revenus dans les pays de l'OCDE, maximum, minimum et moyenne, 1981-2013 (ou dernière année disponible)



Source: OCDE (2014), « Focus – Très hauts revenus et fiscalité dans les pays de l'OCDE : La crise a-t-elle changé la donne ? », [www.oecd.org/fr/els/soc/OCDE2014-FocusTrèsHautsRevenus.pdf](http://www.oecd.org/fr/els/soc/OCDE2014-FocusTrèsHautsRevenus.pdf).

Comme le rappelle *The Economist*, on justifie habituellement la baisse des taux d'imposition des plus hauts revenus en soutenant qu'elle favorise la croissance : « Arrêtons de pénaliser le succès, et l'économie prospérera. » Mais, poursuit l'article, ce lien n'est pas

toujours confirmé par les faits : « L'économie américaine a connu une forte croissance dans les années 20 et les années 60, alors que les taux maximum d'imposition étaient élevés. Et elle s'en est mieux sortie dans les années 90, quand ces taux augmentaient, que dans les années 2000, alors qu'ils baissaient. » À quoi beaucoup d'économistes répondront qu'il y a des limites au montant des recettes supplémentaires que peuvent procurer des taux d'imposition plus élevés. Selon eux, de tels taux d'imposition enraient la croissance, tout en renforçant chez les hauts revenus les incitations à adopter une planification fiscale agressive, ce qui leur permet de réduire la part de leur revenu et de leur richesse exposée à l'impôt (voir [Section 5.5](#)).



# 4

## **Comment les inégalités de revenu affectent-elles nos vies ?**

**Les inégalités affectent les économies et les sociétés, et d'après un nombre croissant de données, elles peuvent aussi nuire à la croissance lorsqu'elles sont excessives. Certains craignent également que les inégalités ne réduisent l'accès à l'éducation et la mobilité sociale.**

## Thèmes clés

En 2012, Mark Zuckerberg, le fondateur de Facebook, exerçait une partie des *stock-options* qu'il détenait dans son entreprise de réseau social. Ce faisant, il confortait sa position parmi les « super riches », ce qui amenait Scott Winship, alors chercheur à la Brookings Institution, à poser cette question rhétorique : « En quoi l'Américain moyen s'en sortirait-il mieux si [...] Zuckerberg ne pouvait pas exercer ses *options* ? »

Cette question est au cœur d'un enjeu essentiel des inégalités économiques. Si quelques-uns s'enrichissent, les perspectives économiques de tous les autres en sont-elles améliorées ou amoindries ? Et nos sociétés en deviennent-elles des lieux où il fait moins bon vivre ? Ces questions ne sont pas nouvelles. Dans *La République*, il y a plus de 2 300 ans, Platon écrivait à propos de ce qui arrive lorsqu'une société est gouvernée par ses élites : « Il y a nécessité qu'une pareille cité ne soit pas une mais double, celle des pauvres et celle des riches, qui habitent le même sol et conspirent sans cesse les uns contre les autres. »

Les économistes s'intéressent depuis longtemps à la relation entre la croissance et les inégalités, et plusieurs **théories** marquantes ont porté sur cette notion importante. Pour la plupart d'entre nous, cependant, la question peut se résumer ainsi : ***l'augmentation des inégalités est-elle bonne ou mauvaise pour la croissance*** ? Les uns pensent qu'elle est bonne pour la croissance, ou à tout le moins qu'elle est nécessaire, parce qu'elle stimule les entrepreneurs et constitue une source d'investissement pour l'économie. Les autres y voient au contraire une mauvaise chose : les plus pauvres peuvent être dissuadés d'investir dans leur propre éducation, tandis que les riches sont encouragés à s'emparer d'une plus grosse part du « gâteau économique », sans que la taille de ce gâteau n'augmente.

Les effets des inégalités croissantes sur nos sociétés soulèvent aussi des inquiétudes. « Le contrat social commence de se défaire dans de nombreux pays, a déclaré le Secrétaire général de l'OCDE Angel Gurría. Les doutes et les craintes de régression et d'exclusion

sociales touchent les classes moyennes dans de nombreuses sociétés. »

Les inégalités constituent également un enjeu clé en termes d'**éducation**. L'éducation peut offrir des opportunités à des gens de tous les milieux, et jouer un rôle puissant dans ce domaine, mais elle peut aussi renforcer les divisions économiques existant déjà dans la société. Comme l'a montré l'enquête Programme international pour le suivi des acquis des élèves (PISA) de l'OCDE, les systèmes éducatifs de certains pays parviennent bien mieux que d'autres à aider les étudiants de familles pauvres à faire de brillantes études. Les inégalités ont d'autres effets sur nos **sociétés** : notamment, elles réduisent la mobilité sociale et, selon certains, favorisent la délinquance et ont des effets néfastes sur la santé.

## 4.1. Théories : ce que les économistes pensent des inégalités

Le niveau de développement d'un pays permet-il de déterminer son niveau d'inégalités ? Les économistes s'intéressent depuis longtemps à cette question. Selon Simon Kuznets, économiste américain d'origine russe né au début du xx<sup>e</sup> siècle, qui compte parmi les théoriciens les plus connus dans ce domaine, les inégalités suivent une trajectoire naturelle à partir du moment où les économies délaissent l'agriculture.

### ***L'hypothèse de Kuznets***

Pour Kuznets, il y a peu d'inégalités dans les sociétés préindustrielles, où la plupart des gens vivent au niveau du seuil de subsistance. Mais les écarts commencent à se creuser au début de l'industrialisation en raison de l'augmentation des revenus des ouvriers par rapport à ceux des agriculteurs, et ces écarts continuent à s'accroître avec l'apparition d'une spécialisation croissante parmi les ouvriers. Ensuite, soutient Kuznets, les écarts se mettent à diminuer quand l'État commence à percevoir davantage d'impôts et à les distribuer sous la forme de prestations.

L'hypothèse de Kuznets, comme on l'a surnommée, a eu une grande influence au xx<sup>e</sup> siècle, et la représentation graphique qu'elle a donnée des inégalités – un U inversé – semblait correspondre raisonnablement bien aux faits. Toutefois, elle s'est avérée moins probante ces dernières années. La courbe des inégalités, au lieu de chuter après avoir crû, suit maintenant une trajectoire qui a davantage la forme d'un U : partant d'un niveau élevé au début du xx<sup>e</sup> siècle, elle a chuté au milieu du siècle, mais s'est remise à croître depuis les années 70.

L'erreur apparente de l'hypothèse de Kuznets traduit un autre problème rencontré par les économistes en quête du lien existant entre inégalités et croissance : s'il y en a un, ce lien ne semble pas être direct. S'il l'était, il serait possible – du moins en théorie – de déterminer le taux de croissance d'un pays à partir de son niveau d'inégalités.

### ***Une relation complexe et dynamique***

On peut également examiner la relation inégalités-croissance du point de vue inverse : les inégalités influent-elles sur la croissance, et si oui, comment ? L'économiste Richard B. Freeman, de Harvard, fait partie de ceux qui le pensent. Selon lui, les inégalités sont bonnes pour la croissance, jusqu'à un certain point. Mais passé ce point, le creusement des inégalités signifie une baisse de la croissance. « Les rares personnes qui ont les compétences ou l'expérience nécessaires pour se disputer les postes les plus élevés travaillent d'arrache-pied, tandis que tous les autres font peu d'efforts parce qu'elles n'ont que peu de chances, voire aucune, d'arriver au sommet. » Avancer cet argument revient à se faire l'avocat d'un niveau d'inégalités « optimal » – le « niveau parfait d'inégalités », comme certains l'ont appelé –, c'est-à-dire ni trop ni trop peu.

Ce type d'arguments est révélateur de la complexité du lien entre les inégalités et la croissance. Cette relation est non seulement dynamique, elle est aussi – d'après de nombreux économistes – déterminée par la « structure » des inégalités propre à chaque société. Les inégalités peuvent en effet avoir différentes structures : certaines sociétés sont scindées entre une élite riche et tout le reste



de la population, quand d'autres comptent un nombre relativement faible de riches et de pauvres mais une vaste classe moyenne. Selon la chercheuse Sarah Voitchovsky, de telles variations peuvent déterminer la relation inégalités-croissance pour deux grandes raisons. Tout d'abord, les inégalités peuvent influencer sur le *comportement* des différentes catégories de revenus. Ensuite, elles peuvent influencer sur les *interactions* entre les différents groupes sociaux.

Les inégalités peuvent influencer sur les **comportements** des catégories de revenus :

- Si les **pauvres** sont très nombreux, la croissance économique peut souffrir de leur incapacité à investir dans leur propre éducation ainsi que de leur niveau de santé plus faible, entre autres facteurs.
- Si les inégalités « pressurent » les **classes moyennes**, cela peut réduire leur demande de biens et de services.
- Si les inégalités signifient une hausse des revenus des **riches**, ceux-ci peuvent épargner davantage, les banques peuvent utiliser cette épargne pour accorder plus de prêts, d'où davantage d'investissements dans l'économie. Mais les riches peuvent aussi user de leur pouvoir économique pour exercer des pressions contre les politiques contraires à leurs intérêts, comme les investissements dans la santé et l'éducation publiques.

Les inégalités peuvent aussi influencer sur les **interactions** entre les différentes catégories de revenus :

- **Lien de confiance** : Des niveaux élevés d'inégalités seront probablement associés à une confiance moindre, ce qui peut nuire aux affaires en imposant des « coûts de transaction » plus élevés. Par exemple, si une entreprise et un client se font mutuellement confiance, ils en viendront plus facilement à s'entendre sans avoir à dépenser des fortunes en avis juridiques et en contrats.
- **Capital social** : Dans une société inégalitaire, le réseau de relations sociales des individus (leur capital social) peut être restreint à leur groupe de revenus et, partant, ne pas être en mesure de les aider à trouver du travail. De même, les groupes

privilegiés peuvent utiliser leurs réseaux sociaux pour exclure les « outsiders » des opportunités économiques.

- ▶ **Troubles sociaux** : Des écarts de richesse importants peuvent être associés à des conflits sociaux, ainsi qu'à des dépenses de sécurité plus élevées pour les entreprises comme pour les gouvernements.
- ▶ **Instabilité** : Le consensus politique peut être difficile à atteindre dans les sociétés où les niveaux d'inégalités sont élevés, ce qui peut entraîner des changements politiques brusques ou se traduire par des gouvernements servant les intérêts de leurs partisans aux dépens du bien commun.

Ce cadre d'analyse peut être utile lorsqu'on essaie de comprendre la façon dont est débattue la relation entre les inégalités et la croissance dans le monde « réel », où la discussion a tendance à se résumer à la question : Les inégalités sont-elles bonnes ou mauvaises pour la croissance ?

## 4.2. Économie : les inégalités sont-elles bonnes ou mauvaises pour la croissance ?

Les inégalités de revenu favorisent-elles la croissance ou, au contraire, lui sont-elles préjudiciables ? La question se pose avec d'autant plus d'acuité que ces inégalités se creusent. Sont-elles, comme certains le prétendent, un mal nécessaire qu'il faut tolérer dans l'intérêt de la croissance ? Ou constituent-elles, en soi, un obstacle à la croissance ? Voici certains des principaux arguments avancés par les deux camps.

### ***Les inégalités sont bonnes pour la croissance...***

La façon la plus évidente dont les inégalités stimulent la croissance tient sans doute à ce qu'elles permettent aux entrepreneurs – comme Steve Jobs (Apple) ou Cher Wang (HTC) – de jouir des bénéfices que leur procurent les risques qu'ils prennent. « Imaginez une société où règnerait une égalité économique parfaite », écrit l'économiste Greg Mankiw, de Harvard. Un entrepreneur arrive un jour avec un nouveau produit. « Chacun veut l'acheter. Et chacun débourse, disons, 100 dollars. La transaction est

un échange volontaire, ce qui signifie que l'acheteur comme le vendeur doit y trouver son compte. Mais comme il y a de nombreux acheteurs et un seul vendeur, la distribution du bien-être économique est maintenant extrêmement inégale. Le nouveau produit a rendu l'entrepreneur beaucoup plus riche que tout le monde. »

La société en question, poursuit le professeur Mankiw, est ensuite confrontée à une série de choix de nature autant économique que politique. Doit-elle imposer lourdement l'entrepreneur afin de limiter les inégalités de revenu, ce qui cependant pourrait aussi réduire ses incitations à innover ? Ou vaut-il mieux ne pas intervenir et encourager ainsi d'autres entrepreneurs à prendre des risques similaires, ce qui peut procurer des bénéfices à quiconque pourra tirer parti de ces nouveaux produits et services ?

Les partisans de la seconde option – fiscalité légère et redistribution relativement faible – font valoir deux arguments. Premièrement, lorsqu'on permet aux individus d'accumuler de la richesse, ils deviennent des sources d'investissement pour l'économie. Évoquant la montée des inégalités en Europe avant la Première Guerre mondiale, J.M. Keynes soulignait que si les riches avaient gaspillé leur argent pour leur plaisir, « le monde aurait, il y a longtemps, trouvé un tel régime insupportable. Mais comme des abeilles, ils ont épargné et accumulé, non moins dans l'intérêt de toute la communauté... »

Le deuxième argument, popularisé dans les années 70 par l'économiste américain Arthur Okun, est qu'il peut y avoir un arbitrage à faire entre les inégalités et l'efficacité économique. Autrement dit, au-delà d'un certain point, réduire les inégalités peut amener la société à utiliser ses ressources économiques de façon moins efficace qu'elle ne pourrait le faire. Selon une formule devenue célèbre, Okun a avancé que l'argent pris aux riches par le biais de la fiscalité « doit être transporté [...] dans un seau percé. Une partie de l'argent disparaîtra tout simplement en chemin, de sorte que les pauvres ne recevront pas tout l'argent qui a été pris aux riches. »

### **Les inégalités sont mauvaises pour la croissance...**

L'idée d'un arbitrage entre les inégalités et l'efficacité économique est cependant de plus en plus critiquée, et, selon un nombre croissant de données (provenant de l'OCDE et du FMI, notamment), des inégalités excessives nuisent à la croissance. Des recherches récentes de l'OCDE montrent que l'impact peut être considérable. On estime que l'augmentation moyenne des inégalités de 3 points de Gini survenue dans la zone de l'OCDE ces deux dernières décennies a réduit le PIB d'environ 8.5 %.

**Approfondissement – Essentiels** : Si une grande partie de la population est incapable d'investir dans ses compétences, c'est une mauvaise nouvelle pour l'économie, explique le blog OECD Insights, <http://wp.me/p2v6oD-1VR>.

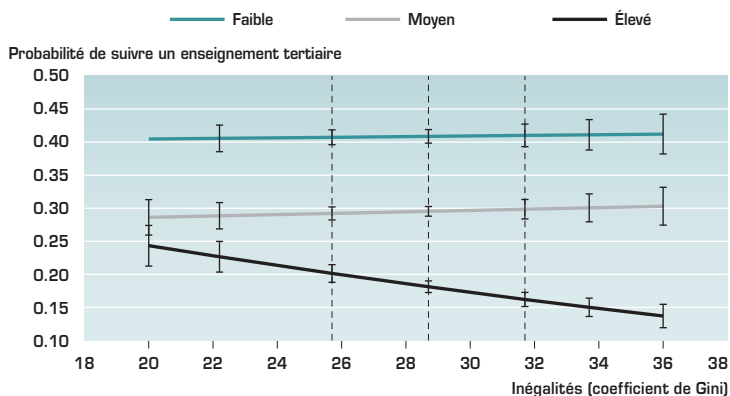
Que se passe-t-il au juste ? De nombreuses théories ont été avancées pour expliquer que les inégalités sont préjudiciables à la croissance (voir ci-dessous). Les recherches de l'OCDE se sont concentrées sur l'une d'elles en particulier : lorsque les écarts de richesse se creusent, les familles à faible revenu investissent moins dans l'éducation et les compétences. Cela nuit probablement à la croissance en réduisant le nombre de travailleurs qualifiés – et dont la productivité est plus élevée – auxquels peut recourir l'économie.

Le graphique ci-dessous illustre l'effet des inégalités sur le capital humain en comparant les compétences en matière de maîtrise des chiffres (numératie) de personnes issues de trois milieux différents : niveau d'instruction des parents faible, moyen ou élevé. Le niveau d'instruction des parents (NIP) représente ici le statut socioéconomique : les trois groupes correspondent donc à des groupes sociaux familiaux – personnes aisées, à revenu moyen et plus pauvres. Comme le montre le graphique, l'augmentation des inégalités a peu d'effet sur les compétences en numératie des personnes issues de milieux aisés ou à revenu moyen. En revanche, on note un recul marqué chez les plus pauvres.

Cet effet ne se fait pas seulement sentir sur les compétences en mathématiques. Il s'exerce aussi sur la durée des études et le temps

**Données : Les compétences en numératie des personnes pauvres diminuent avec l'augmentation des inégalités.**

Score moyen en maîtrise des chiffres en fonction du niveau d'instruction des parents (NIP)



Source : OCDE (2015), *Tous concernés : Pourquoi moins d'inégalité profite à tous*, Éditions OCDE, Paris, <http://dx.doi.org/10.1787/888933207742>.

passé à travailler. Ainsi, le nombre de personnes issues de familles aisées ou à revenu moyen qui obtiennent un diplôme universitaire – tout comme la façon dont elles s'en sortent sur le marché du travail – est peu affecté par l'augmentation des inégalités. Ce n'est pas le cas des personnes issues de milieux plus pauvres : à mesure que les inégalités se creusent, elles ont moins de chances d'obtenir un diplôme universitaire et plus de chances de subir des périodes de chômage.

D'autres recherches confortent l'idée qu'aucun arbitrage n'est nécessaire entre égalité et vigueur de l'économie. Selon les économistes Andrew Berg et Jonathan Ostry, du FMI, si l'on considère le long terme, l'égalité « s'avère un facteur important d'une croissance durable ». Plusieurs raisons peuvent expliquer, selon eux, qu'un écart croissant entre les riches et les pauvres nuise à la croissance, et notamment l'instabilité politique et sociale qui peut en résulter, car cette instabilité est susceptible de décourager l'investissement. Les divisions qu'alimentent les inégalités au sein

de la société peuvent également compliquer la tâche des gouvernements qui tentent de dégager le consensus social nécessaire pour faire face aux crises économiques et financières.

**Approfondissement – OCDE :** Le **Chapitre 2** de *Tous concernés : Pourquoi moins d'inégalité profite à tous* (OCDE, 2015) analyse l'impact des inégalités sur la croissance, <http://10.1787/9789264235519-5-fr>.

Certains ont également établi un lien entre inégalités élevées et recherche de rente, c'est-à-dire « les efforts effectués pour obtenir une part du gâteau plus grande plutôt que pour accroître la taille de ce gâteau », selon la définition qu'en donne l'économiste Joseph E. Stiglitz. Cela peut toucher la sphère politique, que le régime soit démocratique ou autoritaire. Dans les démocraties, des individus fortunés peuvent utiliser leur capacité à financer les partis politiques de façon à exercer à leur profit une influence sur les politiques ; dans les systèmes autoritaires, explique Simon Johnson, économiste passé par le FMI, « les gouvernements et leurs alliés du secteur privé constituent une oligarchie soudée – et le plus souvent *comme il faut* – qui tend à gérer le pays à la manière d'une entreprise à but lucratif dont ils seraient les actionnaires dominants ». De telles tensions sont connues depuis longtemps. « Nous pouvons avoir la démocratie ou une grande richesse concentrée entre les mains d'un petit nombre, mais nous ne pouvons pas avoir les deux », affirmait il y a près d'un siècle le juge Louis D. Brandeis.

La recherche de rente peut aussi se manifester dans le secteur privé : un bon exemple en est l'augmentation considérable des salaires et des primes des hauts dirigeants des grandes entreprises et des institutions financières (voir **Section 3.6**), surtout dans les pays anglophones, qui, selon certains, sont de plus en plus coupés des performances réelles de ces organisations.

L'augmentation des inégalités peut aussi avoir sur l'économie des effets tels que la demande globale des classes moyennes en biens de consommation en est réduite, et elle peut même alimenter une crise de la dette. Par exemple, il arrive que les hauts revenus aient des surplus de richesse importants qu'ils doivent trouver des moyens d'investir. Après tout, selon l'économiste de la Banque

mondiale Branko Milanović, « il y a une limite au nombre de bouteilles de Dom Pérignon qu'on peut boire et de costumes Armani qu'on peut porter ». Selon lui, c'est précisément ce qui est arrivé pendant que couvait la crise financière : « Submergé par autant de fonds [...], le secteur financier est devenu de plus en plus imprudent, confiant l'argent à quiconque voudrait bien le prendre. » Le revers de la médaille, ajoute-t-il, c'est que les bas salaires ont profité des largesses des banques pour emprunter des sommes qu'ils ne pouvaient pas rembourser, alimentant ainsi une crise de la dette.

### 4.3. Éducation : réduction et renforcement des inégalités

La plupart des pays de l'OCDE offrent d'importantes possibilités d'éducation à tous leurs ressortissants, quel que soit leur revenu. Mais si les systèmes éducatifs peuvent être un facteur de mobilité sociale (voir [Section 4.4](#)), ils peuvent également reproduire et renforcer les tendances de la distribution de la richesse dans la société. En moyenne, dans la plupart des pays, les enfants issus de familles de la classe moyenne ou de familles aisées s'en sortent mieux à l'école, sont plus susceptibles d'aller à l'université et, finalement, gagnent davantage une fois adultes.

#### ***Les familles plus riches peuvent investir davantage***

Certaines différences de possibilités d'apprentissage tiennent à des raisons étrangères au système éducatif formel, et l'on peut penser qu'elles s'accroissent lorsque les inégalités de revenu augmentent. Parfois, les causes sont même antérieures à la naissance, lorsque le développement du fœtus est affecté par l'état de santé de la mère ou l'accès insuffisant à une bonne alimentation. Et beaucoup des avantages liés au fait de venir d'une famille riche perdurent tout au long de la vie de l'enfant. Par exemple, on constate un écart croissant entre parents riches et parents pauvres pour ce qui est de l'investissement dans les activités d'« enrichissement » – achats de livres, services d'éducation et d'accueil des jeunes enfants, activités extrascolaires.

**Approfondissement – Essentiels** : Il n'est jamais trop tôt pour se lancer dans la foire d'empoigne ! Pourquoi ? Voir le blog OECD Insights, <http://wp.me/p2v6oD-1ws>.

Selon le chercheur Miles Corak, depuis le milieu des années 70, ces dépenses d'« enrichissement » ont augmenté d'un peu plus de 55 % chez les familles américaines des deux déciles inférieurs de l'échelle des revenus, pour atteindre 1 300 dollars par enfant au milieu des années 2000. Chez celles des deux déciles supérieurs, en revanche, elles se sont accrues de 155 %, atteignant 9 000 dollars par enfant. Beaucoup estiment que cet investissement précoce, associé à d'autres avantages liés au fait de venir d'une famille aisée – investissement plus grand dans l'éducation formelle et relations sociales utiles plus tard dans la vie, par exemple –, accroît l'écart existant entre les riches et les pauvres en matière d'éducation.

### **Des divisions sociales dans la classe**

Les systèmes éducatifs peuvent, eux aussi, renforcer les inégalités sociales en offrant aux enfants de familles désavantagées un enseignement d'une qualité moindre ou un éventail d'options plus restreint. Par exemple, les écoles comptant un grand nombre d'enfants défavorisés ont en général plus de difficulté à attirer des enseignants qualifiés, alors que – mais peut-être est-ce plutôt *parce que* – former ce type d'enfants pose souvent des défis plus grands.


Et dans de nombreux pays, les enfants venant de milieux sociaux différents sont en fait éduqués séparément. Et ce, bien que le Programme international pour le suivi des acquis des élèves (PISA) de l'OCDE ait montré que mélanger des enfants de différents milieux sociaux, et dotés de capacités différentes, tend à accroître la performance globale sans pour autant affecter celle des élèves les plus forts. Une telle ségrégation peut tenir au fait que la plupart des écoles couvrent en général une zone géographique donnée. Mais elle peut aussi résulter de ce que les élèves sont répartis dans différentes classes en fonction de leurs capacités, les élèves plus faibles étant plus susceptibles de venir de milieux défavorisés.


Quelles qu'en soient les causes, les résultats de l'enquête PISA, qui évalue les performances des élèves âgés de 15 ans dans une

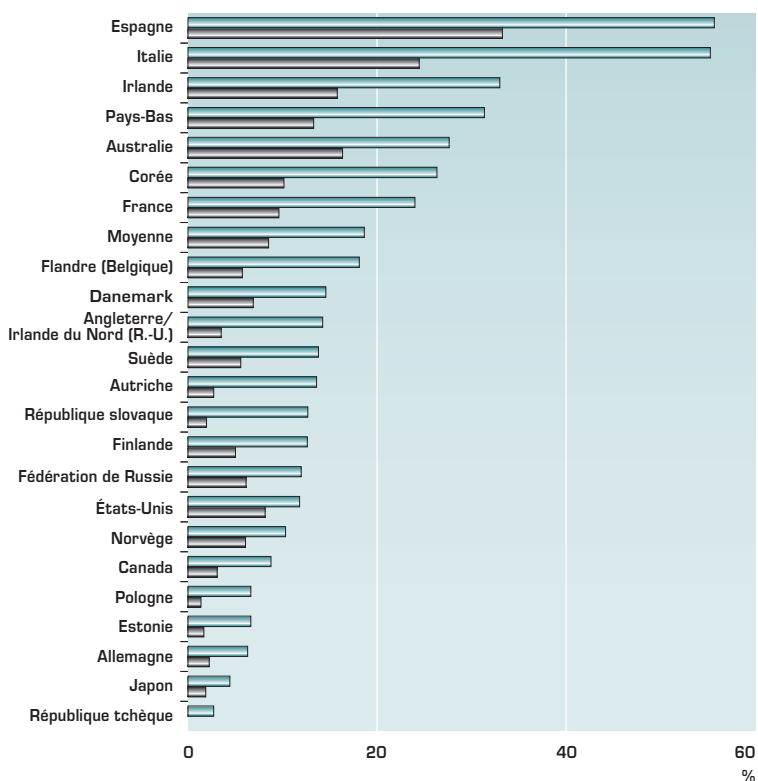


**Données : Les jeunes dont les parents n'ont pas complété le secondaire sont sous-représentés au niveau universitaire, signe que les inégalités d'accès à l'éducation persistent d'une génération à l'autre.**

Participation à l'enseignement tertiaire des étudiants dont les parents ont un niveau de formation inférieur au deuxième cycle du secondaire (2012)

 Pourcentage de parents ayant un niveau de formation inférieur au deuxième cycle du secondaire dans la population totale des parents

 Pourcentage d'étudiants (âgés de 20 à 34 ans) suivant une formation tertiaire dont les parents ont un niveau de formation inférieur au deuxième cycle du secondaire



Source: OCDE (2014), *Regards sur l'éducation 2014*, Éditions OCDE, Paris, <http://dx.doi.org/10.1787/888933115654>.

soixantaine de pays à travers le monde, montrent clairement l'impact du milieu social sur les élèves. Selon l'évaluation PISA 2012, dans les pays de l'OCDE, les élèves de familles aisées ont presque un an d'avance en mathématiques par rapport aux élèves de familles plus pauvres.

**Approfondissement – OCDE :** Les conclusions de l'enquête PISA 2012 sur les inégalités et l'équité en matière d'éducation sont détaillées dans *Résultats du PISA 2012 : L'équité au service de l'excellence* (OCDE, 2012), <http://dx.doi.org/10.1787/9789264205321-fr>.

### **Qui va à l'université ?**

Le milieu social pèse de toute évidence dans l'accès à l'université. Par exemple, dans l'ensemble des pays de l'OCDE, les enfants dont les parents ne sont pas allés à l'université sont eux-mêmes moins susceptibles d'accéder à l'enseignement supérieur. En moyenne, dans les pays de l'OCDE, le pourcentage de jeunes issus de familles ayant un faible niveau d'instruction est environ deux fois moins important à l'université qu'il ne le serait si les groupes sociaux y étaient représentés proportionnellement.

### **Surmonter les inégalités**

Cependant, il est frappant de constater que certains pays et certains systèmes éducatifs réussissent bien mieux que d'autres à minimiser l'impact des différences sociales sur l'éducation (voir [Section 5.2](#)). L'évaluation PISA 2012 révèle que, dans la zone de l'OCDE, environ 6 % des élèves sont « résilients », c'est-à-dire qu'ils ont surmonté leur désavantage social et obtenu de bons scores aux tests. Mais cette proportion d'élèves résilients était au moins deux fois plus grande dans certains pays, en particulier en Asie de l'Est. Comme le suggèrent ces résultats, appliquer les bonnes politiques contribue beaucoup à réduire l'impact du milieu social sur l'éducation.

## 4.4. Société : quand les inégalités entravent les individus

Beaucoup de gens craignent que les inégalités n'aient un effet toxique sur la société et n'en fassent un lieu où il fait moins bon vivre, non seulement pour les pauvres, mais aussi pour les riches. Ces craintes traduisent plusieurs phénomènes. Tout d'abord, les inégalités réduisent la mobilité sociale : il est plus difficile de gravir l'échelle économique lorsque l'écart entre les barreaux augmente de plus en plus. Autre dimension, il est possible que les inégalités affectent le bien-être des gens, dans toutes ses dimensions, de leur santé jusqu'à leur bonheur.

### ***Retour vers... Gatsby le Magnifique***

Les avantages économiques se transmettent de génération en génération ; le constat n'a rien de surprenant. Mais des recherches récentes nous révèlent combien de temps ces avantages peuvent perdurer : cela peut aller au moins jusqu'à cinq cents ans. Des chercheurs de la London School of Economics ont en effet découvert que des étudiants portant des patronymes tels que Baskerville et Mandeville, dont les origines remontent aux Normands qui ont envahi l'Angleterre au xi<sup>e</sup> siècle, ont fréquenté les universités les plus sélectes du pays, Oxford et Cambridge, sans discontinuer pendant environ huit siècles. À l'inverse, les étudiants portant des noms dont le statut est « inférieur » y ont été inscrits de façon beaucoup moins continue. Le phénomène ne touche pas seulement le Royaume-Uni. Comme l'a montré l'économiste Gregory Clark, des structures de classes rigides se perpétuent dans des sociétés aussi différentes que le Japon, les États-Unis et même la Chine.

Ces avantages intergénérationnels durent-ils plus longtemps dans les sociétés plus inégalitaires ? Certains chercheurs sont de cet avis et, pour l'étayer, renvoient à un travail de recherche dont le titre évoque une époque où les inégalités prospéraient, les années 20. La « courbe de Gatsby le magnifique », d'après le roman publié par F. Scott Fitzgerald en 1925, compare les inégalités avec la mobilité sociale dans un certain nombre de pays riches. Quelles indications peut-on en tirer ? Dans les sociétés plus inégalitaires, les individus sont moins susceptibles de quitter la place qu'ils occupent dans

l'échelle des revenus – pour gravir ou dévaler cette échelle –, en particulier s'ils se trouvent dans les deux déciles inférieurs ou les deux déciles supérieurs. En somme, si vous étiez vraiment riche à la naissance, ou vraiment pauvre, il y a de bonnes chances que vous le restiez. Il en résulte, selon un rapport de l'OCDE que « la hausse des inégalités [...] peut casser l'ascenseur social et rendre plus difficile la juste rétribution des individus talentueux et travailleurs ».

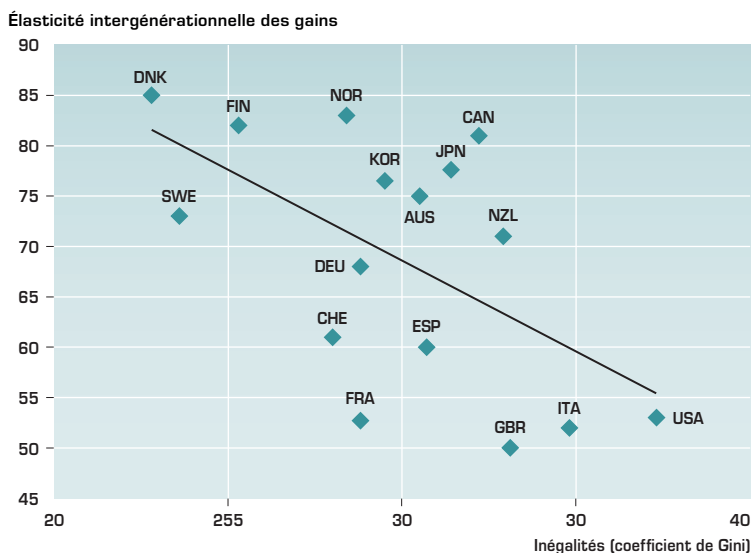
Ce travail de recherche n'est cependant pas à l'abri des critiques. En premier lieu, on rencontre de gros problèmes de données au niveau national lorsqu'on veut produire des statistiques sur la mobilité ; il en va de même, au niveau international, pour obtenir des chiffres comparables entre les pays. Et tant de facteurs sont à l'œuvre dans ce domaine que découvrir une corrélation n'implique pas qu'il y ait un lien de causalité. Par exemple, les taux de mobilité sociale sont relativement élevés dans de nombreux pays nordiques, mais cela peut venir en partie de ce que ces sociétés ont historiquement été assez homogènes, d'où un impact sans doute moins marqué d'obstacles tels que l'origine ethnique qui peuvent nuire à la mobilité sociale dans d'autres pays.

### **Comment va la vie ?**

Qu'en est-il de l'impact des inégalités sur les autres aspects de nos vies ? L'OCDE s'intéresse, dans le cadre de son projet intitulé *Comment va la vie ?*, à certaines de ces questions touchant au bien-être et à la qualité de la vie. Les inégalités peuvent affecter le bien-être des gens de plusieurs façons spécifiques, ainsi que l'OCDE l'a analysé, par exemple en alimentant la délinquance. « Les inégalités semblent jouer un rôle central, les personnes défavorisées ayant plus de probabilités de commettre des actes de délinquance et d'être victimes », lit-on dans *Comment va la vie ? 2013*. Et il se peut même qu'il y ait aussi une corrélation générale entre le bien-être global et les inégalités : « il existe une corrélation positive entre le bien-être global et de faibles écarts socioéconomiques en matière de bien-être, mesurés d'après les inégalités de revenu et de niveau d'instruction ».

**Données : Des graphiques tels que celui-ci – similaire à la « courbe de Gatsby le magnifique » – suggèrent que les pays caractérisés par des niveaux d'inégalités relativement élevés ont des taux de mobilité sociale plus faibles.**

Inégalités et mobilité (élasticité intergénérationnelle des gains)  
dans certains pays de l'OCDE



Source : OCDE (2015), *Tous concernés : Pourquoi moins d'inégalité profite à tous*, Éditions OCDE, Paris, <http://dx.doi.org/10.1787/888933207806>.

### De vifs débats

Il n'est pas évident d'établir un lien entre les inégalités et des problèmes sociaux spécifiques, entre autres parce que l'impact des inégalités et l'impact de la pauvreté sont parfois difficiles à distinguer. Par exemple, pour toute une série de raisons – mauvaise alimentation et accès déficient à des soins de santé adéquats, notamment –, les personnes plus pauvres ont généralement davantage de problèmes de santé. Mais, dans une société très inégalitaire, d'autres facteurs peuvent-ils également jouer ? Les réponses à ces questions sont importantes. En effet, les politiques à mettre en œuvre peuvent différer selon qu'elles ciblent la pauvreté

(prestations destinées aux familles à faible revenu, par exemple) ou les inégalités (imposition beaucoup plus élevée des hauts revenus, par exemple).

À l'heure actuelle, l'idée selon laquelle les inégalités causent toute une série de problèmes sociaux et de santé donne lieu à de vifs débats. Selon les épidémiologistes britanniques Kate Pickett et Richard Wilkinson, il existe bien un lien particulier entre les inégalités et « toutes sortes de maux sociaux » tels que les décrit *The Economist* : « délinquance accrue, taux de mortalité infantile plus élevés, obésité chez les adultes, espérance de vie réduite, grossesses adolescentes plus fréquentes, augmentation des discriminations contre les femmes, et ainsi de suite ». Quand les êtres humains se perçoivent comme socialement inférieurs, expliquent ces chercheurs, leur organisme sécrète du cortisol, une hormone associée à une élévation de la tension artérielle et des niveaux de sucre, lesquels peuvent conduire à diverses affections. Les conséquences sociales du stress viendraient de ce que le cortisol tendrait à l'emporter sur d'autres hormones socialement utiles, comme l'ocytocine, qui joue un rôle essentiel dans l'établissement de relations de confiance. Ces recherches ont toutefois été contestées, non seulement pour des questions liées aux données, mais aussi, selon certaines critiques, parce que les comparaisons internationales ne prennent pas en compte d'autres facteurs tels que le régime alimentaire et la génétique propres à chaque pays.

Un examen indépendant de ces recherches, commandé par la Joseph Rowntree Foundation au Royaume-Uni, donne probablement la meilleure synthèse de l'état actuel de la réflexion. Il y a un consensus pour dire qu'il existe une *corrélation* entre inégalités, d'une part, et problèmes sociaux et problèmes de santé, de l'autre. Cependant, « on s'entend moins sur la question de savoir si, indépendamment de tout autre facteur, les inégalités de revenu sont une source de problèmes de santé et de problèmes sociaux, mais certaines études rigoureuses ont apporté des preuves allant dans ce sens ». Vu la hausse générale des inégalités, il est probable que d'autres recherches seront menées dans ce domaine.







## **Quelles politiques adopter face aux inégalités de revenu ?**

**Les gouvernements peuvent s'attaquer au creusement des inégalités de revenu de nombreuses façons, et plus particulièrement en intervenant dans trois grands champs de politique : l'éducation, l'emploi et le système de prélèvements et de prestations.**

## Thèmes clés

Il y a au cœur du débat sur les inégalités un enjeu plus profond : à qui bénéficie la croissance économique ? Il est devenu évident dans de nombreux pays de l'OCDE que les bénéfices de la croissance économique ne sont pas équitablement partagés et qu'ils le sont de moins en moins. Dans une certaine mesure, cette tendance traduit des changements fondamentaux de l'économie mondiale. Mais cela ne signifie pas que nos sociétés ne peuvent pas – ou ne devraient pas – s'y attaquer en rendant la croissance plus inclusive.

Les politiques publiques constituent un moyen important d'y parvenir. Cela peut vouloir dire repenser les **objectifs des politiques** afin de trouver un meilleur équilibre entre la quête de la prospérité et un progrès social et environnemental plus large, tout en s'assurant que les opportunités sont largement partagées. Ce type d'approches soulève des questions fondamentales sur la façon dont nous mesurons le progrès. Il peut aussi nous placer devant des choix difficiles entre différentes politiques qui peuvent être favorables à la croissance mais pas au bien-être.

Afin de rendre la croissance plus inclusive, les gouvernements doivent travailler dans de nombreux champs de politique. L'un des plus importants est l'éducation, qui constitue un facteur déterminant des chances de réussite dont jouira chaque personne au cours de sa vie. C'est pourquoi les politiques d'éducation doivent répondre aux besoins des **jeunes du préscolaire à l'université**, en assurant qu'ils bénéficient du meilleur départ possible dans la vie ainsi que du soutien dont ils ont besoin tout au long de leur scolarité.

L'éducation est étroitement liée aux **compétences et à la formation**, lesquelles conditionnent de façon croissante la capacité de chacun à gagner décemment sa vie. Les politiques doivent donc veiller à ce que les travailleurs bénéficient des formations dont ils ont besoin et puissent tirer le meilleur parti de leurs talents au sein de la population active.

Le travail est également essentiel pour réduire les inégalités et s'assurer que les familles ne tombent pas dans le piège de la pauvreté, ce qui est devenu un grave sujet de préoccupation dans de

nombreux pays de l'OCDE depuis la crise financière. Tout en réunissant les conditions économiques nécessaires à la création d'emplois, les politiques doivent viser à **accroître la participation au marché du travail**, en particulier pour les femmes et les jeunes.

Dernier champ d'action à privilégier : les **prélèvements et les prestations**, c'est-à-dire l'argent que l'État prélève pour le redistribuer. Dans les pays développés, les prélèvements et les prestations jouent un rôle important dans la réduction des inégalités, même si leur efficacité pourrait être améliorée dans de nombreux pays. Cela peut exiger de mieux cibler l'aide sur ceux qui en ont le plus besoin et de limiter les allègements et les abattements fiscaux dont bénéficient de manière disproportionnée les hauts revenus.

## 5.1. Politiques : viser la croissance, le bien-être ou les deux ?

Ces dernières décennies, de nombreux pays ont vu une part grandissante des bénéfices de la croissance économique revenir à des personnes qui se trouvent déjà au sommet de l'échelle économique. Cette tendance a amené beaucoup de gens à s'interroger sur l'objectif de la politique économique. Devrait-elle viser la croissance et en faire une fin en soi, en espérant que tout le monde en profitera ? Ou devrait-elle viser expressément une croissance plus inclusive, en assurant une répartition plus équitable des fruits de la croissance et un équilibre entre les fins économiques et un large éventail d'objectifs sociaux et économiques ?

### ***Plus que la croissance***

Il va de soi que la croissance économique est généralement un objectif clé des politiques. Elle est essentielle pour que les sociétés puissent s'offrir des soins de santé, un système éducatif, des parcs publics, etc. Mais l'augmentation du PIB – la mesure la plus répandue de la croissance économique – ne signifie pas nécessairement que tout va pour le mieux. Par exemple, cela peut masquer des problèmes sous-jacents, comme l'accumulation d'un

endettement insoutenable, qui peuvent tôt ou tard entraîner un revirement douloureux.

Poursuivre la croissance pour elle-même risque aussi de mettre en péril les ressources nécessaires à une croissance durable. La question se pose avec éloquence en Chine, l'une des locomotives économiques mondiales : selon la Banque asiatique de développement, moins de 1 % des 500 plus grandes villes chinoises respectent les lignes directrices de l'Organisation mondiale de la santé relatives à la qualité de l'air. Le gouvernement chinois a pris acte de ces tensions inhérentes à la croissance rapide du pays, le premier ministre Li Keqiang déclarant à ce propos : « Nous ne devrions pas poursuivre la croissance économique au détriment de l'environnement. »

C'est peut-être moins évident, mais une croissance économique déséquilibrée peut aussi être une source d'instabilité des revenus qui nuit à la stabilité sociale et mine les conditions de la croissance à venir en réduisant la capacité des familles plus pauvres à investir dans les compétences et l'éducation (voir [Section 4.2](#)).

### **Mesurer le bien-être de nos sociétés**

Si l'augmentation du PIB n'est pas un indicateur fiable du progrès, un tel indicateur existe-t-il ? Voilà une question qu'on se pose de plus en plus depuis quelques années, tout en s'inquiétant de la difficulté de nos sociétés à mesurer ce qui importe vraiment. « Ce que l'on mesure a une incidence sur ce que l'on fait, écrivaient dans un rapport paru en 2009 les éminents économistes Joseph Stiglitz, Amartya Sen et Jean-Paul Fitoussi ; or, si les mesures sont défectueuses, les décisions peuvent être inadaptées. »

Le PIB (ou produit intérieur brut, indicateur de l'activité économique très largement utilisé) a fait les frais des critiques, sans que ce soit pour autant toujours justifié. Après tout, le PIB n'a pas été conçu pour mesurer le bien-être. Et même en tant que mesure économique, il ne donne qu'une indication très limitée de la capacité des gens à joindre les deux bouts. C'est également vrai des indicateurs dérivés du PIB, comme le PIB par habitant (calculé en divisant la taille de l'économie par le nombre d'habitants) : « Si les

inégalités se creusent par rapport à la croissance moyenne du PIB par tête, beaucoup de personnes peuvent se trouver plus mal loties, alors même que le revenu moyen a augmenté », précise le rapport de la Commission Stiglitz.

C'est pourquoi nous devons aller au-delà des données afin de déterminer si la croissance – l'augmentation du PIB – est inclusive, c'est-à-dire si elle procure de larges bénéfices. Les données sur les inégalités et la pauvreté peuvent nous y aider (voir [Chapter 1](#)), mais, pour nous faire une idée plus juste de ce que vivent les gens, il ne faut nous arrêter aux données brutes sur les revenus et les inégalités.

Au fil des ans, divers indicateurs ont été conçus pour donner une image plus juste de l'état de nos sociétés. Par exemple, l'Indice de développement humain (IDH), produit par le Programme des Nations Unies pour le développement, indique le niveau de développement d'un pays par un chiffre unique obtenu à partir de trois indicateurs distincts : revenu ; espérance de vie, qui traduit l'état de santé des gens ; nombre d'années de scolarisation. En 2012, la Norvège se classait au premier rang en termes de développement humain dans le monde (avec une espérance de vie dépassant 81 ans), tandis que le Niger était 186e (avec une espérance de vie de seulement 55 ans).

L'OCDE analyse de façon plus large le bien-être avec son Indicateur du vivre mieux, qui évalue un vaste éventail d'économies développées et émergentes en fonction de leurs performances dans 11 dimensions telles que le logement, le revenu, l'éducation et la satisfaction à l'égard de la vie. Certains pays, comme les États-Unis, le Luxembourg et la Suisse, obtiennent de bons résultats en termes de revenu disponible moyen des ménages (voir [Section 1.2](#)), mais s'en tirent moins bien au regard des mesures plus larges du bien-être de l'Indicateur. D'autres pays, comme l'Australie, la Suède et le Canada, se classent moins bien en termes de revenu, mais sont mieux classés selon des critères liés au « bonheur » tels que l'équilibre travail-vie et la satisfaction à l'égard de la vie.

**Approfondissement – OCDE :** L'Indicateur du vivre mieux de l'OCDE est un outil interactif qui permet à chacun de comparer le bien-être à travers les pays dans 11 dimensions jugées essentielles en matière de satisfaction des besoins matériels et de qualité de vie décente, [www.oecdbetterlifeindex.org/fr](http://www.oecdbetterlifeindex.org/fr).

### ***Des inégalités au-delà du revenu***

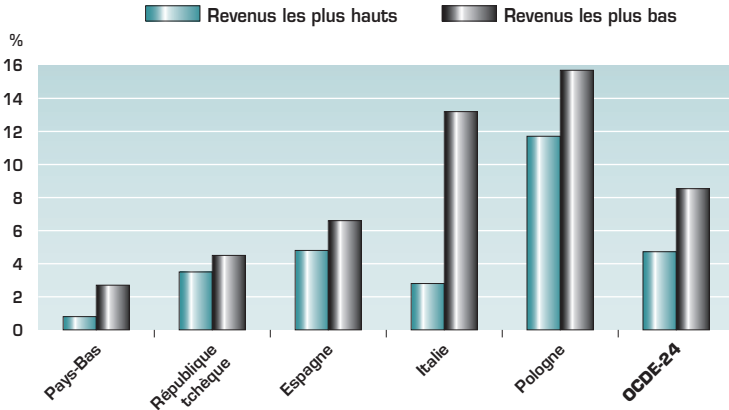
Il y a cependant des limites à ce que nous apprennent les chiffres par pays : les indicateurs généraux du « bien-être » ne peuvent pas nous éclairer sur certaines inégalités importantes au sein des sociétés dans des domaines tels que la santé et l'accès aux soins de santé, ou l'éducation. Or, de telles inégalités sont parfois frappantes. En Écosse, par exemple, l'espérance de vie d'un garçon né à Lenzie, petite ville plutôt aisée de la banlieue de Glasgow, est d'environ 82 ans, selon des données citées par l'Organisation mondiale de la santé. À 12 kilomètres de là, dans le quartier défavorisé de Calton, l'espérance de vie d'un garçon est seulement de 54 ans.

Outre ces inégalités touchant la santé, la plupart des pays connaissent aussi des inégalités d'accès aux services publics, qu'il s'agisse des soins de santé ou de l'éducation. Dans les pays de l'OCDE pour lesquels on dispose de données, les adultes à faible revenu sont systématiquement moins susceptibles que les autres d'avoir consulté un dentiste au cours des 12 derniers mois. De même, ces adultes sont moins susceptibles de bénéficier d'un dépistage du cancer du sein, du cancer colorectal et du cancer du col de l'utérus. L'accès à l'éducation peut également révéler des écarts très nets en fonction du milieu familial de la personne (voir [Section 4.4](#)).

Tout cela illustre le fait que les politiques ciblant les inégalités et visant la croissance inclusive ne doivent pas se contenter d'offrir des compléments de revenu. Par exemple, il peut être nécessaire de mettre davantage l'accent sur le soutien apporté en matière d'éducation aux jeunes issus de familles défavorisées et de créer des programmes destinés à promouvoir la santé et un mode de vie sain ciblant spécifiquement les groupes à faible revenu.

**Données : Les personnes à faible revenu sont plus susceptibles que celles à haut revenu d'avoir déclaré des besoins insatisfaits en soins médicaux. Les coûts sont l'obstacle le plus souvent cité.**

Besoins insatisfaits d'examen médical par niveau de revenu, pays européens, 2011



Source : OCDE (2013), *Panorama de la santé 2013*, Éditions OCDE, Paris, <http://dx.doi.org/10.1787/888932922310>.

### **Arbitrages – choix difficiles**

Les politiques à mettre en œuvre pour lutter contre les inégalités et rendre la croissance plus inclusive sont donc complexes et multidimensionnelles. Elles peuvent comprendre des mesures prises sur plusieurs fronts : fiscalité, politiques de santé et d'éducation, marchés du travail, etc. Mais elles peuvent aussi impliquer des choix difficiles. Certaines politiques peuvent favoriser à la fois la croissance et la réduction des inégalités – solution gagnant-gagnant –, comme c'est habituellement le cas des politiques qui améliorent l'accès à l'éducation et, tout particulièrement, la qualité des soins et de l'éducation à la petite enfance (voir [Section 5.2](#)).

À l'inverse, certaines formes de fiscalité peuvent favoriser la croissance tout en étant néfastes en termes d'inégalités. Par exemple, les économistes s'entendent généralement pour dire que

les impôts indirects, tels que les taxes à la consommation comme la taxe sur la valeur ajoutée (TVA), ont une incidence nettement plus faible sur l'activité économique que les impôts directs, comme l'impôt sur le revenu. Cependant, en termes d'inégalités de revenu, les impôts indirects frappent généralement les faibles revenus plus durement que les hauts revenus et contribuent ainsi à accroître les inégalités (voir [Section 5.4](#)).

**Approfondissement – OCDE :** *Réformes économiques 2012 : Objectif croissance* aborde les arbitrages qui peuvent s'imposer entre croissance et égalité, <http://10.1787/growth-2012-fr>.

Ces exemples permettent de saisir une caractéristique importante de la lutte contre les inégalités : de nombreuses décisions clés relèvent moins de l'économie que de la politique, c'est-à-dire de la façon d'exercer le pouvoir au sein de la société et de prendre les décisions collectives. Les choix que font nos sociétés sont souvent révélateurs de leur « tolérance » pour les inégalités. Certaines favorisent une combinaison de politiques visant à réduire au maximum les écarts de revenu, quand d'autres privilégient des politiques offrant des incitatifs aux « gagnants » de l'économie afin de stimuler la croissance.

## 5.2. Éducation : du préscolaire à l'université

Il existe un lien étroit entre le milieu social et la réussite scolaire des enfants et des jeunes (voir [Section 4.3](#)). Cependant, comme le montrent les enquêtes PISA de l'OCDE, cette « règle » n'est pas absolue. Chaque pays compte nombre d'enfants issus de familles défavorisées qui font d'excellentes études. De même, certains pays réussissent bien mieux que d'autres à limiter les effets du milieu social sur l'éducation. Y parvenir exige cependant d'adopter des politiques d'éducation et d'accueil qui soient efficaces tout au long de la vie des jeunes, et ce, dès la petite enfance.

Deux « grandes idées » traversent toute réflexion sur le rôle de l'éducation dans la lutte contre les inégalités. La première est l'équité, concept qui repose lui-même sur deux principes clés : d'une



part, la « justice », autrement dit assurer que la réussite scolaire de chacun ne sera affectée ni par son milieu d'origine, ni par des caractéristiques personnelles telles que le sexe, l'origine ethnique ou la situation familiale ; d'autre part, l'« inclusion », un vaste concept qui peut se résumer à l'idée que chacun, de quelque milieu qu'il vienne, devrait acquérir certaines compétences de base grâce à l'éducation (voir ci-dessous). La deuxième grande idée est la qualité : cela signifie non seulement qu'il faut de bonnes écoles, mais que les systèmes globaux d'éducation doivent répondre aux besoins des élèves et leur offrir l'ensemble des options correspondant à leurs capacités et aptitudes individuelles.

### **Structures d'accueil et éducation préscolaire**

Ces dernières décennies, on a pris conscience de l'importance déterminante que revêt la petite enfance dans le développement des individus tout au long de leur vie. Les enfants de milieux aisés bénéficient parfois d'avantages considérables pendant ces années, mais une partie de cet écart peut être comblé en offrant aux enfants de familles moins favorisées des services de garde et une éducation préscolaire de grande qualité.

L'influence du milieu social sur la réussite des élèves au secondaire est moins grande dans les pays où les taux d'inscription aux services de garde et au préscolaire sont plus importants et où les niveaux de dépenses sont plus élevés. Il existe également d'autres avantages. Là où sont offertes des structures d'accueil abordables et de grande qualité, il est plus facile pour les parents – et en particulier les mères – d'aller travailler à l'extérieur, ce qui peut contribuer à réduire la pauvreté et à accroître les taux d'emploi.

De tels programmes ne font pas toujours l'unanimité, notamment parce que les retours sur les investissements consacrés aux soins et à l'éducation des très jeunes enfants mettent longtemps à se matérialiser. Mais lorsqu'ils portent leurs fruits, ils peuvent être plus importants que pour toute autre forme d'investissement visant les jeunes. Comme l'affirme l'économiste James Heckman, les jeunes ont toute leur vie pour récolter les bénéfices des soins et de l'éducation reçus dans leur petite enfance. En outre, lorsqu'on a bénéficié d'un apprentissage très précoce, il est plus facile de

continuer à apprendre tout au long de sa vie, ce qui permet d'améliorer encore ses compétences et son éducation.

**Approfondissement – OCDE :** Le volume III de *Petite enfance, grands défis* analyse les défis à relever pour offrir des services de garde et une éducation préscolaire de grande qualité, <http://dx.doi.org/10.1787/9789264167025-fr>.

La qualité est cependant essentielle, et elle doit sous-tendre la réglementation des soins préscolaires ainsi que la conception des programmes et des objectifs d'apprentissage. Elle doit également être au cœur du recrutement du personnel des centres offrant soins et éducation : les recherches montrent que les enfants s'en tirent mieux lorsqu'ils sont confiés à un personnel qualifié qui possède les connaissances et les compétences nécessaires pour créer un environnement stimulant où ils peuvent apprendre et se développer par le jeu.

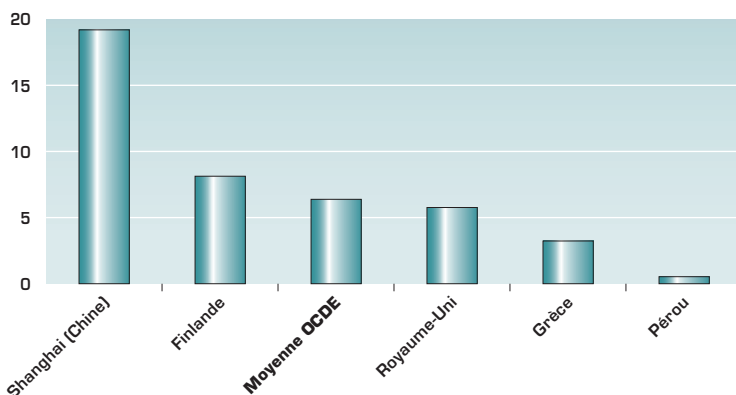
### **L'équité dans l'éducation**

Certaines des découvertes les plus importantes concernant l'équité dans l'éducation (assurer à tous les jeunes un accès équitable aux possibilités d'apprentissage) proviennent des enquêtes PISA de l'OCDE. Ces évaluations des élèves âgés de 15 ans, qui sont menées tous les trois ans dans une soixantaine de pays, montrent sans ambiguïté que certains systèmes éducatifs parviennent bien mieux que d'autres à réduire les obstacles socioéconomiques à la réussite. Le pourcentage d'élèves « résilients » – les jeunes qui « déjouent le sort » en réussissant mieux que ne le laissait présager leur milieu familial – en constitue un bon marqueur. Dans un certain nombre d'économies et de pays d'Asie de l'Est, plus de 15 % des élèves sont résilients, selon l'enquête PISA 2012, alors que la moyenne des pays de l'OCDE dépasse à peine 6 %.

Au fil des années, l'enquête PISA de l'OCDE a mis en relief plusieurs facteurs qui favorisent l'équité dans l'éducation. Le principal tient aux enseignants. « Nulle part la qualité du système scolaire n'excède la qualité de ses enseignants », affirme Andreas Schleicher, qui dirige l'enquête PISA. De fait, un grand nombre des

**Données : La proportion d'élèves résilients – les élèves qui réussissent mieux aux tests de l'enquête PISA que ne le laissait présager leur milieu social – varie grandement selon les pays.**

Pourcentage d'élèves résilients parmi tous les élèves, PISA 2012



Source : OCDE (2014), *Résultats du PISA 2012 : L'équité au service de l'excellence (Volume II) : Offrir à chaque élève la possibilité de réussir*, Éditions OCDE, Paris, <http://dx.doi.org/10.1787/888932964813>.

Les systèmes éducatifs les plus performants sont parvenus à attirer les enseignants les plus doués dans les écoles défavorisées. S'il est important de donner aux élèves des objectifs d'apprentissage ambitieux, ces systèmes reconnaissent également qu'il est important de former les enseignants de telle sorte qu'ils soient à même de comprendre les besoins de chaque enfant et de personnaliser ensuite leur enseignement en fonction de ces besoins. Il est en outre essentiel de soutenir les enseignants tout au long de leur carrière en encourageant la collaboration et l'apprentissage mutuel entre enseignants, ainsi que la formation et le perfectionnement professionnels continus.

**Approfondissement – OCDE :** Pour découvrir ce que pensent les enseignants de leurs conditions de travail et de leurs écoles, voir l'Enquête internationale sur l'enseignement et l'apprentissage (TALIS) de l'OCDE, [www.oecd.org/edu/school/talis.htm](http://www.oecd.org/edu/school/talis.htm).

Le succès des systèmes scolaires est également associé à d'autres facteurs, comme l'a montré l'enquête PISA. L'un de ces facteurs est l'« inclusivité », une notion qui couvre plusieurs domaines : être plus inclusif peut signifier scolariser les élèves handicapés dans les classes ordinaires, mélanger les élèves issus de familles aisées et de familles plus pauvres, ou encore retarder l'orientation scolaire des enfants. Dans certains pays, l'orientation vers l'enseignement général ou l'enseignement professionnel dépend traditionnellement tout autant du milieu social de l'enfant que de ses aptitudes. Ce type d'approche risque de déprécier l'enseignement professionnel, alors que ce devrait être une option d'enseignement attrayante dans l'offre éducative de chaque pays, tout en limitant injustement les choix des jeunes.

**Approfondissement – OCDE :** Les conclusions de l'enquête PISA sur l'équité dans l'éducation sont présentées dans *Résultats du PISA 2012 : L'équité au service de l'excellence*, <http://dx.doi.org/10.1787/9789264205321-fr>.

### **Un accès inégal à l'éducation**

Les jeunes issus de milieux défavorisés sont sous-représentés dans l'enseignement supérieur. La composition des effectifs des universités et des établissements d'enseignement supérieur en constitue un bon indicateur. Pour que l'enseignement supérieur soit le reflet fidèle de la population, il devrait compter près de deux fois plus de jeunes issus de familles dont les parents ont un faible niveau d'instruction (secondaire inachevé) qu'il n'en compte dans la réalité. Certes, de nombreux jeunes venant de familles défavorisées se rendent jusqu'à l'université, mais l'influence du milieu social s'y fait alors également sentir. Beaucoup d'entre eux fréquentent des établissements peu réputés, plutôt que les plus cotés ; suivent des formations courtes menant à des diplômes à finalité professionnelle, comme l'ergothérapie, plutôt que des formations longues, comme la médecine ; et, enfin, sont sous-représentés dans l'enseignement supérieur de haut niveau, notamment dans les programmes de doctorat.

Souvent, les obstacles à l'enseignement supérieur que rencontrent les jeunes gens défavorisés ne tiennent pas à des

contraintes d'ordre financier – même si elles jouent certainement un rôle –, mais plutôt au fait qu'ils n'ont pas les bons diplômes. Cela ne fait que confirmer l'importance d'agir tôt et de soutenir les jeunes tout au long de l'enseignement préscolaire et de la scolarité obligatoire ; si l'on attend qu'ils aient l'âge d'entrer à l'université, il y a de bonnes chances que ce ne soit qu'une occasion ratée. L'orientation professionnelle est également importante au secondaire afin que les parents qui ont un faible niveau d'instruction et leurs enfants comprennent bien ce que peut apporter l'enseignement supérieur.

**Approfondissement – Essentiels** : L'éducation ne favorise plus autant qu'autrefois la mobilité sociale, explique le blog OECD Insights, <http://wp.me/p2v6oD-1Pj>.

De plus, les systèmes éducatifs ne devraient pas limiter les options des futurs étudiants en les orientant tôt dans leur scolarité dans une filière à vocation exclusivement professionnelle. Offrir des possibilités d'enseignement professionnel présente des avantages de plus en plus reconnus, en particulier pour les élèves qui risqueraient autrement d'abandonner l'école. Cependant, trop souvent, seul le milieu social détermine l'orientation vers l'enseignement professionnel. Les enfants, en particulier ceux issus de familles défavorisées, peuvent ainsi être envoyés dans une filière professionnelle dès 10 ou 12 ans, ce qui les prive de tout accès à l'enseignement général à un âge où ils n'ont pas encore pleinement développé leurs centres d'intérêt et leurs aptitudes. C'est pourquoi de nombreuses passerelles entre les filières générale et professionnelle devraient être offertes au secondaire pour s'assurer de ne pas restreindre indûment les choix des élèves.

### 5.3. Compétences : préparer les travailleurs au changement

L'écart de revenu grandissant entre les travailleurs hautement qualifiés et les travailleurs peu qualifiés contribue beaucoup aux inégalités de revenu (voir [Section 3.3](#)). Il va de soi que, dans l'économie moderne, les travailleurs aux compétences relativement

faibles continueront de faire face à des défis croissants. Selon les économistes Benedikt Frey et Michael Osborne, la menace de l'informatisation pèse sur 47 % des emplois existants aux États-Unis. Il s'agit, pour beaucoup d'entre eux, d'emplois de bureau aux tâches répétitives, mais, avec les progrès de l'intelligence artificielle, même des tâches de haut niveau subiront la concurrence croissante des ordinateurs.

**Approfondissement – Essentiels :** Un robot va-t-il vous voler votre emploi ? Pour en savoir plus, voir le blog OECD Insights, <http://wp.me/p2v6oD-1NQ>.

Cependant, il n'est pas nécessaire de se projeter dans l'avenir pour voir quel est le coût des compétences obsolètes, que ce soit pour une économie nationale ou pour un individu. À l'échelle nationale, les écarts de salaires sont généralement plus faibles dans les pays où les compétences sont distribuées de façon plus égale dans la population active. Pour les individus, de faibles niveaux de compétences sont associés à des taux de chômage plus élevés et à des revenus plus faibles. Ils sont également associés à d'autres effets indésirables, tels qu'une plus grande probabilité d'avoir des problèmes de santé et des niveaux plus faibles d'engagement social (même si la relation de cause à effet n'est pas nécessairement évidente).

Le processus consistant à doter les individus des compétences nécessaires pour réussir dans les économies et les sociétés de demain doit commencer dès le plus jeune âge, puis se poursuivre tout au long de l'enseignement formel des jeunes. Mais cette tâche ne s'arrête pas au moment où ils quittent le système éducatif. Tout au long de la vie professionnelle des individus, les politiques publiques doivent encourager un investissement continu dans la formation, s'assurer que les gens qui veulent travailler puissent le faire et veiller à une meilleure concordance entre leurs aptitudes et le travail qu'ils font réellement.

### **Développer les compétences**

Même au plus fort de la Grande Récession, certains employeurs avaient des problèmes pour embaucher. Par exemple, en 2010 en

Grèce, alors qu'il atteignait presque 18 %, le taux de chômage était très inférieur au pourcentage d'entreprises déclarant avoir des difficultés de recrutement : 41 %. Les raisons de telles inadéquations sont complexes. Il est possible que les recrues potentielles vivent dans une région éloignée du pays ou qu'elles soient découragées par la faible rémunération et les mauvaises conditions de travail offertes. Il se peut aussi qu'elles n'aient pas les diplômes que recherchent les entreprises.

De telles difficultés montrent qu'il est nécessaire de se faire une idée précise des possibilités de chacun au sein de la population active, ce qui ensuite pourra aider à concevoir des politiques qui favorisent les perspectives d'emploi des individus. Certaines orientations sont relativement évidentes. Par exemple, en offrant aux jeunes des formations de grande qualité qui les amènent à quitter la salle de classe pour mettre un pied dans le monde du travail, on contribue à ce qu'ils développent non seulement des compétences techniques (*hard skills*) sur des équipements modernes, mais aussi des compétences plus générales (*soft skills*), notamment en termes de travail d'équipe. D'autres orientations sont moins évidentes : on peut ainsi concevoir les systèmes fiscaux de façon à offrir aux entreprises et aux individus des incitations à investir dans la formation.

**Approfondissement – OCDE** : La Stratégie de l'OCDE sur les compétences vise à favoriser le développement de compétences de grande qualité et à aider les pays à en tirer le meilleur parti, <http://dx.doi.org/10.1787/9789264178717-fr>.

### **Mettre à profit les compétences**

Pour diverses raisons, de nombreuses personnes dotées de compétences utiles sont dissuadées de travailler. Le problème concerne en particulier les femmes ainsi que d'autres groupes tels que les travailleurs arrivant en fin de carrière. En Islande et en Nouvelle-Zélande, plus des trois quarts des travailleurs plus âgés (55-64 ans) sont toujours actifs ; dans une douzaine d'autres pays de l'OCDE, cette proportion est inférieure de plus de moitié.

Dans de nombreux cas, les individus décident de ne pas travailler parce que cela n'en vaut pas la peine. Le coût élevé des structures d'accueil constitue un obstacle particulier pour beaucoup de femmes (voir [Section 5.5](#)), tout comme le manque de flexibilité au travail (travail à temps partiel, par exemple). Concernant les travailleurs plus âgés, ils peuvent être encouragés à prendre une retraite anticipée par des systèmes de retraite qui limitent les avantages financiers pour ceux qui restent actifs passé la mi-cinquantaine. Face au vieillissement de la population, les gouvernements durcissent de plus en plus les règles sur les départs anticipés à la retraite. En Nouvelle-Zélande, par exemple, le taux d'activité des travailleurs plus âgés s'est ainsi accru, passant de 44 % à 76 % entre 1990 et 2010.

### **Faire concorder compétences et emplois**

Les jeunes rencontrent parfois beaucoup de difficultés à mettre à profit leurs compétences et leur formation. Non seulement ils connaissent des taux de chômage plus élevés, mais, lorsqu'ils travaillent, ils occupent souvent des emplois instables qui ne correspondent pas à leurs diplômes et leur offrent peu de sécurité d'emploi. Le chômage de longue durée, lorsqu'ils en font l'expérience de façon précoce, risque d'avoir des conséquences stigmatisantes sur les jeunes et d'affecter leurs perspectives d'emploi durant toute leur vie.

**Approfondissement – OCDE :** Pour savoir comment la vie professionnelle des jeunes peut prendre un bon départ, voir le projet de l'OCDE intitulé Des emplois pour les jeunes, <http://dx.doi.org/10.1787/9789264096110-fr>.

Les politiques publiques peuvent contribuer à décourager les pratiques de type débauche-empauche, qui pénalisent les jeunes par rapport aux autres groupes. Elles peuvent aussi, par des incitations financières, aider à surmonter les réticences des entreprises à embaucher des jeunes relativement inexpérimentés. De plus, elles peuvent encourager l'entrepreneuriat ainsi que les *start-ups* innovantes, qui ont fait leurs preuves en matière de création d'emplois et peuvent offrir des emplois correspondant bien aux aptitudes des jeunes.



## 5.4. Emplois : amener un plus grand nombre à travailler

Si c'est loin d'être la seule façon de lutter contre les inégalités et la pauvreté, le travail peut faire beaucoup pour sécuriser l'avenir économique des individus et leur donner de bonnes assises. Selon le rapport de l'OCDE intitulé *Comment va la vie ?*, « l'emploi ne procure pas seulement un salaire : il donne aussi la possibilité de progresser, d'acquérir de nouvelles compétences et de nourrir de nouvelles ambitions, ainsi que de se sentir utile dans la société ».

Le rôle du travail est mis en évidence avec d'autant plus d'acuité quand il se fait rare, comme c'est le cas depuis quelques années. La crise de l'emploi a des effets visibles, ainsi qu'en témoigne dans de nombreux pays de l'OCDE l'augmentation du pourcentage de personnes vivant dans des ménages « sans emploi ». Dans certaines économies de la zone euro – Grèce, Irlande et Espagne –, le nombre de personnes vivant dans un ménage dont aucun membre ne travaille a doublé depuis 2007, tandis qu'il a augmenté de 20 % ou plus dans plusieurs autres pays.

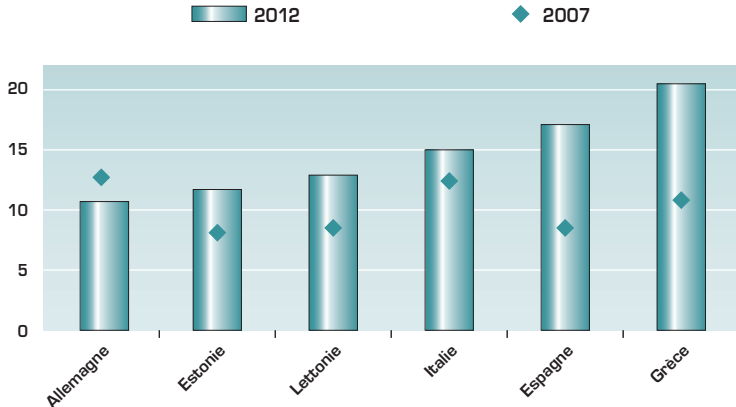
Les familles dont aucun membre ne travaille sont plus à risque de tomber sous le seuil de la pauvreté, et les enfants vivant dans ces familles peuvent en être désavantagés durant toute leur vie. Afin de contrecarrer ces effets négatifs, il est important de ne pas se contenter de ramener sur le marché du travail les travailleurs licenciés, mais également d'encourager l'emploi dans certains groupes qui sont sous-représentés dans la population active, surtout les jeunes, les personnes souffrant d'un handicap à long terme et – en particulier – les femmes.

### **La pauvreté au travail**

Si le travail est probablement le moyen le plus efficace de lutter contre la pauvreté, on craint depuis quelques années que son efficacité à le faire ne décline. Cela tient à plusieurs raisons, et entre autres au phénomène de la « pauvreté au travail », c'est-à-dire des travailleurs qui gagnent trop peu pour se hisser au-dessus du seuil de la pauvreté.

**Données :** Le nombre d'adultes vivant dans des ménages où personne ne travaille s'est accru dans certains pays suite à la crise financière.

Pourcentage d'adultes vivant dans des ménages sans emploi



Source : OCDE (2014), *Panorama de la société 2014*, Éditions OCDE, Paris, <http://dx.doi.org/10.1787/888932994282>.

Quelles sont les causes de la pauvreté au travail ? La faiblesse des salaires et le nombre insuffisant d'heures de travail sont deux facteurs évidents. Cette pauvreté est également liée à la précarité de l'emploi, autrement dit l'alternance fréquente entre des emplois peu rémunérés et le chômage. De fait, de nombreux marchés du travail ont connu ces dernières décennies une division croissante entre les travailleurs bénéficiant de contrats très stables et les travailleurs à contrat temporaire, qui ont souvent une faible sécurité d'emploi tout en étant exposés à des périodes de chômage répétées entre deux emplois. Le nombre d'adultes qui travaillent au sein du ménage joue également : généralement, le phénomène de pauvreté au travail est moins marqué quand le ménage en compte deux, ou plus, plutôt qu'un seul.

**Plus d'emplois et de meilleurs emplois**

Que peuvent faire les gouvernements pour amener plus de gens à entrer dans la population active ? Il est évidemment essentiel de créer des conditions économiques favorables à la création d'emplois

pour s'assurer qu'il y a une forte demande de travailleurs. Mais il peut aussi être utile de s'assurer qu'il y ait de fortes incitations à chercher du travail. En matière d'indemnités de chômage, cela peut signifier pour l'État de passer d'un soutien « passif », qui peut se résumer à verser des allocations, à un soutien plus « actif », consistant à offrir des services de type aide à la recherche d'emploi et formation, tout en versant des prestations seulement aux personnes qui démontrent qu'elles cherchent activement du travail.

Des politiques plus ciblées peuvent aussi contribuer à répondre aux besoins de groupes sous-représentés dans la population active, notamment les femmes et les jeunes, ainsi que d'autres groupes tels que les travailleurs à temps partiel et les travailleurs temporaires.

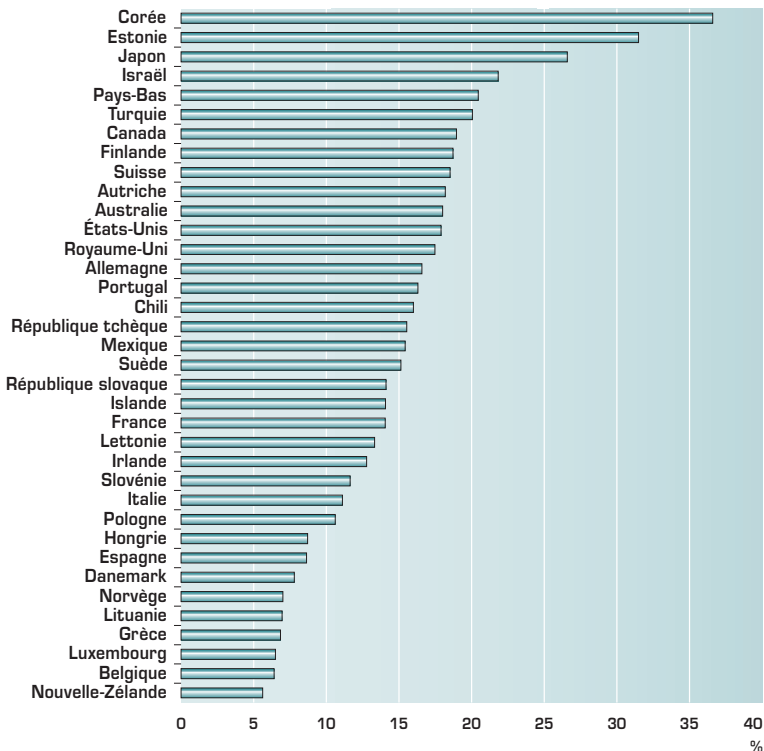
Femmes : Les femmes occupent une place croissante dans la population active, et l'écart se resserre progressivement avec les hommes à la fois en matière d'emploi et de salaire. Depuis vingt ans, l'écart hommes-femmes en termes d'emploi – le pourcentage d'hommes actifs moins le pourcentage de femmes actives – a ainsi diminué de 7 points de pourcentage. Cependant, cet écart reste élevé : 16 %. Et ce chiffre ne tient pas compte du fait que plus de femmes que d'hommes travaillent à temps partiel : une fois cette différence prise en compte, l'écart en termes d'emploi atteint presque 24 points.

Il subsiste également des écarts de rémunérations, même si, là encore, ils se sont resserrés. Depuis 2000, l'écart de rémunération entre les hommes et les femmes employés à temps plein a diminué dans les pays de l'OCDE, passant d'environ 18 points de pourcentage à environ 15 points. Cette moyenne masque toutefois des différences considérables entre les pays, l'éventail allant de plus de 36 points en Corée à moins de 6 points en Nouvelle-Zélande. D'autres écarts subsistent : ainsi, environ 83 % des femmes travaillent dans le secteur des services, contre seulement 34 % des hommes. De plus, les femmes sont bien moins susceptibles d'occuper des postes de direction : en 2013, dans les pays de l'OCDE, seulement un peu plus d'un tiers de ces postes revenaient à des femmes. Des écarts persistent également en matière de soins aux enfants – un facteur important pour beaucoup de femmes dans leur décision de travailler à temps plein, à temps partiel, voire de

travailler ou non. Les femmes portent encore le fardeau le plus lourd dans ce domaine : en moyenne, dans les pays de l'OCDE, elles consacrent plus de quatre heures et demie par jour à des tâches non rémunérées – soins aux enfants et tâches ménagères, principalement –, soit environ deux fois plus de temps que les hommes.

**Données : L'écart de salaires entre les femmes et les hommes diminue, mais il atteint encore environ 15 points de pourcentage en moyenne, et environ deux fois plus dans certains pays.**

Écart de salaires entre les hommes et les femmes employés à plein temps, 2013 ou dernière année disponible



Source : Portail de données de l'OCDE sur l'égalité hommes-femmes, [www.oecd.org/gender/data/genderwagegap.htm](http://www.oecd.org/gender/data/genderwagegap.htm).

**Approfondissement – OCDE :** Le Portail de données de l'OCDE sur l'égalité hommes-femmes offre de nombreuses données en matière d'éducation, d'emploi et d'entrepreneuriat, [www.oecd.org/gender/data/genderwagegap.htm](http://www.oecd.org/gender/data/genderwagegap.htm).

Favoriser l'emploi des femmes se justifie au plan social et en termes d'égalité, mais de nombreuses justifications économiques y incitent également. L'une d'elles, et non la moindre, est que de manière générale l'emploi croissant des femmes a constitué un frein à l'augmentation des inégalités de revenu. Elle n'y a pas mis fin, certes, mais elle a eu tendance à la ralentir. Si la proportion des ménages comptant une femme active n'avait pas varié par rapport aux niveaux du début des années 1990, les inégalités de revenu dans les pays de l'OCDE auraient augmenté de près de 1 point de Gini de plus en moyenne, soit de 4 points au lieu de 3. De plus, le fait qu'un plus grand nombre de femmes travaillent à temps plein et que l'écart des salaires avec les hommes ait diminué a freiné cette augmentation à hauteur de 1 point supplémentaire.

Pour s'assurer que davantage de femmes encore puissent entrer dans la population active et tirer le meilleur parti de leurs possibilités de carrière, il sera nécessaire de continuer à lutter contre les discriminations et à éliminer les obstacles à l'emploi et à l'avancement des femmes.

**Approfondissement – OCDE :** Les *Recommandations de l'OCDE sur l'égalité hommes-femmes* énoncent les principes des politiques visant à assurer l'égalité entre hommes et hommes en matière d'éducation, d'emploi et d'entrepreneuriat, [www.oecd.org/fr/parite/C-MIN\(2013\)5-FRE.pdf](http://www.oecd.org/fr/parite/C-MIN(2013)5-FRE.pdf).

Prendre soin des enfants incombant traditionnellement aux femmes, le soutien aux parents est essentiel pour encourager davantage de femmes à entrer dans la population active. Selon le projet de l'OCDE intitulé *Bébés et employeurs*, les pays nordiques, où les taux d'emploi des femmes sont très élevés, constituent un modèle. Ces pays offrent de longue date un continuum de mesures de soutien aux familles, de la prime enfance (alors que les enfants sont à la maison) aux activités préscolaires, scolaires et extrascolaires, en passant par les structures d'accueil. D'autres pays

ont réalisé d'importantes avancées pour inciter les parents à mieux partager les obligations liées aux enfants. Par exemple, l'Allemagne, l'Italie et la France offrent désormais aux nouveaux pères une période de congé parental de type « à prendre ou à laisser ». Les entreprises peuvent également jouer un rôle en offrant davantage de flexibilité à leurs employés – horaires, absences et télétravail – et en se montrant plus compréhensives à leur égard lorsqu'ils doivent prendre des congés pour s'occuper de leurs enfants.

**Jeunes :** Le risque de chômage est environ deux fois plus élevé chez les jeunes que dans le reste de la population. Les jeunes qui sont frappés par le chômage prolongé peuvent en être affectés en termes de revenu et de possibilités de carrière durant toute leur vie. Le projet de l'OCDE intitulé *Des emplois pour les jeunes* analyse les besoins des jeunes et recommande un large éventail d'approches : agir sans attendre pour leur offrir des programmes d'aide à la recherche d'emploi ; renforcer les programmes d'apprentissage et la formation professionnelle pour les jeunes qui ont de faibles niveaux de compétences ; et inciter financièrement les entreprises à embaucher des jeunes et des travailleurs peu qualifiés. Il est également important d'offrir des programmes de la deuxième chance aux élèves qui abandonnent l'école afin de s'assurer que les jeunes développent les compétences dont ils ont besoin pour éviter les postes sans avenir.

**Approfondissement – OCDE :** Pour en savoir où en sont l'enseignement et la formation professionnels, voir *Apprendre au-delà de l'école*, <http://dx.doi.org/10.1787/9789264230408-fr>.

**Soutenir travailleurs temporaires et travailleurs à temps partiel :** Les emplois permanents traditionnels (de 9 heures à 17 heures, du lundi au vendredi) reculent dans les pays de l'OCDE. Depuis le milieu des années 1990, travail temporaire, travail à temps partiel et travail indépendant (l'emploi « non traditionnel », comme on l'appelle parfois) ont représenté plus de la moitié de tous les emplois créés dans les pays de l'OCDE. Cette tendance contribue pour diverses raisons à creuser les inégalités de revenu (voir **Section 3.3**). Comme un nombre relativement important de femmes et de jeunes occupent des emplois non traditionnels, les politiques

ciblant ces groupes devraient avoir un impact significatif sur une part importante de la main-d'œuvre non traditionnelle. Mais d'autres politiques peuvent également s'avérer nécessaires, par exemple des dépenses sociales ciblées, telles que des prestations complémentaires, afin de réduire le nombre de travailleurs pauvres. Des politiques devraient également contribuer à faire en sorte que les contrats temporaires, plutôt que d'être des culs-de-sac, deviennent un tremplin vers l'avancement professionnel.

**Approfondissement – OCDE :** *Tous concernés : Pourquoi moins d'inégalité profite à tous* (OCDE, 2015) analyse les effets de l'emploi croissant des femmes et de l'essor de l'emploi non traditionnel, <http://dx.doi.org/10.1787/9789264235519-fr>.

## 5.5. Prélèvements et prestations : ce que donne et prend l'État...

Même si ce n'est pas une expression qu'on emploie tous les jours, les « dispositifs de prélèvements et de prestations » sont familiers à la plupart des gens. La composante « prélèvements » exige peu d'explications, pour l'instant ; quant aux « prestations », elles renvoient essentiellement aux versements effectués par l'État, comme les indemnités de chômage et les allocations familiales. De nos jours, ces dispositifs complexes de prélèvements et de prestations font partie de la vie quotidienne dans les pays développés et, de plus en plus, dans les pays en développement. S'ils ont des objectifs sociaux et économiques à la fois divers et nombreux, la principale préoccupation, dans l'optique des inégalités de revenu, concerne la capacité redistributive de ces dispositifs. Trois grands facteurs déterminent la portée de la redistribution :

- **Importance :** Quelle est l'importance des montants prélevés à travers la fiscalité et distribués sous la forme de prestations ?
- **Composition :** Les dispositifs de prélèvements et de prestations peuvent reposer davantage sur les impôts sur le revenu que sur les taxes à la consommation, ou privilégier les allocations familiales par rapport aux pensions. Cette « composition » aide à mieux saisir globalement la redistribution.

- **Progressivité** : La notion de « progressivité » est plus facile à comprendre s'agissant de la fiscalité. Un impôt est « progressif » quand les hauts revenus contribuent *proportionnellement* plus que les faibles revenus. À l'inverse, un impôt est « régressif » quand ce sont les faibles revenus qui contribuent proportionnellement plus que les hauts revenus.

### **Comment les prestations contribuent à la redistribution**

La plupart des prestations – mais pas toutes – passent par les systèmes de protection sociale, systèmes dont les origines remontent à la Prusse du xix<sup>e</sup> siècle. Dans un discours prononcé en 1884, Otto von Bismarck exposait ainsi sa conception du soutien offert par l'État : « Il faut donner au travailleur le droit de travailler tant qu'il est en bonne santé, lui assurer des soins lorsqu'il est malade, lui assurer une pension quand il est vieux. » Le « chancelier de fer » n'était pas seulement mû par la générosité : dans le même discours, il affirmait sans ambages qu'il entendait avant tout réduire l'attrait exercé par le socialisme. Si les systèmes de protection sociale ont aujourd'hui une portée plus grande qu'à l'époque de Bismarck, c'est en partie grâce à l'influence du « plan Beveridge » : ce programme, conçu par Lord Beveridge au Royaume-Uni en 1942, a mené à la création du premier système unifié de sécurité sociale. De nos jours, on peut dire que les systèmes de sécurité sociale ont les grands objectifs suivants :

- **Régulariser les revenus des individus au cours de leur vie** : Les systèmes de sécurité sociale leur allouent souvent des pensions qui sont financées – au moins en partie – par les impôts ou les contributions sociales qu'ils ont acquittés durant leur vie active.
- **Aider les individus à faire face aux imprévus** : Les systèmes de sécurité sociale offrent un soutien en cas de perte d'emploi ou de maladie et d'invalidité.
- **Limiter les effets de la pauvreté ou réduire les inégalités de revenu** : Les systèmes de sécurité sociale combinent deux grandes approches : l'assistance sous conditions de ressources, pour les personnes à très faible revenu, et les prestations universelles, indépendantes du revenu familial, telles que les allocations pour enfant à charge.



Outre des prestations en espèces, comme les indemnités de chômage, les gouvernements accordent également des prestations en nature à travers les services publics. Par exemple, dans la plupart des pays de l'OCDE, l'enseignement est gratuit ou fortement subventionné au moins jusqu'à l'âge de 15 ans. Ces services publics ont des effets importants sur la situation économique des familles : si l'on convertit en espèces la valeur de ces services, le revenu annuel moyen des ménages dans les pays de l'OCDE à la fin des années 2000 n'aurait pas été de 22 000 dollars mais de 28 000 dollars par an. Les services publics jouent également un rôle majeur dans la réduction des inégalités de revenu : selon la mesure des inégalités retenue, ils les réduisent de un cinquième à un tiers.

Depuis le milieu des années 90, les dispositifs de prélèvements et de prestations ont eu tendance à devenir moins redistributifs dans les pays de l'OCDE, ce qui est en grande partie imputable à des changements du côté des prestations. Les prestations sont devenues moins généreuses, leurs critères d'octroi se sont durcis, et la progression des prestations offertes aux groupes aux revenus les plus faibles n'a pas suivi celle des revenus.

**Approfondissement – OCDE** : Les économistes de l'OCDE analysent le rôle des prélèvements et des prestations dans la réduction des inégalités de revenu dans *Tackling income inequality: The role of taxes and transfers*, [http://dx.doi.org/10.1787/eco\\_studies-2012-5k95xd6l65lt](http://dx.doi.org/10.1787/eco_studies-2012-5k95xd6l65lt).

### ***Certaines prestations sont plus redistributives que d'autres***

Toutes les prestations ne se valent pas lorsqu'il s'agit de redistribution. Certaines ont beau être importantes, comme les pensions, leur rôle peut n'être que relativement limité en termes de redistribution (même si leurs effets peuvent varier selon la façon dont on les mesure). Cela tient en partie au fait que, dans de nombreux pays, une part importante des prestations de retraite est financée par ce que leurs bénéficiaires ont versé à l'État pendant leur vie active – en ce sens, on peut considérer que certains systèmes de pension distribuent des revenus différés, et non qu'ils redistribuent les revenus au sein de la société. D'autres facteurs entrent également en ligne de compte. Par exemple, les travailleurs à faible

revenu vivent généralement moins vieux que leurs homologues à haut revenu : ils sont donc susceptibles de toucher des prestations de retraite moins longtemps que leurs pairs et, en somme, de subventionner les retraites de ces travailleurs mieux rémunérés. D'autres prestations, comme les allocations familiales en espèces, sont typiquement plus redistributives. Mais, comme pour tant de choses dans ce domaine, cela dépend parfois grandement de la façon dont la prestation est conçue – prestation sous conditions de ressources ou prestation universelle.

### ***Comment les prélèvements contribuent à la redistribution***

Tout comme pour les prestations, les objectifs que les gouvernements assignent à la fiscalité vont bien au-delà de la redistribution des revenus. Les impôts aident à financer tout ce que fait l'État, de la construction des écoles et des hôpitaux à la défense nationale, en passant par la rémunération des fonctionnaires. Ils peuvent également être utilisés pour inciter les gens à adopter certains comportements, comme les taxes sur le tabac et l'alcool, qui visent à encourager des habitudes de vie plus saines.

Les prestations sont généralement vues comme le principal moyen de redistribuer les revenus, mais le système fiscal peut également jouer un rôle important. Aux États-Unis, les crédits d'impôt constituent ainsi une aide importante pour les travailleurs à faible revenu : à certaines conditions, par exemple être parent, les contribuables peuvent déduire directement certains montants de leur relevé d'imposition. Dans certains pays, les personnes à faible revenu peuvent même recevoir un remboursement d'impôt si leurs crédits d'impôts dépassent le montant de leur relevé d'imposition. Tout comme les abattements et les allègements fiscaux, les crédits d'impôt sont une forme de dépense fiscale. Autrement dit, les gouvernements sacrifient une partie des prélèvements fiscaux potentiels pour pouvoir, en échange, favoriser des objectifs sociaux et économiques tels que l'accession à la propriété, l'investissement régional ou le soutien à des secteurs d'activité spécifiques.

### ***Certains prélèvements sont plus progressifs que d'autres***

Globalement, les impôts sur le revenu des particuliers font partie des formes de fiscalité les plus progressives dans les pays de

l'OCDE. Et même si les taux maximum d'imposition ont diminué, ces impôts sont devenus plus progressifs ces dernières années. Ce n'est pas le résultat d'une augmentation des impôts sur les hauts revenus, mais d'une hausse des crédits d'impôt et d'une baisse des cotisations sociales pour les travailleurs à faible revenu. Cependant, un certain nombre de crédits d'impôt – et plus généralement de dépenses fiscales – vont à l'encontre de cette tendance à une progressivité croissante. C'est en particulier le cas lorsque les hauts revenus bénéficient d'allègements fiscaux importants dans des domaines tels que la santé, les soins aux enfants ou l'épargne-retraite.

D'autres formes de fiscalité sont moins progressives et certaines peuvent même être régressives, comme les taxes à la consommation telles que la TVA. Comme les ménages plus pauvres consacrent généralement à la consommation une part plus importante de leur revenu que ne le font les ménages plus riches, qui épargnent davantage, les taxes à la consommation ont tendance à les frapper de façon disproportionnée. De nombreux pays tentent de s'attaquer à cela en limitant les taxes à la consommation sur les biens essentiels comme la nourriture ; si de telles mesures aident les familles défavorisées, elles bénéficient aussi à leurs homologues plus aisés.

### ***Quelles orientations pour les politiques ?***

Peu de politiques posent des défis aussi nombreux que la conception des dispositifs de prélèvements et de prestations. C'est dû pour partie à leur complexité, ainsi qu'au fait qu'ils sont au service d'un très large éventail d'objectifs sociaux et économiques, et pas seulement de la redistribution. Par conséquent, ils sont souvent au cœur d'un intense débat politique et c'est parfois un défi de parvenir à un consensus.

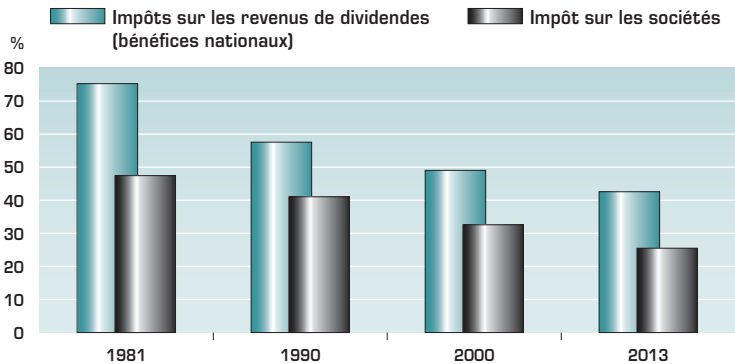
Dans l'optique des inégalités de revenu, un certain nombre d'idées se sont néanmoins imposées ces dernières dans le but d'améliorer le fonctionnement de ces dispositifs. Du côté des prestations, en raison des compressions budgétaires auxquelles font face les gouvernements de nombreux pays de l'OCDE, il est plus important que jamais de s'assurer qu'on tire tous les bénéfices

possibles des dépenses publiques. Cela peut plaider davantage encore en faveur d'un ciblage accru des prestations sur les familles à faible revenu.

De façon similaire, sachant que le travail contribue à tirer les familles de la pauvreté ainsi qu'à tisser de précieux liens sociaux, une attention croissante se porte désormais sur les prestations liées à l'exercice d'un emploi. Celles-ci peuvent inciter les individus à se remettre à travailler tout en contribuant à réduire les taux de pauvreté au travail. Il ne faut pas non plus oublier le rôle joué par les prestations en nature, comme les dépenses consacrées à l'éducation et aux soins de santé. Concernant l'éducation, les dépenses doivent être ciblées de manière à ce qu'un maximum de personnes puissent accéder à un enseignement de grande qualité.

**Données : Les impôts affectant surtout les hauts revenus ont aussi diminué.**

Taux d'imposition prévus par la loi sur les revenus de dividendes et sur les sociétés, moyenne OCDE, 1981-2013



Source : OCDE (2014), « Focus – Très hauts revenus et fiscalité dans les pays de l'OCDE : La crise a-t-elle changé la donne ? », [www.oecd.org/fr/els/soc/OCDE2014-FocusTrèsHautsRevenus.pdf](http://www.oecd.org/fr/els/soc/OCDE2014-FocusTrèsHautsRevenus.pdf).

Du côté des prélèvements, l'idée de modifier les modalités d'imposition des plus hauts revenus (généralement devenues plus généreuses depuis les années 80) est de plus en plus débattue. Sans

nécessairement augmenter les taux maximum d'imposition, il existe dans de nombreux pays des possibilités de réduire certains abattements et crédits d'impôt dont les hauts revenus tendent à bénéficier de façon disproportionnée. Il peut également y avoir des possibilités d'imposer comme des revenus ordinaires des rémunérations telles que les *stock-options*. Là encore, ce type de rémunération profite en général de façon disproportionnée aux hauts revenus. D'autres approches consistent par exemple à recourir davantage à la fiscalité sur le patrimoine et la fortune, comme les impôts sur les successions, et à harmoniser les modalités d'imposition des revenus ordinaires et des revenus du capital, en général moins lourdement imposés.

## Conclusions

Les inégalités de revenu sont un sujet complexe qu'on réduit parfois à des explications trop simples. En réalité, comme ce volume des *Essentiels de l'OCDE* s'est efforcé de le montrer, ces inégalités ont de multiples causes. Et celles-ci peuvent différer selon qu'on envisage la croissance des revenus des « 1 % » ou, par exemple, les écarts grandissants entre les très bas revenus et le reste de la population. De même, les conséquences du creusement des inégalités présentent de multiples facettes, et elles peuvent se manifester dans le rythme de la croissance économique, dans le recul de la mobilité sociale et, probablement aussi, jusque dans notre santé. À l'évidence, il n'existe pas de solution unique pour faire face aux effets néfastes des inégalités de revenu. Apporter une réponse globale exige de prendre des mesures dans un large éventail de domaines comprenant l'éducation, la politique de l'emploi et le système de prélèvements et de prestations.

Que réserve l'avenir en matière d'inégalités de revenu ? À première vue, les perspectives ne sont guère encourageantes. Certains des moteurs les plus importants des inégalités semblent être de plus en plus ancrés dans nos économies et nos sociétés. Comme le relevait récemment un document de l'OCDE, « l'importance grandissante pour la croissance des progrès technologiques fondés sur les compétences et la demande accrue de

compétences plus poussées vont se traduire par une polarisation persistante de la distribution des salaires ». D'ici à 2060, prédit ce document, si les orientations des politiques ne changent pas, les inégalités atteindront dans un pays type de l'OCDE des niveaux similaires à ceux que les pays les plus inégalitaires connaissent aujourd'hui.

Bien sûr, les orientations des politiques peuvent changer – et elles changent. Nous tenons pour acquis une bonne partie des infrastructures sociales et économiques qui nous entourent : éducation de masse, soins de santé de base, sécurité sociale. Mais il fut un temps où tout cela était rudimentaire. Les choses ont changé parce que nos sociétés ont compris qu'il est nécessaire de s'adapter quand les circonstances évoluent. Le creusement des inégalités fait certainement partie de ces évolutions, et, ce ne sont pas les signes qui manquent, nous sommes de plus en plus nombreux à sentir qu'il est nécessaire de s'y adapter. « Il n'y a pas si longtemps, écrit la journaliste et femme politique Chrystia Freeland, parler d'inégalités, c'était employer un gros mot. [Désormais] les inégalités sont non seulement devenues un sujet de conversation digne de gens bien élevés, elles sont devenues le sujet *de rigueur*. » Cependant, parler d'une question est une chose, trouver des solutions en est une autre. Mais, là encore, nos sociétés ont adopté à maintes reprises des mesures pour améliorer la vie des gens : tous ces exemples devraient nous donner des raisons d'être optimistes. Comme l'écrit l'économiste Anthony Atkinson : « Le monde fait face à de vastes problèmes mais, collectivement, nous ne sommes pas confrontés, impuissants, à des forces incontrôlables. »

En définitive, nos sociétés devraient se poser la question suivante : Quel niveau d'inégalités sommes-nous prêts à accepter ? Cela touche au cœur de nos attitudes concernant la richesse et la pauvreté, l'inclusion et l'exclusion, la mobilité et l'immobilité sociales. Nul doute que la science économique jouera un rôle dans la façon dont nos sociétés relèveront ce défi. Mais, fondamentalement, ces questions sont de nature politique. Non pas au sens de « politique politicienne », mais au sens propre du mot : comment nos sociétés prennent collectivement les décisions qui ont une incidence sur la vie de chacun, qu'il soit riche ou pauvre.

# Bibliographie

## **Introduction**

- BAD (2012), *Asian Development Outlook 2012: Confronting Rising Inequality in Asia*, Banque asiatique de développement, Manille, [www.adb.org/sites/default/files/pub/2012/ado2012.pdf](http://www.adb.org/sites/default/files/pub/2012/ado2012.pdf).
- Delevingne, L. (2015), « Hot topic for the 1 percent at Davos: Inequality », 21 janvier, CNBC, [www.cnn.com/2015/01/21/hot-topic-for-the-1-percent-at-davos-inequality.html](http://www.cnn.com/2015/01/21/hot-topic-for-the-1-percent-at-davos-inequality.html).
- Gurría, A. (2013), « A wholesale approach to policymaking is the key to tackling inequality », 8 septembre, *The Guardian*, Guardian News and Media Ltd, [www.theguardian.com/global-development/poverty-matters/2013/sep/18/policymaking-tackling-inequality](http://www.theguardian.com/global-development/poverty-matters/2013/sep/18/policymaking-tackling-inequality).
- Obama, B. (2013), « Remarks by the President on Economic Mobility », 4 décembre, THEARC, Washington, DC, [www.whitehouse.gov/the-press-office/2013/12/04/remarks-president-economic-mobility](http://www.whitehouse.gov/the-press-office/2013/12/04/remarks-president-economic-mobility).
- OCDE (2015), *Tous concernés : Pourquoi moins d'inégalité profite à tous*, Éditions de l'OCDE, Paris, <http://dx.doi.org/10.1787/9789264235519-fr>.
- OCDE (2014), *All On Board: Making Inclusive Growth Happen*, Éditions de l'OCDE, Paris, <http://dx.doi.org/10.1787/9789264218512-en>.
- OCDE (2014), « Focus – Très hauts revenus et fiscalité dans les pays de l'OCDE : La crise a-t-elle changé la donne ? », mai, Paris, [www.oecd.org/fr/els/soc/OCDE2014-FocusTresHautsRevenus.pdf](http://www.oecd.org/fr/els/soc/OCDE2014-FocusTresHautsRevenus.pdf).
- Rogers, S. (2011), « Occupy protests around the world: Full list visualised », 14 novembre, *The Guardian*, Guardian News and Media Ltd., [www.theguardian.com/news/datablog/2011/oct/17/occupy-protests-world-list-map](http://www.theguardian.com/news/datablog/2011/oct/17/occupy-protests-world-list-map).
- Wike, R. (2015), « Inequality is at top of the agenda as global elites gather in Davos », 21 janvier, *Pew Research Centre*, <http://pewrsr.ch/1E2LZHx>.

## **1. Revenu et richesse : quelles différences ?**

- Alexander, R. (2012), « Dollar benchmark: The rise of the \$1-a-day statistic », 9 mars, *BBC News*, [www.bbc.com/news/magazine-17312819](http://www.bbc.com/news/magazine-17312819).

- BAD (2012), *Asian Development Outlook 2012: Confronting Rising Inequality in Asia*, Banque asiatique de développement, Manille, [www.adb.org/sites/default/files/publication/29704/ado2012.pdf](http://www.adb.org/sites/default/files/publication/29704/ado2012.pdf).
- Bonesmo Fredriksen, K. (2012), « Less Income Inequality and More Growth – Are they Compatible? Part 6. The Distribution of Wealth », *Documents de travail du Département des affaires économiques de l'OCDE*, n° 929, Éditions de l'OCDE, Paris, <http://dx.doi.org/10.1787/5k9h28t0bznr-en>.
- Credit Suisse Research Institute (2014), *2014 Credit Suisse Global Wealth Report*, Crédit suisse AG, Zurich.
- Donnan, S. (2015), « Earth's poor set to swell as World Bank moves poverty line », 23 septembre, *Financial Times*, [www.ft.com/intl/cms/s/0/81b0ac66-61e5-11e5-9846-de406ccb37f2.html#axzz3n1Evi7SW](http://www.ft.com/intl/cms/s/0/81b0ac66-61e5-11e5-9846-de406ccb37f2.html#axzz3n1Evi7SW).
- Förster, M.F. (1994), « Measurement of Low Incomes and Poverty in A Perspective of International Comparisons », *OECD Labour Market and Social Policy Occasional Papers*, n° 14, Éditions de l'OCDE, <http://dx.doi.org/10.1787/112854878327>.
- Milanović, B. (2010), *The Haves and the Have-Nots*, Basic Books, New York.
- OCDE (2015), « Inégalité de revenu », indicateur, <http://dx.doi.org/10.1787/6e19b842-fr> (consulté le 15 septembre 2015).
- OCDE (2015), « Taux de pauvreté », indicateur, <http://dx.doi.org/10.1787/f5395f95-fr> (consulté le 28 août 2015).
- OCDE (2015), *Tous concernés : Pourquoi moins d'inégalité profite à tous*, Éditions de l'OCDE, Paris, <http://dx.doi.org/10.1787/9789264235519-fr>.
- OCDE (2015), « Revenu », Indicateur du vivre mieux de l'OCDE, [www.oecdbetterlifeindex.org/fr/topics/revenu](http://www.oecdbetterlifeindex.org/fr/topics/revenu) (consulté le 5 août 2015).
- OCDE (2014), *Comment va la vie ? 2013 : Mesurer le bien-être*, Éditions de l'OCDE, Paris, [http://dx.doi.org/10.1787/how\\_life-2013-fr](http://dx.doi.org/10.1787/how_life-2013-fr).
- OCDE (2014), *Panorama des statistiques de l'OCDE 2014 : Économie, environnement et société*, Éditions de l'OCDE, Paris, <http://dx.doi.org/10.1787/factbook-2014-fr>.
- OCDE (2011), *Comment va la vie ?*, Éditions de l'OCDE, Paris, <http://dx.doi.org/10.1787/888932491884>.



- OCDE (2011), *Toujours plus d'inégalité : Pourquoi les écarts de revenus se creusent*, Éditions de l'OCDE, Paris, <http://dx.doi.org/10.1787/9789264119550-fr>.
- ONU (2013), « Eradicate extreme poverty and hunger – Factsheet », septembre, Département de l'information des Nations Unies, New York, [www.un.org/millenniumgoals/pdf/Goal\\_1\\_fs.pdf](http://www.un.org/millenniumgoals/pdf/Goal_1_fs.pdf).
- PNUD (2013), *Rapport sur le développement humain 2013*, Programme des Nations Unies pour le développement, New York, [www.undp.org/content/undp/fr/home/librarypage/hdr/human-development-report-2013.html](http://www.undp.org/content/undp/fr/home/librarypage/hdr/human-development-report-2013.html).

## **2. Inégalités de revenu : état des lieux**

- Alvaredo, F. (2011), « L'inégalité depuis un siècle », septembre, *Finances & Développement*, vol. 48, n° 3, Fonds monétaire international, Washington, DC, [www.imf.org/external/pubs/ft/fandd/fre/2011/09/pdf/picture.pdf](http://www.imf.org/external/pubs/ft/fandd/fre/2011/09/pdf/picture.pdf).
- Banque africaine de développement, OCDE, Programme des Nations unies pour le développement, Commission économique pour l'Afrique (2013), *Perspectives économiques en Afrique 2013*, Éditions de l'OCDE, Paris, <http://dx.doi.org/10.1787/aeo-2013-fr>.
- BAD (2012), *Asian Development Outlook 2012: Confronting Rising Inequality in Asia*, Banque asiatique de développement, Manille, [www.adb.org/sites/default/files/publication/29704/ado2012.pdf](http://www.adb.org/sites/default/files/publication/29704/ado2012.pdf).
- Barder, O. (2010), « UN summit roundup: Three development narratives », 28 septembre, blog Owen Abroad, [www.owen.org/blog/3815](http://www.owen.org/blog/3815).
- The Economist (2013), « When giants slow down », 27 juillet, *The Economist*, The Economist Newspaper Ltd., [www.economist.com/news/briefing/21582257-most-dramatic-and-disruptive-period-emerging-market-growth-world-has-ever-seen](http://www.economist.com/news/briefing/21582257-most-dramatic-and-disruptive-period-emerging-market-growth-world-has-ever-seen).
- The Economist (2009), « Burgeoning bourgeoisie », 12 février, *The Economist*, The Economist Newspaper Ltd., [www.economist.com/node/13063298](http://www.economist.com/node/13063298).
- Gurría, A. (2014), « Remarks by Angel Gurría, Secretary-General of the OECD, delivered at the RENGO Symposium on Japan's 50th anniversary as a member of the OECD », 8 avril, Tokyo, OCDE, [www.oecd.org/social/from-growing-inequalities-to-inclusive-growth.htm](http://www.oecd.org/social/from-growing-inequalities-to-inclusive-growth.htm).

- Hoeller, P. et al. (2012), « Less Income Inequality and More Growth – Are They Compatible? Part 1. Mapping Income Inequality Across the OECD », *Documents de travail du Département des affaires économiques de l'OCDE*, n° 924, Éditions de l'OCDE, Paris, <http://dx.doi.org/10.1787/5k9h297wxbnr-en>.
- Jütting, J.P. et J.R. de Laiglesia (éd.) (2009), *Is Informal Normal? Towards More and Better Jobs in Developing Countries*, Éditions de l'OCDE, Paris, <http://dx.doi.org/10.1787/9789264059245-en>.
- Keeley, B. (2012), « De l'aide au développement : La lutte mondiale contre la pauvreté », *Les essentiels de l'OCDE*, Éditions de l'OCDE, Paris, <http://dx.doi.org/10.1787/9789264178076-fr>.
- Kharas, H. (2010), « The Emerging Middle Class In Developing Countries », *Documents de travail du Centre de développement de l'OCDE*, n° 285, Éditions de l'OCDE, Paris, <http://dx.doi.org/10.1787/5kmp8lncrns-en>.
- OCDE (2015), *Tous concernés : Pourquoi moins d'inégalité profite à tous*, Éditions de l'OCDE, Paris, <http://dx.doi.org/10.1787/9789264235519-fr>.
- OCDE (2015), « Inégalité de revenu », indicateur, <http://dx.doi.org/10.1787/37e2ea85-fr> (consulté le 28 août 2015).
- OCDE (2014), « Focus – Très hauts revenus et fiscalité dans les pays de l'OCDE : La crise a-t-elle changé la donne ? », mai, Éditions de l'OCDE, Paris, [www.oecd.org/fr/els/soc/OCDE2014-FocusTresHautsRevenus.pdf](http://www.oecd.org/fr/els/soc/OCDE2014-FocusTresHautsRevenus.pdf).
- OCDE (2014), *All On Board: Making Inclusive Growth Happen*, Éditions de l'OCDE, Paris, <http://dx.doi.org/10.1787/9789264218512-en>.
- OCDE (2013), *Perspectives du développement mondial 2013 : Les politiques industrielles dans un monde en mutation*, Éditions de l'OCDE, Paris, [http://dx.doi.org/10.1787/persp\\_glob\\_dev-2013-fr](http://dx.doi.org/10.1787/persp_glob_dev-2013-fr).
- OCDE (2011), *Toujours plus d'inégalité : Pourquoi les écarts de revenus se creusent*, Éditions de l'OCDE, Paris, <http://dx.doi.org/10.1787/9789264119550-fr>.
- OCDE (2011), *Études économiques de l'OCDE : Brésil 2011*, Éditions de l'OCDE, Paris, [http://dx.doi.org/10.1787/eco\\_surveys-bra-2011-fr](http://dx.doi.org/10.1787/eco_surveys-bra-2011-fr).
- OCDE (2010), *Perspectives économiques de l'Amérique latine 2011 : Une région de classes moyennes ?*, Éditions de l'OCDE, Paris, <http://dx.doi.org/10.1787/leo-2011-fr>.

### 3. Pourquoi les inégalités de revenu augmentent-elles ?

- BBC World Service (2008), « Widespread Unease About Economy and Globalisation: Global Poll », PIPA/WorldScan, [http://news.bbc.co.uk/2/shared/bsp/hi/pdfs/07\\_02\\_08worldservicepoll.pdf](http://news.bbc.co.uk/2/shared/bsp/hi/pdfs/07_02_08worldservicepoll.pdf).
- Cassidy, J. (2010), « What Good is Wall Street? », 29 novembre, *The New Yorker*, Condé Nast, [www.newyorker.com/reporting/2010/11/29/101129fa\\_fact\\_cassidy](http://www.newyorker.com/reporting/2010/11/29/101129fa_fact_cassidy).
- Cecchetti, S.G. et E. Kharroubi (2015), « Why does financial sector growth crowd out real economic growth? », February, *BIS Working Paper*, n° 490, Banque des règlements internationaux, [www.bis.org/publ/work490.pdf](http://www.bis.org/publ/work490.pdf).
- Cournède, B., O. Denk et P. Hoeller (2015), « Finance and Inclusive Growth », 11 juin, *OECD Economic Policy Paper*, n° 14, Éditions de l'OCDE, Paris, <http://dx.doi.org/10.1787/5js06pbhf28s-en>.
- Denk, O. (2015), « Financial sector pay and labour income inequality: Evidence from Europe », *Documents de travail du Département des affaires économiques de l'OCDE*, n° 1225, Éditions de l'OCDE, Paris, <http://dx.doi.org/10.1787/5js04v5ujw9p-en>.
- DeParle, J. (2012), « Economic Inequality and the Changing Family », 14 juillet, *The New York Times*, The New York Times Co., [www.economix.blogs.nytimes.com/2012/07/14/economic-inequality-and-the-changing-family](http://www.economix.blogs.nytimes.com/2012/07/14/economic-inequality-and-the-changing-family).
- DeParle, J. (2012), « Two Classes, Divided by 'I Do' », 14 juillet, *The New York Times*, The New York Times Co., [www.nytimes.com/2012/07/15/us/two-classes-in-america-divided-by-i-do.html](http://www.nytimes.com/2012/07/15/us/two-classes-in-america-divided-by-i-do.html).
- The Economist (2013), « Labour pains », 2 novembre, *The Economist*, The Economist Newspaper Ltd., Londres, [www.economist.com/news/finance-and-economics/21588900-all-around-world-labour-losing-out-capital-labour-pains](http://www.economist.com/news/finance-and-economics/21588900-all-around-world-labour-losing-out-capital-labour-pains).
- Förster, M., A. Llana-Nozal et V. Nafilyan (2014), « Trends in Top Incomes and their Taxation in OECD Countries », *Documents de travail de l'OCDE sur les affaires sociales, l'emploi et les migrations*, n° 159, Éditions de l'OCDE, Paris, <http://dx.doi.org/10.1787/5jz43jhlz87f-en>.

- Freeman, R.B. (2009), « Trade, skills and globalization », in W. Salverda et al. (éd.), *The Oxford Handbook of Economic Inequality*, Oxford University Press.
- Freeman, R.B. (2010), « It's financialization! », *International Labour Review*, vol. 149, n° 2, Organisation internationale du travail, Genève, [www.ilo.org/public/english/revue/download/pdf/s2freeman.pdf](http://www.ilo.org/public/english/revue/download/pdf/s2freeman.pdf).
- Goldin, C. et L.F. Katz (2009), « The Future of Inequality », 3<sup>e</sup> trimestre, *The Milken Institute Review*, The Milken Institute, Santa Monica, CA, [www.milkeninstitute.org/publications/review/2009\\_7/26-33mr43.pdf](http://www.milkeninstitute.org/publications/review/2009_7/26-33mr43.pdf).
- Greenwood, J. et N. Guner et al. (2014), « Marry your like: Assortative mating and income inequality », National Bureau for Economic Research, [www.nber.org/papers/w19829.pdf](http://www.nber.org/papers/w19829.pdf).
- Hoeller, P. (2012), « Less Income Inequality and More Growth – Are they Compatible? Part 4: Top Incomes », *Documents de travail du Département des affaires économiques de l'OCDE*, n° 927, Éditions de l'OCDE, Paris, <http://dx.doi.org/10.1787/5k9h28wm6qmn-en>.
- Huwart, J.-Y. et L. Verdier (2013), « La mondialisation économique : Origines et conséquences », *Les essentiels de l'OCDE*, Éditions de l'OCDE, Paris, <http://dx.doi.org/10.1787/9789264111929-fr>.
- Koske, I., J. Fournier et I. Wanner (2012), « Less Income Inequality and More Growth – Are They Compatible? Part 2. The Distribution of Labour Income », *Document de travail du Département des affaires économiques de l'OCDE*, n° 925, Éditions de l'OCDE, Paris, <http://dx.doi.org/10.1787/5k9h2975rhhf-en>.
- Krugman, P. (2011), « We Are the 99.9% », 24 novembre, *The New York Times*, The New York Times Co., [www.nytimes.com/2011/11/25/opinion/we-are-the-99-9.html?\\_r=1&ref=opinion](http://www.nytimes.com/2011/11/25/opinion/we-are-the-99-9.html?_r=1&ref=opinion).
- Krugman, P. (2013), « Sympathy for the Luddites », 13 juin, *The New York Times*, The New York Times Co., [www.nytimes.com/2013/06/14/opinion/krugman-sympathy-for-the-luddites.html](http://www.nytimes.com/2013/06/14/opinion/krugman-sympathy-for-the-luddites.html).
- Love, P. (2015), « Too much money is bad for you », 17 juin, *OECD Insights Blog*, <http://oecdinsights.org/2015/06/17/too-much-money-is-bad-for-you>.
- Love, P. et R. Lattimore (2009), « Le commerce international : Libre, équitable, ouvert ? », *Les essentiels de l'OCDE*, Éditions de l'OCDE, Paris, <http://dx.doi.org/10.1787/9789264060289-fr>.

- Manyika, J. et M. Chui et al. (2013), *Disruptive Technologies: Advances that will Transform Life, Business, and the Global Economy*, mai, McKinsey Global Institute, McKinsey & Co., [www.mckinsey.com/insights/business\\_technology/disruptive\\_technologies](http://www.mckinsey.com/insights/business_technology/disruptive_technologies).
- Markoff, J. (2011), « Armies of Expensive Lawyers, Replaced by Cheaper Software », 4 mars, *The New York Times*, The New York Times Co., [www.nytimes.com/2011/03/05/science/05legal.html](http://www.nytimes.com/2011/03/05/science/05legal.html).
- Moylan, J. (2012), « Union membership has halved since 1980 », 7 septembre, BBC News, [www.bbc.com/news/business-19521535](http://www.bbc.com/news/business-19521535).
- OCDE (2015), *Tous concernés : Pourquoi moins d'inégalité profite à tous*, Éditions de l'OCDE, Paris, <http://dx.doi.org/10.1787/9789264235519-fr>.
- OCDE (2015), « Adapting to the changing face of work », août, *OECD Policy Briefs*, [www.oecd.org/policy-briefs/Adapting-to-the-changing-face-of-work.pdf](http://www.oecd.org/policy-briefs/Adapting-to-the-changing-face-of-work.pdf).
- OCDE (2014), « Focus – Très hauts revenus et fiscalité dans les pays de l'OCDE : La crise a-t-elle changé la donne ? », mai, Éditions de l'OCDE, Paris, [www.oecd.org/fr/els/soc/OCDE2014-FocusTresHautsRevenus.pdf](http://www.oecd.org/fr/els/soc/OCDE2014-FocusTresHautsRevenus.pdf).
- OCDE (2013), *Regards sur l'éducation 2013*, Éditions de l'OCDE, Paris, <http://dx.doi.org/10.1787/eag-2013-fr>.
- OCDE (2012), « Partage de la valeur ajoutée entre travail et capital : Comment expliquer la diminution de la part du travail ? », in *Perspectives de l'emploi de l'OCDE 2012*, Éditions de l'OCDE, Paris, [http://dx.doi.org/10.1787/empl\\_outlook-2012-4-fr](http://dx.doi.org/10.1787/empl_outlook-2012-4-fr).
- OCDE (2012), *Perspectives de l'emploi de l'OCDE 2012*, Éditions de l'OCDE, Paris, [http://dx.doi.org/10.1787/empl\\_outlook-2012-fr](http://dx.doi.org/10.1787/empl_outlook-2012-fr).
- OCDE (2011), *Toujours plus d'inégalité : Pourquoi les écarts de revenus se creusent*, Éditions de l'OCDE, Paris, <http://dx.doi.org/10.1787/9789264119550-fr>.
- OIT (2013), *Rapport mondial sur les salaires 2012/13*, Organisation internationale du travail, Genève, [www.ilo.org/global/research/global-reports/global-wage-report/2012/lang--fr/index.htm](http://www.ilo.org/global/research/global-reports/global-wage-report/2012/lang--fr/index.htm).
- OIT/KIEP (2015), « Inequality in G20 countries: Causes, impacts, and policy responses », note préparée pour le Groupe de travail sur l'emploi du G20, 23-25 juillet, Cappadoce, Organisation internationale du travail et Korea Institute for International Economic Policy, [www.g20ewg.org/index.php/component/phocadownload/category/32-inequalities](http://www.g20ewg.org/index.php/component/phocadownload/category/32-inequalities).

Visser, J. et D. Checchi (2009), « Inequality and the labor market: unions », in W. Salverda et al. (éd.), *The Oxford Handbook of Economic Inequality*, Oxford University Press.

Vora, S. (2013), « India's Tata Group Maps U.S. Expansion », 18 avril, *The New York Times*, The New York Times Co., [http://india.blogs.nytimes.com/2013/04/18/indias-tata-group-maps-u-s-expansion/?\\_php=true&\\_type=blogs&\\_r=1](http://india.blogs.nytimes.com/2013/04/18/indias-tata-group-maps-u-s-expansion/?_php=true&_type=blogs&_r=1).

#### **4. Comment les inégalités de revenu affectent-elles nos vies ?**

Berg, A.G. et J.D. Ostry (2011), « Égalité et efficience », septembre, *Finances & Développement*, vol. 48, n° 3, Fonds monétaire international, Washington, DC, [www.imf.org/external/pubs/ft/fandd/fre/2011/09/pdf/berg.pdf](http://www.imf.org/external/pubs/ft/fandd/fre/2011/09/pdf/berg.pdf).

Bernstein, J. (2012), « The Price of Inequality: Interview With Joseph E. Stiglitz », 25 juin, *Rolling Stone*, [www.rollingstone.com/politics/blogs/national-affairs/the-price-of-inequality-interview-with-joseph-e-stiglitz-20120625](http://www.rollingstone.com/politics/blogs/national-affairs/the-price-of-inequality-interview-with-joseph-e-stiglitz-20120625).

Causa, O. et Å. Johansson (2010), « Intergenerational Social Mobility in OECD Countries », in *OECD Journal: Economic Studies*, vol. 2010/1, Éditions de l'OCDE, Paris, [http://dx.doi.org/10.1787/eco\\_studies-2010-5km33scz5rjj](http://dx.doi.org/10.1787/eco_studies-2010-5km33scz5rjj).

Causa, O., A. de Serres et N. Ruiz (2014), « Croissance et inégalités : une relation étroite ? », *L'annuel de l'OCDE 2014*, Éditions de l'OCDE, Paris, [www.oecd.org/fr/economie/croissance-inegalites-relation-etroite.htm](http://www.oecd.org/fr/economie/croissance-inegalites-relation-etroite.htm).

Clark, G. (2014), *The Son Also Rises: Surnames and the History of Social Mobility*, Princeton University Press, Princeton.

Clark, G. et N. Cummins (2013), « Surnames and Social Mobility », London School of Economics, [http://neilcummins.com/Papers/Clark\\_Cummins\\_2013.pdf](http://neilcummins.com/Papers/Clark_Cummins_2013.pdf).

Corak, M. (2013), « Income Inequality, Equality of Opportunity, and Intergenerational Mobility », *Journal of Economic Perspectives*, vol. 27/3.

d'Addio, A.C. (2007), « Intergenerational Transmission of Disadvantage », *Documents de travail de l'OCDE sur les affaires sociales, l'emploi et les migrations*, n° 52, Éditions de l'OCDE, Paris, <http://dx.doi.org/10.1787/217730505550>.

- Edsall, T.B. (2014), « Just Right Inequality », 4 mars, *The New York Times*, The New York Times Co., <http://nyti.ms/1fFLGqx>.
- Freeland, C. (2013), « The political clout of the superrich », 1 mars, Reuters, <http://blogs.reuters.com/chrystia-freeland>.
- Freeman, R.B. (2012), « Optimal inequality for economic growth, stability and shared prosperity: the economics behind the Wall Street Occupiers Protest? », avril, *Insights – Melbourne Business and Economics*, vol. 11, Université de Melbourne, <http://insights.unimelb.edu.au/vol11/index.html>.
- Gurría, A. (2011), « Divided we Stand: Why Inequality Keeps Rising (Speech) », 5 décembre, Paris, OCDE, [www.oecd.org/social/dividedwestandwhyinequalitykeepsrisingspeech.htm](http://www.oecd.org/social/dividedwestandwhyinequalitykeepsrisingspeech.htm).
- Haldane, A.G. et V. Madouros (2011), « What is the contribution of the financial sector? », 22 novembre, Vox, [www.voxeu.org/article/what-contribution-financial-sector](http://www.voxeu.org/article/what-contribution-financial-sector).
- Jerrim, J. (2014), « The Great Gatsby Curve: Does it really exist and is education the key? », blog de l'OCDE Education & Skills Today, <http://oecdeducationtoday.blogspot.fr/2014/05/the-great-gatsby-curve-does-it-really.html>.
- Johnson, S. (2009), « The Quiet Coup », mai, *The Atlantic*, [www.theatlantic.com/magazine/archive/2009/05/the-quiet-coup/307364](http://www.theatlantic.com/magazine/archive/2009/05/the-quiet-coup/307364).
- Mankiw, N.G. (2013), « Defending the One Percent », été, *Journal of Economic Perspectives*, vol. 27/3, <http://pubs.aeaweb.org/doi/pdfplus/10.1257/jep.27.3.21>.
- Milanović, B. (2010), *The Haves and the Have-Nots*, Basic Books, New York.
- OCDE (2015), *Tous concernés : Pourquoi moins d'inégalité profite à tous*, Éditions de l'OCDE, Paris, <http://dx.doi.org/10.1787/9789264235519-fr>.
- OCDE (2014), *All on Board: Making Inclusive Growth Happen*, Éditions de l'OCDE, Paris, <http://dx.doi.org/10.1787/9789264218512-en>.
- OCDE (2014), *Comment va la vie ? 2013 : Mesurer le bien-être*, Éditions de l'OCDE, Paris, [http://dx.doi.org/10.1787/how\\_life-2013-fr](http://dx.doi.org/10.1787/how_life-2013-fr).
- OCDE (2013), *Regards sur l'éducation 2013*, Éditions de l'OCDE, Paris, <http://dx.doi.org/10.1787/eag-2013-fr>.

- OCDE (2013), *Résultats du PISA 2012 : L'équité au service de l'excellence (Volume II) : Offrir à chaque élève la possibilité de réussir*, PISA, Éditions de l'OCDE, Paris, <http://dx.doi.org/10.1787/9789264205321-fr>.
- OCDE (2012), « Quelle est l'ampleur des inégalités de revenus dans le monde – et comment l'éducation peut-elle aider à les réduire ? », avril, *Les indicateurs de l'éducation à la loupe*, n° 4, Éditions de l'OCDE, Paris, <http://dx.doi.org/10.1787/5k97ju7l466l-fr>.
- OCDE (2012), *Réformes économiques 2012 : Objectif croissance*, Éditions de l'OCDE, Paris, <http://dx.doi.org/10.1787/growth-2012-fr>.
- Okun, A.M. (1975), *Equality and Efficiency*, The Brookings Institution, Washington, DC.
- Ostry, J.D., A. Berg et C.T. Tsangarides (2014), « Redistribution, Inequality and Growth », février, SDN/14/02, IMF Staff Discussion Note, Fonds monétaire international, Washington, DC, [www.imf.org/external/pubs/ft/sdn/2014/sdn1402.pdf](http://www.imf.org/external/pubs/ft/sdn/2014/sdn1402.pdf).
- Rowlingson, K. (2011), « Does income inequality cause health and social problems? », septembre, Joseph Rowntree Foundation, York, [www.jrf.org.uk/publications/income-inequality-health-social-problems](http://www.jrf.org.uk/publications/income-inequality-health-social-problems).
- Van Praag, B. et A. Ferrer-i-Carbonell (2009), « Inequality and Happiness », in W. Salverda et al. (éd.), *The Oxford Handbook of Economic Inequality*, Oxford University Press, Oxford.
- Voitchovsky, S. (2009), « Inequality and Economic Growth », in W. Salverda et al. (éd.), *The Oxford Handbook of Economic Inequality*, Oxford University Press, Oxford.
- Winship, S. (2012), « Assessing Income Inequality, Mobility and Opportunity », 9 février, Brookings, [www.brookings.edu/research/testimony/2012/02/09-inequality-mobility-winship#note16](http://www.brookings.edu/research/testimony/2012/02/09-inequality-mobility-winship#note16).

### **5. Quelles politiques adopter face aux inégalités de revenu ?**

- Atkinson, A.B. (2016), *Inégalités*, Le Seuil, Paris.
- Causa, O. et Å. Johansson (2009), « Intergenerational Social Mobility », *Documents de travail du Département des affaires économiques de l'OCDE*, n° 707, Éditions de l'OCDE, Paris, <http://dx.doi.org/10.1787/223106258208>.



- Emmenegge, P. (2009), *Regulatory Social Policy: The Politics of Job Security Regulations*, Haupt, Berne.
- Freeland, C. (2015), « Even plutocrats can see profound inequality isn't in their interests », 25 janvier, *The Guardian*, Guardian News and Media Ltd, [www.theguardian.com/commentisfree/2015/jan/25/eversuper-rich-see-plutocracy-flawed](http://www.theguardian.com/commentisfree/2015/jan/25/eversuper-rich-see-plutocracy-flawed).
- Hanushek, E.A. et al. (2013), « Returns to Skills Around the World: Evidence from PIAAC », *OECD Education Working Papers*, n° 101, Éditions de l'OCDE, Paris, <http://dx.doi.org/10.1787/5k3tsjqmutq2-en>.
- Joumard, I., M. Pisu et D. Bloch (2012), « Tackling income inequality: The role of taxes and transfers », *OECD Journal: Economic Studies*, Éditions de l'OCDE, Paris, [http://dx.doi.org/10.1787/eco\\_studies-2012-5k95xd6l65lt](http://dx.doi.org/10.1787/eco_studies-2012-5k95xd6l65lt).
- Keeley, B. (2007), *Le capital humain : Comment le savoir détermine notre vie*, Éditions de l'OCDE, Paris, <http://dx.doi.org/10.1787/9789264029118-fr>.
- Machin, S. (2009), « Education and Inequality », in W. Salverda, B. Nolan et T.M. Smeeding (éd.), *The Oxford Handbook of Economic Inequality*, Oxford University Press, Oxford.
- Mitchell, A.W. (2009), « Four good reasons why ECE is not just important, but essential », mai/juin, *Advocacy Exchange*.
- OCDE (2015), *Tous concernés : Pourquoi moins d'inégalité profite à tous*, Éditions de l'OCDE, Paris, <http://dx.doi.org/10.1787/9789264235519-fr>.
- OCDE (2015), *Perspectives de l'emploi de l'OCDE 2015*, Éditions de l'OCDE, Paris, [http://dx.doi.org/10.1787/empl\\_outlook-2015-fr](http://dx.doi.org/10.1787/empl_outlook-2015-fr).
- OCDE (2014), *Panorama de la société 2014*, Éditions de l'OCDE, Paris, [http://dx.doi.org/10.1787/soc\\_glance-2014-fr](http://dx.doi.org/10.1787/soc_glance-2014-fr).
- OCDE (2014), *All On Board: Making Inclusive Growth Happen*, Éditions de l'OCDE, Paris, <http://dx.doi.org/10.1787/9789264218512-en>.
- OCDE (2014), *Comment va la vie ? 2013 : Mesurer le bien-être*, Éditions de l'OCDE, Paris, [http://dx.doi.org/10.1787/how\\_life-2013-fr](http://dx.doi.org/10.1787/how_life-2013-fr).
- OCDE (2014), « Focus – Très hauts revenus et fiscalité dans les pays de l'OCDE : La crise a-t-elle changé la donne ? », mai, Éditions de l'OCDE, Paris, [www.oecd.org/fr/els/soc/OCDE2014-FocusTresHautsRevenus.pdf](http://www.oecd.org/fr/els/soc/OCDE2014-FocusTresHautsRevenus.pdf).

- OCDE (2014), « Shifting Gear: Policy Challenges for the next 50 Years », juillet, *Note de politique économique du Département des affaires économiques de l'OCDE*, n° 24, Éditions de l'OCDE, Paris, [www.oecd.org/eco/growth/Shifting%20gear.pdf](http://www.oecd.org/eco/growth/Shifting%20gear.pdf).
- OCDE (2013), *Panorama de la santé 2013*, Éditions de l'OCDE, Paris, [http://dx.doi.org/10.1787/health\\_glance-2013-fr](http://dx.doi.org/10.1787/health_glance-2013-fr).
- OCDE (2013), *Regards sur l'éducation 2013*, Éditions de l'OCDE, Paris, <http://dx.doi.org/10.1787/eag-2013-fr>.
- OCDE (2012), *Petite enfance, grands défis III : Boîte à outils pour une éducation et des structures d'accueil de qualité*, Éditions de l'OCDE, Paris, <http://dx.doi.org/10.1787/9789264167025-fr>.
- OCDE (2013), *Résultats du PISA 2012 : L'équité au service de l'excellence (Volume II) : Offrir à chaque élève la possibilité de réussir*, PISA, Éditions de l'OCDE, Paris, <http://dx.doi.org/10.1787/9789264205321-fr>.
- OCDE (2012), *Équité et qualité dans l'éducation : Comment soutenir les élèves et les établissements défavorisés*, Éditions de l'OCDE, <http://dx.doi.org/10.1787/9789264028050-fr>.
- OCDE (2012), *Regards sur l'éducation 2012 : Les indicateurs de l'OCDE*, Éditions de l'OCDE, Paris, <http://dx.doi.org/10.1787/eag-2012-fr>.
- OCDE (2012), *Regards sur l'éducation 2012 : Panorama*, Éditions de l'OCDE, Paris, [http://dx.doi.org/10.1787/eag\\_highlights-2012-fr](http://dx.doi.org/10.1787/eag_highlights-2012-fr).
- OCDE (2012), *Des compétences meilleures pour des emplois meilleurs et une vie meilleure : Une approche stratégique des politiques sur les compétences*, Éditions de l'OCDE, Paris, <http://dx.doi.org/10.1787/9789264178717-fr>.
- OCDE (2012), « Inégalités de revenus et croissance : le rôle des impôts et des transferts », janvier, *Note de politique économique du Département des affaires économiques de l'OCDE*, n° 9, Éditions de l'OCDE, Paris, [www.oecd.org/fr/eco/croissance/49446673.pdf](http://www.oecd.org/fr/eco/croissance/49446673.pdf).
- OCDE (2012), « Quelle est l'ampleur des inégalités de revenus dans le monde – et comment l'éducation peut-elle aider à les réduire ? », avril, *Les indicateurs de l'éducation à la loupe*, n° 4, Éditions de l'OCDE, Paris, <http://dx.doi.org/10.1787/5k97ju7l466l-fr>.
- OCDE (2011), *Toujours plus d'inégalité : Pourquoi les écarts de revenus se creusent*, Éditions de l'OCDE, Paris, <http://dx.doi.org/10.1787/9789264119550-fr>.

- OCDE (2010), *Des débuts qui comptent ! Des emplois pour les jeunes*, Éditions de l'OCDE, Paris, <http://dx.doi.org/10.1787/9789264096110-fr>.
- OCDE (2010), *Réformes économiques 2010 : Objectif croissance*, Éditions de l'OCDE, Paris, <http://dx.doi.org/10.1787/growth-2010-fr>.
- OCDE (2009), *Perspectives de l'emploi de l'OCDE 2009 : Faire face à la crise de l'emploi*, Éditions de l'OCDE, Paris, [http://dx.doi.org/10.1787/empl\\_outlook-2009-fr](http://dx.doi.org/10.1787/empl_outlook-2009-fr).
- OCDE (2008), *Croissance et inégalités : Distribution des revenus et pauvreté dans les pays de l'OCDE*, Éditions de l'OCDE, Paris, <http://dx.doi.org/10.1787/9789264044210-fr>.
- OCDE (2007), *Bébés et employeurs – Comment réconcilier travail et vie de famille : Synthèse des résultats dans les pays de l'OCDE*, Éditions de l'OCDE, Paris, <http://dx.doi.org/10.1787/9789264032460-fr>.
- OCDE (2006), *Perspectives de l'emploi de l'OCDE 2006 : Stimuler l'emploi et les revenus*, Éditions de l'OCDE, Paris, [http://dx.doi.org/10.1787/empl\\_outlook-2006-fr](http://dx.doi.org/10.1787/empl_outlook-2006-fr).
- Osberg, L. (2014), « Can Increasing Inequality Be a Steady State? », *OECD Statistics Working Papers*, vol. 2014/01, Éditions de l'OCDE, Paris, <http://dx.doi.org/10.1787/5jz2bxc80xq6-en>.
- Ostry, J.D., A. Berg et C.T. Tsangarides (2014), « Redistribution, Inequality and Growth », février, SDN/14/02, *IMF Staff Discussion Note*, Fonds monétaire international, Washington, DC, [www.imf.org/external/pubs/ft/sdn/2014/sdn1402.pdf](http://www.imf.org/external/pubs/ft/sdn/2014/sdn1402.pdf).
- Santiago, P. et K. Tremblay et al. (2008), *Tertiary Education for the Knowledge Society, Vol. I and II*, Éditions de l'OCDE, Paris, <http://dx.doi.org/10.1787/9789264046535-en>.
- Schleicher, A. (2013), « What we learn from the PISA 2012 results », 3 décembre, blog de l'OCDE Education & Skills Today, <http://oecdeducationtoday.blogspot.fr/2013/12/what-we-learn-from-pisa-2012-results.html>.
- Schleicher, A. (n.d.), « Five Things I've Learned », Pearson Foundation, [www.thefivethings.org/andreas-schleicher](http://www.thefivethings.org/andreas-schleicher).
- Verbist, G., M.F. Förster et M. Vaalavuo (2012), « The Impact of Publicly Provided Services on the Distribution of Resources: Review of New Results and Methods », *Documents de travail de l'OCDE sur les affaires*

*sociales, l'emploi et les migrations*, n° 130, Éditions de l'OCDE, Paris,  
<http://dx.doi.org/10.1787/5k9h363c5szq-en>.

Waters, R. (2014), « Technology: Rise of the replicants », 3 mars, *Financial Times*, The Financial Times Ltd.

# **ORGANISATION DE COOPÉRATION ET DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUES**

L'OCDE est un forum unique en son genre où les gouvernements œuvrent ensemble pour relever les défis économiques, sociaux et environnementaux que pose la mondialisation. L'OCDE est aussi à l'avant-garde des efforts entrepris pour comprendre les évolutions du monde actuel et les préoccupations qu'elles font naître. Elle aide les gouvernements à faire face à des situations nouvelles en examinant des thèmes tels que le gouvernement d'entreprise, l'économie de l'information et les défis posés par le vieillissement de la population. L'Organisation offre aux gouvernements un cadre leur permettant de comparer leurs expériences en matière de politiques, de chercher des réponses à des problèmes communs, d'identifier les bonnes pratiques et de travailler à la coordination des politiques nationales et internationales.

Les pays membres de l'OCDE sont : l'Allemagne, l'Australie, l'Autriche, la Belgique, le Canada, le Chili, la Corée, le Danemark, l'Espagne, l'Estonie, les États-Unis, la Finlande, la France, la Grèce, la Hongrie, l'Irlande, l'Islande, Israël, l'Italie, le Japon, la Lettonie, le Luxembourg, le Mexique, la Norvège, la Nouvelle-Zélande, les Pays-Bas, la Pologne, le Portugal, la République slovaque, la République tchèque, le Royaume-Uni, la Slovénie, la Suède, la Suisse et la Turquie. L'Union européenne participe aux travaux de l'OCDE.

Les Éditions OCDE assurent une large diffusion aux travaux de l'Organisation. Ces derniers comprennent les résultats de l'activité de collecte de statistiques, les travaux de recherche menés sur des questions économiques, sociales et environnementales, ainsi que les conventions, les principes directeurs et les modèles développés par les pays membres.

# Inégalités de revenu

## L'écart entre les riches et les pauvres

Les inégalités de revenu s'accroissent. Il y a vingt-cinq ans, le revenu disponible moyen des 10 % les plus riches dans les pays de l'OCDE était environ sept fois plus élevé que celui des 10 % les plus pauvres ; aujourd'hui, il est environ neuf fois et demie plus élevé. Pourquoi est-ce important ? Beaucoup craignent que cet écart grandissant n'affecte les individus, les sociétés et même les économies. Cet ouvrage analyse les inégalités de revenu en cinq points. Tout d'abord, il définit les notions essentielles pour appréhender l'enjeu des inégalités. Ensuite, il décrit les tendances récentes et explique pourquoi les inégalités varient selon les pays. Puis, il se penche sur les causes des écarts de revenu grandissants et, en particulier, de l'essor des « 1 % ». Il poursuit en analysant les conséquences des inégalités, notamment en évoquant les recherches qui suggèrent un impact potentiellement négatif sur la croissance économique. Enfin, il examine les politiques visant à s'attaquer aux inégalités de revenu et à rendre nos économies plus inclusives.

[www.oecd.org/lesessentiels](http://www.oecd.org/lesessentiels)

Visitez le blog : [www.oecdinsights.org](http://www.oecdinsights.org).

éditions OCDE  
[www.oecd.org/editions](http://www.oecd.org/editions)



ISBN 978-92-64-30039-2  
01 2015 39 2 P

